

N° 61-205-X au catalogue

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2012



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 61-205-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'investissement, des sciences et de la technologie

Section des dépenses en immobilisations

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2012

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2012

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de *licence ouverte de Statistique Canada* :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>

Mars 2012

N° 61-205-X au catalogue

ISSN 1718-3812

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Remerciements

Cette publication a été réalisée à la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie sous la direction de Greg Peterson, directeur, Iddi Alhassan, Directeur adjoint, David Ogden, chef de la Section des Dépenses en immobilisations et Valérie Gaudreault, chef d'unité. Les analystes suivants ont contribué d'une façon particulière : Anthony Ertl, Lee-Anne Jennings, Debra Roberts, Liz Snell et Pierre-Louis Venne. Caroline Andrews, Joanne Bureau, Pierre Gaudreau et Robert Hicks ont prêté leur assistance technique. Les personnes suivantes ont participé à la collecte et à la préparation des données : Adam Bunko, Brianne Steele et Marc Viau. Division des Méthodes d'enquêtes-entreprises : Javier Oyarzun et Gerrit Faber. L'enquête sur les Dépenses en immobilisations et en réparations pour les administrations publiques provinciales au Québec est l'oeuvre conjointe de Statistique Canada et de L'institut de la statistique du Québec. Leur collaboration mérite notre reconnaissance.

Note concernant CANSIM

Pour la plupart des tableaux de la présente publication, les données sont disponibles sur CANSIM (Système canadien d'information socio économique). Les numéros de référence CANSIM apparaissent au bas de chaque tableau. Ceux-ci comprennent maintenant les perspectives pour 2012, les dépenses réelles provisoires de 2011 et les dépenses réelles de 2010.

Table des matières

Faits saillants	5
Note aux lecteurs	6
Analyse	7
Extraction minière, pétrolière et gazière et services publics	7
Investissements dans d'autres secteurs	8
Provinces et territoires	8
Graphiques	
1. Progression dans les intentions d'investissement	7
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Résumé par secteur, Canada	16
2 Immobilisations et réparations, Canada	18
2-1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse, secteur [11]	18
2-2 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]	19
2-3 Services publics, secteur [22]	21
2-4 Fabrication, secteur [31-33]	22
2-5 Commerce de gros, secteur [41]	24
2-6 Commerce de détail, secteur [44-45]	25
2-7 Transport et entreposage, secteur [48-49]	26
2-8 Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]	27
2-9 Finance et assurances, secteur [52]	28
2-10 Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]	29
2-11 Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]	30
2-12 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]	31
2-13 Services d'enseignement, secteur [61]	32
2-14 Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]	33
2-15 Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]	33
2-16 Hébergement et services de restauration, secteur [72]	34
2-17 Autres services, sauf les administrations publiques, secteur [81]	34

Table des matières – suite

2-18	Administrations publiques, secteur [91]	35
3	Résumé par provinces et territoire	36
4	Immobilisations et réparations, provinces et territoires	37
4-1	Terre-Neuve-et-Labrador	37
4-2	Île-du-Prince-Édouard	40
4-3	Nouvelle-Écosse	43
4-4	Nouveau-Brunswick	46
4-5	Québec	49
4-6	Ontario	53
4-7	Manitoba	57
4-8	Saskatchewan	60
4-9	Alberta	63
4-10	Colombie-Britannique	67
4-11	Yukon	71
4-12	Territoires du Nord-Ouest	74
4-13	Nunavut	77
5	Investissements publiques, résumé par secteur	80
5-1	Canada	80
5-2	Provinces et territoires	82
6	Investissements privés, résumé par secteur	83
6-1	Canada	83
6-2	Provinces et territoires	85

Qualité des données, concepts et méthodologie

Introduction	86
Concepts	87
Sources	93
Assurance de la qualité	95
Méthodologie	97
Utilisateurs et utilisations	111
Chronologie de la série des dépenses en immobilisations	112
Mesures de la qualité	114

Appendice

I	Glossaire	117
II	Références	121

Faits saillants

- Les organismes canadiens publics et privés ont déclaré qu'ils ont l'intention d'investir 394,1 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage en 2012, en hausse de 6,2 % par rapport aux investissements enregistrés en 2011.

Note aux lecteurs

Les perspectives d'investissement en construction non résidentielle et en matériel et outillage sont tirées d'une enquête par sondage, réalisée auprès de 30 000 sociétés privées et administrations publiques. Cette enquête a été réalisée entre octobre 2011 et la fin janvier 2012.

En ce qui concerne la construction résidentielle, le programme d'investissements privés et publics se sert des estimations relatives aux mises en chantier d'habitations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Les mises en chantier sont issues des prévisions obtenues par la SCHL selon trois scénarios (élevé, moyen et faible). Ces scénarios sont utilisés dans l'estimation de l'investissement pour les logements neufs, une composante clé des estimations globales des prévisions de logements.

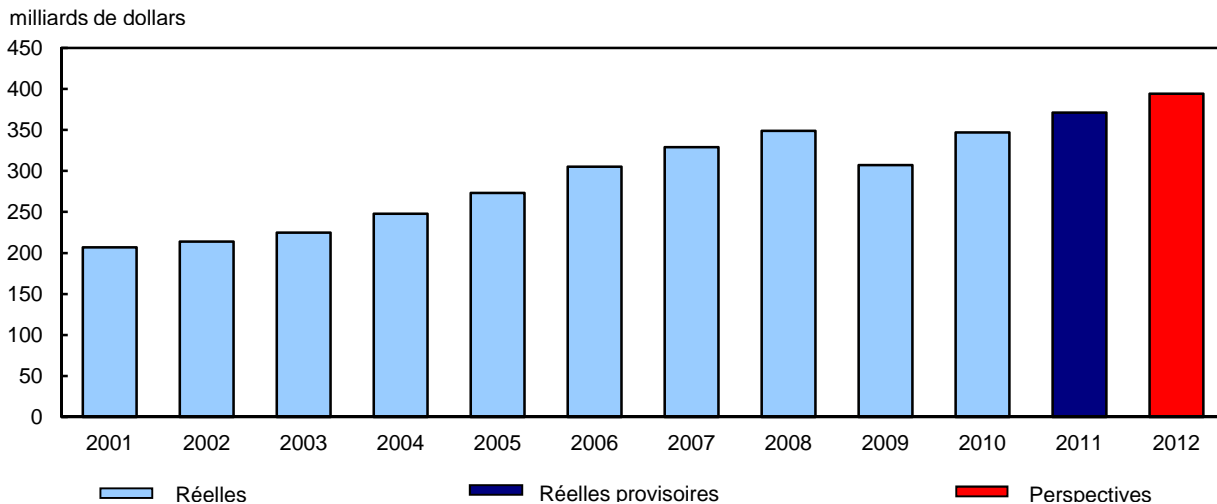
Les présentes estimations de 2012 pour l'habitation sont fondées sur le scénario moyen pour chaque province. Le tableau « Dépenses en immobilisations au Canada, perspectives de 2012 » figurant à la fin du présent communiqué renferme tous les scénarios.

Les données sont exprimées en dollars courants.

Analyse

Les organismes canadiens publics et privés ont déclaré qu'ils ont l'intention d'investir 394,1 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage en 2012, en hausse de 6,2 % par rapport aux investissements enregistrés en 2011.

Graphique 1
Progression dans les intentions d'investissement



Plus de la moitié (56,6 %) de l'augmentation en 2012 est attribuable aux intentions d'investissement plus importantes dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Ce secteur a indiqué une croissance constante chaque année depuis le ralentissement économique de 2009.

Les organismes, à l'exclusion du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, ont déclaré des intentions d'investissement totales de 307,2 milliards de dollars en 2012, en hausse de 3,4 % par rapport à 2011.

Les organismes privés et publics ont indiqué que la construction d'immobilisations devrait augmenter de 8,0 % pour s'établir à 281,7 milliards de dollars en 2012. Les investissements dans le matériel et l'outillage devraient augmenter de 2,1 % de pour s'établir à 112,4 milliards de dollars.

L'investissement dans le secteur du logement devrait augmenter de 3,4 % pour atteindre 100,5 milliards de dollars en 2012, selon les projections de mises en chantier de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Extraction minière, pétrolière et gazière et services publics

Les intentions d'investissement dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière indiquent une augmentation de 17,7 % pour atteindre 86,9 milliards de dollars. Si ces investissements se concrétisent, ce secteur sera à lui seul à l'origine de plus d'un cinquième (22,0 %) des dépenses totales en immobilisations à l'échelle nationale en 2012.

Dans le sous-secteur de l'extraction pétrolière et gazière, les entreprises ont déclaré des intentions d'investissement de 64,1 milliards de dollars en 2012, en hausse de 14,8 % par rapport à 2011. Plus de la moitié (58,0 %) de ce montant serait attribuable au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques. Les

investissements dans le secteur de l'extraction de pétrole par des moyens non classiques devraient croître de 24,6 % pour atteindre 26,9 milliards de dollars.

Les entreprises dans le sous-secteur de l'exploitation minière ont déclaré des investissements qui devraient se chiffrer à 15,7 milliards de dollars en 2012, en hausse de 25,7 %. L'extraction de minerais métalliques est l'un des principaux facteurs à l'origine de cette augmentation.

Les organismes dans le secteur des services publics ont indiqué que les investissements devraient augmenter de 14,6 % pour atteindre 27,7 milliards de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à l'expansion de la production, du transport et de la distribution d'électricité à la fois en Colombie-Britannique et en Alberta.

Investissements dans d'autres secteurs

Les intentions d'investissement en immobilisations par les entreprises du secteur du transport et de l'entreposage indiquent une hausse de 21,5 % pour se chiffrer à 22,9 milliards de dollars en 2012. Les investissements dans le secteur du transport en commun et du transport terrestre de voyageurs devraient représenter près de la moitié (44,7 %) de l'augmentation globale prévue dans ce secteur.

Les entreprises de fabrication ont déclaré une augmentation de 6,6 % des intentions, lesquelles devraient atteindre 20,3 milliards de dollars.

Les organismes des secteurs de l'administration publique ont déclaré des intentions d'investissement de 41,1 milliards de dollars, en hausse de 3,8 % par rapport à 2011. Près de la moitié (46,4 %) de ces intentions sont attribuables aux administrations publiques locales, municipales et régionales. L'administration publique fédérale a indiqué une augmentation des intentions d'investissement, en hausse de 6,2 % pour atteindre 5,6 milliards de dollars en 2012.

Les intentions d'investissement déclarées sont en déclin pour le secteur de la finance et des assurances (-14,2 %) et le secteur des services immobiliers et services de location et de location à bail (-11,2 %).

Provinces et territoires

Les intentions d'investissement indiquées en Alberta ont augmenté de 9,1 milliards de dollars en 2012, ce qui représente 39,5 % de l'augmentation globale à l'échelle nationale.

Les organismes privés et publics de l'Ontario prévoient dépenser 116,3 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage, en hausse de 1,5 % par rapport à 2011.

Tableau explicatif 1

Dépenses en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques en construction et matériel et outillage, secteur industriel

	Dépenses réelles de 2010	Dépenses réelles provisoires de 2011	Perspectives pour 2012	Dépenses réelles de 2010 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2011	Dépenses réelles provisoires de 2011 par rapport aux perspectives pour 2012
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Total, construction et matériel et outillage ¹	346 876,6	370 981,8	394 112,2	6,9	6,2
Investissement du secteur public total	81 771,9	82 675,8	87 844,5	1,1	6,3
Investissement du secteur privé total	265 104,7	288 306,1	306 267,6	8,8	6,2
Logement	94 398,0	97 158,4	100 508,8	2,9	3,4
Secteur SCIAN					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5 635,2	5 219,1	5 209,5	-7,4	-0,2
Extraction minière, de pétrole et de gaz	62 261,0	73 814,4	86 898,6	18,6	17,7
Services publics	23 135,7	24 138,5	27 653,3	4,3	14,6
Construction	5 961,1	5 788,7	6 059,9	-2,9	4,7
Fabrication	15 643,3	19 012,3	20 265,6	21,5	6,6
Commerce de gros	5 324,8	6 264,3	6 650,1	17,6	6,2
Commerce de détail	8 301,5	8 898,9	9 160,3	7,2	2,9
Transport et entreposage	16 130,4	18 880,9	22 934,9	17,1	21,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 886,2	9 037,7	9 062,0	-8,6	0,3
Finance et assurances	13 152,2	13 470,0	11 558,3	2,4	-14,2
Services immobiliers et location et location à bail	13 567,1	14 389,6	12 780,4	6,1	-11,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 604,5	4 567,2	4 632,1	26,7	1,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	227,6	279,7	226,3	22,8	-19,1
Services administratifs, soutien, gestion déchets	1 799,0	3 101,9	3 135,0	72,4	1,1
Services d'enseignement	10 258,8	9 688,6	9 003,3	-5,6	-7,1
Soins de santé et assistance sociale	10 098,8	9 636,1	9 599,5	-4,6	-0,4
Arts, spectacles et loisirs	1 664,3	2 257,0	2 382,0	35,6	5,5
Hébergement et services de restauration	3 320,9	3 341,3	3 059,0	0,6	-8,4
Autres services, sauf les administrations publiques	2 124,8	2 401,7	2 207,2	13,0	-8,1
Administrations publiques	40 381,6	39 635,5	41 126,1	-1,8	3,8

1. Les données incluent la construction résidentielle et non résidentielle.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 2

Dépenses en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques, construction non résidentielle et matériel et outillage, provinces et territoires

	Dépenses réelles de 2010	Dépenses réelles provisoires de 2011	Perspectives pour 2012	Dépenses réelles de 2010 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2011	Dépenses réelles provisoires de 2011 par rapport aux perspectives pour 2012
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Canada	252 478,6	273 823,5	293 603,4	8,5	7,2
Construction non résidentielle	149 468,6	163 761,0	181 185,0	9,6	10,6
Matériel et outillage	103 010,0	110 062,5	112 418,4	6,8	2,1
Terre-Neuve-et-Labrador	4 306,0	5 564,5	7 565,5	29,2	36,0
Construction non résidentielle	2 922,4	4 027,8	5 690,7	37,8	41,3
Matériel et outillage	1 383,6	1 536,7	1 874,8	11,1	22,0
Île-du-Prince-Édouard	630,4	776,1	760,0	23,1	-2,1
Construction non résidentielle	338,6	367,5	339,4	8,5	-7,6
Matériel et outillage	291,8	408,6	420,5	40,0	2,9
Nouvelle-Écosse	4 997,3	4 236,5	4 262,8	-15,2	0,6
Construction non résidentielle	2 895,1	2 057,5	2 108,0	-28,9	2,5
Matériel et outillage	2 102,2	2 179,0	2 154,8	3,7	-1,1
Nouveau-Brunswick	4 479,0	4 181,4	4 308,8	-6,6	3,0
Construction non résidentielle	2 383,0	2 038,7	2 164,7	-14,4	6,2
Matériel et outillage	2 096,0	2 142,7	2 144,1	2,2	0,1
Québec	40 297,7	43 448,6	46 609,5	7,8	7,3
Construction non résidentielle	21 411,1	23 371,7	25 660,3	9,2	9,8
Matériel et outillage	18 886,7	20 077,0	20 949,2	6,3	4,3
Ontario	74 480,2	78 952,3	80 710,9	6,0	2,2
Construction non résidentielle	36 098,0	35 848,5	38 208,1	-0,7	6,6
Matériel et outillage	38 382,2	43 103,9	42 502,8	12,3	-1,4
Manitoba	8 566,6	8 578,4	8 969,1	0,1	4,6
Construction non résidentielle	5 388,0	4 952,0	5 333,1	-8,1	7,7
Matériel et outillage	3 178,6	3 626,4	3 636,0	14,1	0,3
Saskatchewan	15 052,9	16 234,1	16 891,9	7,8	4,1
Construction non résidentielle	10 465,6	10 928,1	10 959,1	4,4	0,3
Matériel et outillage	4 587,3	5 306,0	5 932,8	15,7	11,8
Alberta	67 881,4	76 288,9	84 096,7	12,4	10,2
Construction non résidentielle	47 565,2	57 359,0	64 377,2	20,6	12,2
Matériel et outillage	20 316,2	18 930,0	19 719,6	-6,8	4,2
Colombie-Britannique	29 144,5	32 725,7	36 402,5	12,3	11,2
Construction non résidentielle	17 847,8	20 496,0	23 958,4	14,8	16,9
Matériel et outillage	11 296,9	12 229,8	12 444,1	8,3	1,8
Yukon	710,0	838,2	841,2	18,1	0,4
Construction non résidentielle	567,9	701,1	637,9	23,5	-9,0
Matériel et outillage	142,1	137,1	203,3	-3,5	48,3
Territoires du Nord-Ouest	1 162,0	1 062,9	1 293,2	-8,5	21,7
Construction non résidentielle	920,5	790,6	977,5	-14,1	23,6
Matériel et outillage	241,5	272,3	315,7	12,8	15,9
Nunavut	770,4	935,7	891,4	21,5	-4,7
Construction non résidentielle	665,3	822,6	770,7	23,6	-6,3
Matériel et outillage	105,1	113,1	120,8	7,6	6,8

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 3

Dépenses en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques, construction¹ et matériel et outillage, provinces et territoires

	Dépenses réelles de 2010	Dépenses réelles provisoires de 2011	Perspectives pour 2012	Dépenses réelles de 2010 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2011	Dépenses réelles provisoires de 2011 par rapport aux perspectives pour 2012
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Canada	346 876,6	370 981,8	394 112,2	6,9	6,2
Construction	243 866,6	260 919,4	281 693,6	7,0	8,0
Matériel et outillage	103 010,0	110 062,5	112 418,4	6,8	2,1
Terre-Neuve-et-Labrador	6 048,4	7 375,7	9 358,3	21,9	26,9
Construction	4 664,8	5 839,0	7 483,5	25,2	28,2
Matériel et outillage	1 383,6	1 536,7	1 874,8	11,1	22,0
Île-du-Prince-Édouard	952,3	1 078,6	1 057,6	13,3	-2,0
Construction	660,5	670,0	637,0	1,4	-4,9
Matériel et outillage	291,8	408,6	420,5	40,0	2,9
Nouvelle-Écosse	7 305,7	6 564,0	6 704,8	-10,2	2,1
Construction	5 203,5	4 385,0	4 550,0	-15,7	3,8
Matériel et outillage	2 102,2	2 179,0	2 154,8	3,7	-1,1
Nouveau-Brunswick	6 191,8	5 744,3	5 871,7	-7,2	2,2
Construction	4 095,8	3 601,6	3 727,6	-12,1	3,5
Matériel et outillage	2 096,0	2 142,7	2 144,1	2,2	0,1
Québec	63 097,7	66 999,7	70 782,3	6,2	5,6
Construction	44 211,1	46 922,8	49 833,1	6,1	6,2
Matériel et outillage	18 886,7	20 077,0	20 949,2	6,3	4,3
Ontario	107 681,7	114 494,6	116 267,0	6,3	1,5
Construction	69 299,5	71 390,8	73 764,2	3,0	3,3
Matériel et outillage	38 382,2	43 103,9	42 502,8	12,3	-1,4
Manitoba	11 217,5	11 385,1	11 920,3	1,5	4,7
Construction	8 038,9	7 758,7	8 284,3	-3,5	6,8
Matériel et outillage	3 178,6	3 626,4	3 636,0	14,1	0,3
Saskatchewan	17 522,3	19 333,0	20 153,0	10,3	4,2
Construction	12 935,0	14 027,0	14 220,2	8,4	1,4
Matériel et outillage	4 587,3	5 306,0	5 932,8	15,7	11,8
Alberta	81 342,5	88 666,7	97 791,9	9,0	10,3
Construction	61 026,3	69 736,8	78 072,4	14,3	12,0
Matériel et outillage	20 316,2	18 930,0	19 719,6	-6,8	4,2
Colombie-Britannique	42 533,8	46 109,2	50 763,3	8,4	10,1
Construction	31 237,1	33 879,5	38 319,2	8,5	13,1
Matériel et outillage	11 296,9	12 229,8	12 444,1	8,3	1,8
Yukon	891,9	1 028,6	1 036,3	15,3	0,7
Construction	749,8	891,5	833,0	18,9	-6,6
Matériel et outillage	142,1	137,1	203,3	-3,5	48,3
Territoires du Nord-Ouest	1 246,6	1 141,4	1 378,4	-8,4	20,8
Construction	1 005,1	869,1	1 062,7	-13,5	22,3
Matériel et outillage	241,5	272,3	315,7	12,8	15,9
Nunavut	844,3	1 060,9	1 027,4	25,7	-3,2
Construction	739,2	947,8	906,7	28,2	-4,3
Matériel et outillage	105,1	113,1	120,8	7,6	6,8

1. Les données incluent la construction résidentielle et non résidentielle.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 4
Dépenses en immobilisations au Canada, perspective 2012

	2012 scénario bas	2012 scénario moyen	2012 scénario élevé
	millions de dollars		
Logements neufs ¹	38 210,8	42 528,4	46 293,0
Total logement (investissement résidentiel)	95 318,4	100 508,8	105 034,8
Total construction (investissement résidentiel et non résidentiel)	276 503,4	281 693,8	286 219,8
Total : construction et matériel et outillage	388 921,8	394 112,2	398 638,2

1. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a préparé trois scénarios (élevé, moyen et faible) pour ses prévisions du nombre de nouvelles mises en chantier. Ces scénarios sont utilisés dans l'estimation de l'investissement pour les logements neufs, une composante clé des estimations globales des prévisions de logements.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

13-568-X	Flux et stocks de capital fixe, 1961-1994 : historique
61-232-X	Investissements étrangers et nationaux au Canada
64-001-X	Permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

029-0005	Immobilisations et réparations, selon le secteur et la province, annuel
029-0007	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 21, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, annuel
029-0008	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 22, services publics, annuel
029-0009	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 31-33, fabrication, annuel
029-0010	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 41, commerce de gros, annuel
029-0011	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 44-45, commerce de détail, annuel
029-0012	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 48-49, transport et entreposage, annuel
029-0013	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 51, industrie de l'information et industrie culturelle, annuel
029-0014	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 52, finance et assurances, annuel
029-0015	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 53, services immobiliers et services de location et de location à bail, annuel
029-0016	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 54, services professionnels, scientifiques et techniques, annuel
029-0017	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 56, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, annuel
029-0018	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 61, services d'enseignement, annuel

029-0019	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 62, soins de santé et assistance sociale, annuel
029-0020	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 71, art, spectacles et loisirs, annuel
029-0021	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 72, hébergement et services de restauration, annuel
029-0022	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 81, autres services (sauf les administrations publiques), annuel
029-0024	Immobilisations et réparations, résumé selon la province et le territoire, annuel
029-0039	Dépenses d'immobilisations en construction, par type d'actif et secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
029-0040	Dépenses d'immobilisations en construction, selon le type d'actif, annuel
032-0001	Investissements publics et privés, résumé selon le secteur, annuel
032-0002	Investissements publics et privés, résumé selon la province et le territoire, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2803	Dépenses en immobilisations et réparations - Réelles, provisoires, perspectives
------	---

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Dépenses en immobilisations pour la construction par secteur, par province et territoire*
- *Dépenses en immobilisations pour machine et matériel par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations privées et publiques*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	1 890,6	3 744,6	5 635,2	933,7	2 971,6	3 905,3	2 824,3	6 716,2	9 540,5
2011	1 747,7	3 471,4	5 219,1	..	..	..	..	..	..
2012	1 754,7	3 454,8	5 209,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	51 508,8	10 752,2	62 261,0	1 543,0	6 095,1	7 638,1	53 051,8	16 847,3	69 899,1
2011	64 668,5	9 145,9	73 814,4	..	..	..	..	..	..
2012	76 339,1	10 559,5	86 898,6	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	18 446,2	4 689,5	23 135,7	2 230,7	3 687,9	5 918,6	20 676,9	8 377,4	29 054,3
2011	17 709,4	6 429,0	24 138,5	..	..	..	..	..	..
2012	20 618,3	7 035,0	27 653,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	759,2	5 201,9	5 961,1	147,0	2 423,5	2 570,5	906,2	7 625,4	8 531,6
2011	734,7	5 054,0	5 788,7	..	..	..	..	..	..
2012	772,4	5 287,5	6 059,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	3 243,8	12 399,5	15 643,3	1 075,6	8 796,9	9 872,5	4 319,4	21 196,4	25 515,8
2011	4 257,5	14 754,8	19 012,3	..	..	..	..	..	..
2012	4 649,8	15 615,9	20 265,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	1 262,8	4 062,0	5 324,8	413,7	1 029,1	1 442,9	1 676,5	5 091,1	6 767,6
2011	1 289,7	4 974,6	6 264,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 604,5	5 045,6	6 650,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	3 586,5	4 715,0	8 301,5	775,5	1 152,4	1 927,9	4 362,0	5 867,4	10 229,4
2011	3 915,2	4 983,7	8 898,9	..	..	..	..	..	..
2012	4 154,5	5 005,8	9 160,3	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	7 995,7	8 134,7	16 130,4	1 993,6	5 225,2	7 218,8	9 989,3	13 359,9	23 349,2
2011	9 002,4	9 878,5	18 880,9	..	..	..	..	..	..
2012	12 087,6	10 847,2	22 934,9	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	3 657,8	6 228,4	9 886,2	227,4	1 045,8	1 273,2	3 885,2	7 274,2	11 159,4
2011	2 279,0	6 758,7	9 037,7	..	..	..	..	..	..
2012	2 225,0	6 837,0	9 062,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	2 003,7	11 148,5	13 152,2	752,3	814,7	1 567,0	2 756,0	11 963,2	14 719,2
2011	2 675,6	10 794,4	13 470,0	..	..	..	..	..	..
2012	2 176,4	9 382,0	11 558,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	3 568,3	9 998,8	13 567,1	1 283,2	1 391,5	2 674,6	4 851,5	11 390,3	16 241,7
2011	5 186,5	9 203,1	14 389,6	..	..	..	..	..	..
2012	3 848,8	8 931,6	12 780,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	584,8	3 019,7	3 604,5	167,2	483,7	650,8	752,0	3 503,4	4 255,3
2011	667,8	3 899,4	4 567,2	..	..	..	..	..	..
2012	730,4	3 901,7	4 632,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	102,1	125,6	227,6	28,5	101,8	130,3	130,6	227,4	357,9
2011	128,0	151,6	279,7	..	..	..	..	..	..
2012	102,7	123,5	226,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	428,0	1 371,0	1 799,0	117,5	541,2	658,7	545,5	1 912,2	2 457,7
2011	753,3	2 348,7	3 101,9	..	..	..	..	..	..
2012	962,0	2 173,1	3 135,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1 – suite

Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2010	7 677,3	2 581,5	10 258,8	1 540,4	294,1	1 834,5	9 217,7	2 875,6	12 093,2
2011	7 016,3	2 672,3	9 688,6	..	..	..	..	..	..
2012	6 292,7	2 710,5	9 003,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	6 735,9	3 362,9	10 098,8	1 049,0	1 045,3	2 094,3	7 784,9	4 408,2	12 193,1
2011	6 249,5	3 386,6	9 636,1	..	..	..	..	..	..
2012	6 410,5	3 189,0	9 599,5	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	806,5	857,8	1 664,3	159,3	245,9	405,2	965,8	1 103,7	2 069,5
2011	984,1	1 272,9	2 257,0	..	..	..	..	..	..
2012	1 003,4	1 378,6	2 382,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	2 220,4	1 100,4	3 320,9	368,5	656,5	1 025,0	2 588,9	1 756,9	4 345,9
2011	1 942,2	1 399,1	3 341,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 910,7	1 148,3	3 059,0	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	635,6	1 489,2	2 124,8	336,5	561,6	898,1	972,1	2 050,8	3 022,9
2011	811,0	1 590,7	2 401,7	..	..	..	..	..	..
2012	676,4	1 530,8	2 207,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	32 354,6	8 027,0	40 381,6	4 670,7	1 725,7	6 396,4	37 025,3	9 752,7	46 778,0
2011	31 742,5	7 893,0	39 635,5	..	..	..	..	..	..
2012	32 865,2	8 260,9	41 126,1	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	94 398,0	0,0	94 398,0	14 836,0	0,0	14 836,0	109 234,0	0,0	109 234,0
2011	97 158,4	0,0	97 158,4	..	..	..	..	..	..
2012	100 508,8	0,0	100 508,8	..	..	..	..	..	..
Total des dépenses									
2010	243 866,6	103 010,0	346 876,6	34 649,2	40 289,5	74 938,7	278 515,8	143 299,5	421 815,3
2011	260 919,4	110 062,5	370 981,9	..	..	..	..	..	..
2012	281 693,8	112 418,4	394 112,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-1
Immobilisations et réparations, Canada — Agriculture, foresterie, pêche et chasse¹, secteur [11]

	Immobilisations			Réparations ²			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Cultures agricoles [111]									
2010	932,4	2 536,8	3 469,1	448,5	1 922,0	2 370,5	1 380,9	4 458,8	5 839,6
2011	859,2	2 339,1	3 198,3	..	..	..	..	..	..
2012	858,0	2 341,7	3 199,7	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	849,3	866,6	1 715,9	363,7	525,6	889,3	1 213,0	1 392,2	2 605,2
2011	782,6	801,3	1 584,0	..	..	..	..	..	..
2012	784,0	798,5	1 582,5	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	32,8	164,4	197,1	38,0	286,3	324,3	70,8	450,7	521,5
2011	40,7	166,1	206,8	..	..	..	..	..	..
2012	50,4	130,8	181,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	56,1	61,1	117,1	45,9	134,6	180,5	102,0	195,7	297,6
2011	34,7	51,6	86,3	..	..	..	..	..	..
2012	32,0	49,1	81,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	20,1	115,8	135,9	37,6	103,2	140,7	57,7	219,0	276,6
2011	30,5	113,3	143,7	..	..	..	..	..	..
2012	30,2	134,7	165,0	..	..	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	1 890,6	3 744,6	5 635,2	933,7	2 971,6	3 905,3	2 824,3	6 716,2	9 540,5
2011	1 747,7	3 471,4	5 219,1	..	..	..	..	..	..
2012	1 754,7	3 454,8	5 209,5	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour la chasse et le piégeage sont exclues du total pour cette catégorie.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-2
Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	42 397,3	5 882,5	48 279,8	1 113,2	2 879,2	3 992,4	43 510,5	8 761,7	52 272,2
2011	52 443,2	3 443,5	55 886,8	..	..	..	..	..	..
2012	60 852,0	3 296,8	64 148,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques [211113]									
2010	30 872,8	251,8	31 124,6	x	x	x	x	x	x
2011	33 146,4	1 128,3	34 274,7	..	..	..	..	..	..
2012	36 152,5	1 069,5	37 222,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole par des méthodes non classiques [211114]									
2010	11 524,5	5 630,8	17 155,3	x	x	x	x	x	x
2011	19 296,8	2 315,2	21 612,0	..	..	..	..	..	..
2012	24 699,5	2 227,3	26 926,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	6 467,2	3 547,7	10 014,9	414,3	2 201,9	2 616,2	6 881,5	5 749,6	12 631,1
2011	8 468,7	4 000,0	12 468,7	..	..	..	..	..	..
2012	10 904,5	4 765,6	15 670,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon [2121]									
2010	366,1	403,7	769,8	x	x	392,7	x	x	1 162,4
2011	451,7	571,1	1 022,8	..	..	..	..	..	..
2012	637,8	681,5	1 319,3	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon bitumineux [212114]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon subbitumineux [212115]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon de lignite [212116]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais métalliques [2122]									
2010	4 351,9	1 908,3	6 260,2	200,7	1 326,7	1 527,4	4 552,6	3 235,0	7 787,6
2011	6 267,9	1 904,1	8 172,0	..	..	..	..	..	..
2012	8 067,0	2 413,2	10 480,2	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de fer [21221]									
2010	421,4	276,6	697,9	15,1	265,0	280,1	436,5	541,6	978,1
2011	865,3	203,8	1 069,1	..	..	..	..	..	..
2012	1 954,2	762,0	2 716,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'or et d'argent [21222]									
2010	1 789,5	665,1	2 454,6	57,9	302,5	360,4	1 847,4	967,6	2 815,0
2011	2 726,9	830,6	3 557,5	..	..	..	..	..	..
2012	3 054,1	512,6	3 566,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de plomb-zinc [212231]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de nickel-cuivre [212232]									
2010	613,3	372,0	985,3	x	x	215,6	x	x	1 200,8
2011	x	x	1 162,5	..	..	..	..	..	..
2012	1 355,4	282,6	1 638,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de cuivre-zinc [212233]									
2010	814,4	281,6	1 096,0	87,2	370,5	457,7	901,6	652,1	1 553,7
2011	858,3	271,2	1 129,6	..	..	..	..	..	..
2012	797,8	542,7	1 340,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'uranium [212291]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-2 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Extraction de tous les autres minerais métalliques [212299]									
2010	x	x	451,5	10,1	47,1	57,3	x	x	508,8
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais non métalliques [2123]									
2010	1 749,2	1 235,7	2 985,0	x	x	696,1	x	x	3 681,1
2011	1 749,1	1 524,8	3 273,9	..	..	..	..	..	..
2012	2 199,7	1 670,9	3 870,6	..	..	..	..	..	..
Extraction de pierre [21231]									
2010	20,2	51,4	71,6	4,0	121,5	125,4	24,2	172,9	197,0
2011	29,2	65,0	94,2	..	..	..	..	..	..
2012	19,3	47,5	66,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de sable, de gravier, d'argile, de céramique et de minerais réfractaires [21232]									
2010	21,8	135,5	157,3	1,1	112,6	113,7	22,9	248,1	271,0
2011	38,3	153,5	191,9	..	..	..	..	..	..
2012	34,9	187,8	222,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de diamant [212392]									
2010	292,9	89,7	382,6	68,1	82,2	150,4	361,0	171,9	532,9
2011	312,4	81,7	394,1	..	..	..	..	..	..
2012	387,7	104,5	492,2	..	..	..	..	..	..
Extraction de sel [212393]									
2010	7,0	69,2	76,2	1,9	56,1	58,0	8,9	125,3	134,1
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction d'amiante [212394]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de gypse [212395]									
2010	1,1	x	x	x	5,1	x	x	x	x
2011	1,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de potasse [212396]									
2010	x	x	x	x	x	209,4	x	x	x
2011	1 345,2	1 160,1	2 505,2	..	..	..	..	..	..
2012	1 683,1	1 178,1	2 861,2	..	..	..	..	..	..
Extraction de tourbe [212397]									
2010	x	x	x	0,5	7,2	7,7	x	x	x
2011	1,8	20,6	22,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de tous les autres minerais non métalliques [212398]									
2010	7,1	x	x	x	x	12,8	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	2 644,3	1 322,0	3 966,3	15,5	1 014,0	1 029,5	2 659,8	2 336,0	4 995,8
2011	3 756,5	1 702,3	5 458,9	..	..	..	..	..	..
2012	4 582,6	2 497,1	7 079,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	51 508,8	10 752,2	62 261,0	1 543,0	6 095,1	7 638,1	53 051,8	16 847,3	69 899,1
2011	64 668,5	9 145,9	73 814,4	..	..	..	..	..	..
2012	76 339,1	10 559,5	86 898,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0007.

Tableau 2-3
Immobilisations et réparations, Canada — Services publics, secteur [22]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Production, transport et distribution d'électricité [2211]									
2010	14 730,1	4 219,8	18 949,9	1 781,8	3 613,7	5 395,4	16 511,9	7 833,5	24 345,3
2011	13 079,7	5 460,2	18 539,8	..	..	..	..	..	..
2012	15 285,5	6 193,4	21 478,9	..	..	..	..	..	..
Distribution de gaz naturel [2212]									
2010	985,1	296,1	1 281,1	317,0	31,9	348,8	1 302,1	328,0	1 630,0
2011	1 330,5	585,2	1 915,7	..	..	..	..	..	..
2012	1 364,0	506,3	1 870,3	..	..	..	..	..	..
Réseaux d'aqueduc et d'égout et autres [2213]									
2010	2 731,0	173,7	2 904,7	131,9	42,4	174,3	2 862,9	216,1	3 079,0
2011	3 299,2	383,7	3 682,9	..	..	..	..	..	..
2012	3 968,8	335,3	4 304,1	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	18 446,2	4 689,5	23 135,7	2 230,7	3 687,9	5 918,6	20 676,9	8 377,4	29 054,3
2011	17 709,4	6 429,0	24 138,5	..	..	..	..	..	..
2012	20 618,3	7 035,0	27 653,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0008.

Tableau 2-4
Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication d'aliments [311]									
2010	437,1	1 496,3	1 933,4	115,6	1 087,9	1 203,5	552,7	2 584,2	3 136,9
2011	300,2	1 525,0	1 825,3	..	..	..	..	..	..
2012	482,4	1 778,4	2 260,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons, de produits du tabac, de produits en cuir et de produits analogues ²									
2010	46,0	360,8	406,8	24,0	91,2	115,2	70,0	452,0	522,0
2011	51,6	485,3	536,9	..	..	..	..	..	..
2012	66,4	460,6	527,1	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2010	1,8	52,8	54,6	6,2	59,0	65,2	8,0	111,8	119,7
2011	2,8	58,4	61,2	..	..	..	..	..	..
2012	1,6	63,2	64,8	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2010	2,8	20,3	23,1	3,3	24,7	27,9	6,1	45,0	51,1
2011	2,5	35,7	38,2	..	..	..	..	..	..
2012	1,5	33,9	35,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2010	9,5	31,2	40,7	3,5	10,0	13,5	13,0	41,2	54,2
2011	2,4	26,7	29,1	..	..	..	..	..	..
2012	8,4	29,3	37,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2010	145,8	577,0	722,8	77,8	792,5	870,3	223,6	1 369,5	1 593,1
2011	96,5	755,7	852,2	..	..	..	..	..	..
2012	85,0	900,6	985,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2010	56,5	722,0	778,5	51,9	1 336,2	1 388,2	108,4	2 058,2	2 166,6
2011	95,7	989,1	1 084,8	..	..	..	..	..	..
2012	123,2	1 038,7	1 162,0	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2010	61,0	415,7	476,7	52,3	151,2	203,5	113,3	566,9	680,2
2011	11,7	493,2	504,9	..	..	..	..	..	..
2012	13,1	545,7	558,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2010	805,5	1 076,2	1 881,7	79,7	556,0	635,8	885,2	1 632,2	2 517,5
2011	1 102,9	1 031,8	2 134,7	..	..	..	..	..	..
2012	570,0	1 129,5	1 699,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2010	343,2	1 229,9	1 573,1	83,8	854,8	938,7	427,0	2 084,7	2 511,8
2011	424,1	1 311,3	1 735,3	..	..	..	..	..	..
2012	348,1	1 503,3	1 851,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2010	54,2	593,8	648,0	65,0	402,6	467,6	119,2	996,4	1 115,6
2011	83,8	792,3	876,1	..	..	..	..	..	..
2012	65,5	883,5	949,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2010	76,7	791,6	868,3	54,7	429,8	484,5	131,4	1 221,4	1 352,8
2011	116,9	748,2	865,1	..	..	..	..	..	..
2012	140,6	575,0	715,6	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2010	868,1	1 218,4	2 086,5	176,8	1 394,5	1 571,3	1 044,9	2 612,9	3 657,9
2011	1 541,8	1 467,0	3 008,8	..	..	..	..	..	..
2012	2 262,2	1 798,3	4 060,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2010	54,4	665,7	720,1	36,5	378,2	414,7	90,9	1 043,9	1 134,8
2011	80,8	908,3	989,1	..	..	..	..	..	..
2012	79,7	984,4	1 064,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-4 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication de machines [333]									
2010	101,5	469,3	570,7	51,8	197,4	249,2	153,3	666,7	819,9
2011	85,6	617,3	703,0	..	..	..	..	..	..
2012	113,4	769,2	882,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2010	41,0	309,5	350,5	19,6	117,0	136,5	60,6	426,5	487,1
2011	87,4	409,3	496,7	..	..	..	..	..	..
2012	93,9	406,0	499,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2010	17,3	192,5	209,8	18,1	91,0	109,1	35,4	283,5	318,9
2011	13,7	231,3	245,0	..	..	..	..	..	..
2012	24,6	168,7	193,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2010	66,8	1 778,1	1 844,9	119,9	640,8	760,7	186,7	2 418,9	2 605,6
2011	103,4	2 406,6	2 510,0	..	..	..	..	..	..
2012	95,2	2 062,9	2 158,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2010	25,0	165,1	190,1	18,2	109,1	127,3	43,2	274,2	317,4
2011	8,2	203,3	211,5	..	..	..	..	..	..
2012	13,3	184,1	197,5	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2010	29,7	231,0	260,7	17,0	72,9	89,9	46,7	303,9	350,6
2011	45,7	256,0	301,7	..	..	..	..	..	..
2012	61,4	297,5	358,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	3 243,8	12 399,5	15 643,3	1 075,6	8 796,9	9 872,5	4 319,4	21 196,4	25 515,8
2011	4 257,5	14 754,8	19 012,3	..	..	..	..	..	..
2012	4 649,8	15 615,9	20 265,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

2. Comprend les codes suivants du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : 312; 316.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0009.

Tableau 2-5
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de gros, secteur [41]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Grossistes-distributeurs de produits agricoles [411]									
2010	23,8	133,5	157,4	9,7	12,0	21,7	33,5	145,5	179,1
2011	29,6	155,8	185,4	..	..	..	..	..	..
2012	24,8	148,6	173,3	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits pétroliers [412]									
2010	69,2	204,5	273,7	9,0	64,2	73,2	78,2	268,7	346,9
2011	231,5	260,7	492,2	..	..	..	..	..	..
2012	247,7	295,8	543,5	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac [413]									
2010	357,9	612,4	970,3	56,7	147,1	203,8	414,6	759,5	1 174,1
2011	270,8	855,3	1 126,1	..	..	..	..	..	..
2012	408,8	813,2	1 222,1	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs d'articles personnels et ménagers [414]									
2010	105,1	574,9	680,0	35,7	89,3	125,0	140,8	664,2	805,0
2011	158,3	503,0	661,3	..	..	..	..	..	..
2012	152,6	577,6	730,2	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et de leurs pièces [415]									
2010	257,3	462,4	719,7	46,0	39,6	85,6	303,3	502,0	805,3
2011	65,6	527,6	593,2	..	..	..	..	..	..
2012	77,0	540,2	617,2	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction [416]									
2010	97,9	417,4	515,3	92,3	250,7	343,0	190,2	668,1	858,3
2011	177,4	554,3	731,7	..	..	..	..	..	..
2012	211,7	628,2	840,0	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de machines, de matériel et de fournitures [417]									
2010	252,2	1 057,7	1 309,9	117,7	214,5	332,2	369,9	1 272,2	1 642,1
2011	228,3	1 451,8	1 680,1	..	..	..	..	..	..
2012	326,5	1 381,4	1 707,9	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits divers [418]									
2010	70,8	400,9	471,7	20,2	167,9	188,1	91,0	568,8	659,8
2011	73,2	461,8	535,0	..	..	..	..	..	..
2012	100,6	488,6	589,3	..	..	..	..	..	..
Agents et courtiers du commerce de gros [419]									
2010	28,6	198,2	226,8	26,4	43,9	70,2	55,0	242,1	297,0
2011	54,9	204,3	259,3	..	..	..	..	..	..
2012	54,6	172,1	226,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	1 262,8	4 062,0	5 324,8	413,7	1 029,1	1 442,9	1 676,5	5 091,1	6 767,6
2011	1 289,7	4 974,6	6 264,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 604,5	5 045,6	6 650,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0010.

Tableau 2-6
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de détail, secteur [44-45]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces [441]									
2010	289,7	567,9	857,6	71,8	134,9	206,6	361,5	702,8	1 064,2
2011	380,2	568,1	948,3	..	..	..	..	..	..
2012	313,7	486,7	800,3	..	..	..	..	..	..
Magasins de meubles et d'accessoires de maison [442]									
2010	101,8	174,8	276,5	34,6	34,7	69,3	136,4	209,5	345,9
2011	189,6	183,4	373,0	..	..	..	..	..	..
2012	246,8	173,9	420,7	..	..	..	..	..	..
Magasins d'appareils électroniques et ménagers [443]									
2010	108,1	225,4	333,6	20,3	13,6	33,9	128,4	239,0	367,5
2011	90,6	116,5	207,1	..	..	..	..	..	..
2012	96,8	113,6	210,4	..	..	..	..	..	..
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage [444]									
2010	269,0	437,8	706,8	22,7	43,0	65,6	291,7	480,8	772,4
2011	449,6	555,2	1 004,7	..	..	..	..	..	..
2012	370,8	534,7	905,5	..	..	..	..	..	..
Magasins d'alimentation [445]									
2010	780,1	1 255,9	2 036,0	327,0	317,2	644,2	1 107,1	1 573,1	2 680,1
2011	725,2	1 081,6	1 806,8	..	..	..	..	..	..
2012	779,9	1 037,4	1 817,3	..	..	..	..	..	..
Magasins de produits de santé et de soins personnels [446]									
2010	283,4	191,0	474,4	66,2	99,8	166,0	349,6	290,8	640,4
2011	317,7	432,9	750,5	..	..	..	..	..	..
2012	361,4	290,7	652,1	..	..	..	..	..	..
Stations-service [447]									
2010	416,1	278,7	694,9	45,7	130,2	175,9	461,8	408,9	870,8
2011	460,0	438,9	898,9	..	..	..	..	..	..
2012	448,2	428,3	876,5	..	..	..	..	..	..
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires [448]									
2010	550,3	288,2	838,5	55,7	83,0	138,7	606,0	371,2	977,2
2011	573,6	353,7	927,3	..	..	..	..	..	..
2012	549,1	476,5	1 025,6	..	..	..	..	..	..
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres [451]									
2010	151,9	294,4	446,3	81,8	25,9	107,7	233,7	320,3	554,0
2011	157,5	211,6	369,2	..	..	..	..	..	..
2012	159,1	215,9	374,9	..	..	..	..	..	..
Magasins de fournitures de tout genre [452]									
2010	498,9	629,5	1 128,4	13,0	183,0	196,0	511,9	812,5	1 324,4
2011	442,0	615,5	1 057,6	..	..	..	..	..	..
2012	680,9	866,4	1 547,3	..	..	..	..	..	..
Magasins de détail divers [453]									
2010	81,1	157,2	238,4	33,1	29,1	62,2	114,2	186,3	300,5
2011	95,5	185,2	280,7	..	..	..	..	..	..
2012	80,0	132,1	212,1	..	..	..	..	..	..
Détaillants hors magasin [454]									
2010	56,1	214,2	270,3	3,7	58,1	61,8	59,8	272,3	332,1
2011	33,7	241,1	274,8	..	..	..	..	..	..
2012	67,8	249,6	317,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	3 586,5	4 715,0	8 301,5	775,5	1 152,4	1 927,9	4 362,0	5 867,4	10 229,4
2011	3 915,2	4 983,7	8 898,9	..	..	..	..	..	..
2012	4 154,5	5 005,8	9 160,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0011.

Tableau 2-7
Immobilisations et réparations, Canada — Transport et entreposage, secteur [48-49]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Transport aérien [481]									
2010	36,2	1 955,9	1 992,1	1,9	267,7	269,6	38,1	2 223,6	2 261,7
2011	79,0	2 210,4	2 289,4	..	..	..	..	..	..
2012	111,4	2 309,7	2 421,1	..	..	..	..	..	..
Transport ferroviaire [482]									
2010	1 193,4	645,5	1 838,9	1 013,7	794,7	1 808,4	2 207,1	1 440,2	3 647,3
2011	1 515,1	516,0	2 031,1	..	..	..	..	..	..
2012	1 519,1	539,6	2 058,7	..	..	..	..	..	..
Transport par eau [483]									
2010	142,1	251,5	393,6	48,4	225,3	273,8	190,5	476,8	667,4
2011	209,0	258,7	467,7	..	..	..	..	..	..
2012	256,9	308,0	564,9	..	..	..	..	..	..
Transport par camion [484]									
2010	113,3	1 429,6	1 542,9	67,4	2 043,5	2 110,9	180,7	3 473,1	3 653,7
2011	139,0	1 812,6	1 951,6	..	..	..	..	..	..
2012	144,1	1 669,4	1 813,5	..	..	..	..	..	..
Transport en commun et transport terrestre de voyageurs [485]									
2010	2 671,0	2 268,7	4 939,6	501,7	1 086,0	1 587,7	3 172,7	3 354,7	6 527,3
2011	3 062,0	2 302,9	5 364,9	..	..	..	..	..	..
2012	4 428,7	2 746,5	7 175,2	..	..	..	..	..	..
Transport par pipeline [486]									
2010	2 332,3	339,2	2 671,5	115,4	78,4	193,8	2 447,7	417,6	2 865,3
2011	2 383,3	540,2	2 923,5	..	..	..	..	..	..
2012	3 548,5	823,7	4 372,2	..	..	..	..	..	..
Transport de tourisme et d'agrément [487]									
2010	1,7	36,6	38,3	3,6	11,2	14,8	5,3	47,8	53,1
2011	2,1	42,5	44,6	..	..	..	..	..	..
2012	2,5	55,9	58,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien au transport [488]									
2010	1 093,2	517,5	1 610,7	151,9	396,2	548,1	1 245,1	913,7	2 158,8
2011	1 299,2	651,8	1 951,0	..	..	..	..	..	..
2012	1 827,4	974,4	2 801,8	..	..	..	..	..	..
Services postaux [491]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Messageries et services de messagers [492]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Entreposage [493]									
2010	279,5	206,7	486,2	62,0	239,5	301,5	341,5	446,2	787,7
2011	262,9	505,2	768,1	..	..	..	..	..	..
2012	175,4	483,9	659,3	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	7 995,7	8 134,7	16 130,4	1 993,6	5 225,2	7 218,8	9 989,3	13 359,9	23 349,2
2011	9 002,4	9 878,5	18 880,9	..	..	..	..	..	..
2012	12 087,6	10 847,2	22 934,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0012.

Tableau 2-8
Immobilisations et réparations, Canada — Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Édition (sauf par Internet) [511]									
2010	67,6	183,1	250,7	25,8	53,6	79,4	93,4	236,7	330,1
2011	37,5	271,3	308,8	..	..	..	..	..	..
2012	39,1	258,3	297,4	..	..	..	..	..	..
Industries du film et de l'enregistrement sonore [512]									
2010	63,0	355,9	418,9	10,8	20,7	31,5	73,8	376,6	450,4
2011	66,7	324,7	391,4	..	..	..	..	..	..
2012	75,4	343,9	419,4	..	..	..	..	..	..
Radiotélévision (sauf par Internet) [515]									
2010	58,1	377,4	435,5	13,7	34,3	48,0	71,8	411,7	483,5
2011	82,6	449,8	532,4	..	..	..	..	..	..
2012	89,0	444,3	533,3	..	..	..	..	..	..
Édition, radiodiffusion et télédiffusion par Internet [516]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Télécommunications [517]									
2010	3 326,2	5 029,0	8 355,3	146,6	894,0	1 040,6	3 472,8	5 923,0	9 395,9
2011	1 812,1	5 253,8	7 065,9	..	..	..	..	..	..
2012	1 813,4	5 299,4	7 112,8	..	..	..	..	..	..
Fournisseurs de services Internet, sites portails de recherche et services de traitement de données [518]									
2010	126,5	222,2	348,7	24,5	24,3	48,8	151,0	246,5	397,5
2011	209,4	321,8	531,3	..	..	..	..	..	..
2012	150,9	340,6	491,4	..	..	..	..	..	..
Autres services d'information [519]									
2010	16,5	60,7	77,1	6,0	18,9	24,9	22,5	79,6	102,0
2011	70,6	137,4	208,0	..	..	..	..	..	..
2012	57,1	150,5	207,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	3 657,8	6 228,4	9 886,2	227,4	1 045,8	1 273,2	3 885,2	7 274,2	11 159,4
2011	2 279,0	6 758,7	9 037,7	..	..	..	..	..	..
2012	2 225,0	6 837,0	9 062,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0013.

Tableau 2-9
Immobilisations et réparations, Canada — Finance et assurances, secteur [52]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Autorités monétaires - banque centrale [521]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Intermédiation financière et activités connexes [522]									
2010	813,8	9 616,0	10 429,8	497,9	337,7	835,6	1 311,7	9 953,7	11 265,4
2011	1 572,3	9 362,1	10 934,4	..	..	..	..	..	..
2012	959,3	7 884,1	8 843,3	..	..	..	..	..	..
Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes [523]									
2010	817,3	456,7	1 273,9	150,0	69,6	219,6	967,3	526,3	1 493,5
2011	581,7	450,4	1 032,1	..	..	..	..	..	..
2012	814,6	437,1	1 251,7	..	..	..	..	..	..
Sociétés d'assurance et activités connexes [524]									
2010	187,5	687,7	875,2	86,4	170,2	256,6	273,9	857,9	1 131,9
2011	418,5	855,8	1 274,3	..	..	..	..	..	..
2012	288,0	928,2	1 216,2	..	..	..	..	..	..
Fonds et autres instruments financiers [526]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	2 003,7	11 148,5	13 152,2	752,3	814,7	1 567,0	2 756,0	11 963,2	14 719,2
2011	2 675,6	10 794,4	13 470,0	..	..	..	..	..	..
2012	2 176,4	9 382,0	11 558,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0014.

Tableau 2-10
Immobilisations et réparations, Canada — Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Bailleurs de biens immobiliers [5311]									
2010	3 208,8	587,2	3 796,0	1 113,2	137,3	1 250,5	4 322,0	724,5	5 046,5
2011	4 690,6	718,5	5 409,2	..	..	..	..	..	..
2012	3 265,6	759,4	4 025,0	..	..	..	..	..	..
Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers [5312]									
2010	14,7	147,4	162,1	21,9	6,7	28,6	36,6	154,1	190,7
2011	15,0	124,0	139,0	..	..	..	..	..	..
2012	15,3	145,3	160,6	..	..	..	..	..	..
Activités liées à l'immobilier [5313]									
2010	130,2	168,4	298,6	95,0	5,9	100,9	225,2	174,3	399,5
2011	205,2	185,6	390,8	..	..	..	..	..	..
2012	232,6	170,6	403,1	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de matériel automobile [5321]									
2010	89,8	3 735,2	3 825,0	13,0	377,2	390,2	102,8	4 112,4	4 215,2
2011	142,0	3 771,7	3 913,7	..	..	..	..	..	..
2012	163,8	3 765,9	3 929,7	..	..	..	..	..	..
Location de biens de consommation [5322]									
2010	29,2	369,4	398,6	17,0	15,1	32,1	46,2	384,5	430,7
2011	12,2	351,2	363,4	..	..	..	..	..	..
2012	7,3	358,5	365,8	..	..	..	..	..	..
Centres de location d'articles divers [5323]									
2010	13,2	43,7	56,8	1,2	21,3	22,5	14,4	65,0	79,3
2011	2,0	88,5	90,5	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	92,8	93,0	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de machines et matériel d'usage commercial et industriel [5324]									
2010	60,8	4 912,4	4 973,2	10,5	819,3	829,8	71,3	5 731,7	5 803,0
2011	60,8	3 927,8	3 988,6	..	..	..	..	..	..
2012	122,6	3 610,5	3 733,1	..	..	..	..	..	..
Bailleurs de biens incorporels non financiers, sauf les oeuvres protégées par le droit d'auteur [5331]									
2010	21,6	35,0	56,6	11,5	8,6	20,1	33,1	43,6	76,8
2011	58,7	35,8	94,5	..	..	..	..	..	..
2012	41,4	28,7	70,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	3 568,3	9 998,8	13 567,1	1 283,2	1 391,5	2 674,6	4 851,5	11 390,3	16 241,7
2011	5 186,5	9 203,1	14 389,6	..	..	..	..	..	..
2012	3 848,8	8 931,6	12 780,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0015.

Tableau 2-11

Immobilisations et réparations, Canada — Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Services juridiques [5411]									
2010	48,0	344,0	392,0	17,4	67,6	85,1	65,4	411,6	477,1
2011	46,7	377,4	424,2	..	..	..	..	..	..
2012	59,6	355,8	415,5	..	..	..	..	..	..
Services de comptabilité, de préparation des déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye [5412]									
2010	35,6	311,5	347,2	38,5	37,4	75,8	74,1	348,9	423,0
2011	111,2	366,3	477,5	..	..	..	..	..	..
2012	81,7	349,4	431,1	..	..	..	..	..	..
Architecture, génie et services connexes [5413]									
2010	157,9	495,3	653,2	22,8	141,5	164,2	180,7	636,8	817,4
2011	124,1	824,3	948,4	..	..	..	..	..	..
2012	133,6	858,9	992,5	..	..	..	..	..	..
Services spécialisés de design [5414]									
2010	3,3	84,9	88,3	3,3	6,1	9,4	6,6	91,0	97,7
2011	10,0	92,0	102,0	..	..	..	..	..	..
2012	10,3	100,9	111,2	..	..	..	..	..	..
Conception de systèmes informatiques et services connexes [5415]									
2010	67,2	748,5	815,7	22,8	76,6	99,4	90,0	825,1	915,1
2011	88,8	887,5	976,4	..	..	..	..	..	..
2012	114,7	953,7	1 068,4	..	..	..	..	..	..
Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques [5416]									
2010	42,1	439,3	481,4	8,7	19,2	27,8	50,8	458,5	509,3
2011	45,0	659,1	704,1	..	..	..	..	..	..
2012	91,4	552,4	643,9	..	..	..	..	..	..
Services de recherche et de développement scientifiques [5417]									
2010	90,9	298,2	389,1	32,1	57,2	89,3	123,0	355,4	478,4
2011	68,2	362,4	430,6	..	..	..	..	..	..
2012	76,8	387,7	464,5	..	..	..	..	..	..
Publicité et services connexes [5418]									
2010	122,5	160,3	282,8	16,4	16,4	32,8	138,9	176,7	315,6
2011	110,6	165,4	276,0	..	..	..	..	..	..
2012	104,2	187,7	291,9	..	..	..	..	..	..
Autres services professionnels, scientifiques et techniques [5419]									
2010	17,3	137,6	154,9	5,2	61,7	66,9	22,5	199,3	221,9
2011	63,1	164,9	227,9	..	..	..	..	..	..
2012	58,1	155,1	213,2	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	584,8	3 019,7	3 604,5	167,2	483,7	650,8	752,0	3 503,4	4 255,3
2011	667,8	3 899,4	4 567,2	..	..	..	..	..	..
2012	730,4	3 901,7	4 632,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0016.

Tableau 2-12
Immobilisations et réparations, Canada — Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services administratifs et services de soutien [561]									
2010	215,8	1 124,1	1 339,9	83,4	320,3	403,7	299,2	1 444,4	1 743,6
2011	339,7	1 853,7	2 193,4	..	..	..	..	..	..
2012	509,5	1 709,0	2 218,5	..	..	..	..	..	..
Services de gestion des déchets et d'assainissement [562]									
2010	212,2	246,9	459,1	34,1	221,0	255,0	246,3	467,9	714,1
2011	413,5	495,0	908,5	..	..	..	..	..	..
2012	452,5	464,0	916,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	428,0	1 371,0	1 799,0	117,5	541,2	658,7	545,5	1 912,2	2 457,7
2011	753,3	2 348,7	3 101,9	..	..	..	..	..	..
2012	962,0	2 173,1	3 135,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0017.

Tableau 2-13
Immobilisations et réparations, Canada — Services d'enseignement, secteur [61]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Écoles primaires et secondaires [6111]									
2010	3 406,4	652,1	4 058,4	864,4	54,4	918,8	4 270,8	706,5	4 977,2
2011	3 256,3	637,5	3 893,8	..	..	..	..	..	..
2012	3 086,1	783,2	3 869,2	..	..	..	..	..	..
Collèges communautaires et cégeps [6112]									
2010	1 259,5	460,7	1 720,2	193,3	60,8	254,1	1 452,8	521,5	1 974,3
2011	973,6	507,5	1 481,1	..	..	..	..	..	..
2012	731,6	467,9	1 199,5	..	..	..	..	..	..
Universités [6113]									
2010	2 973,6	1 347,8	4 321,4	454,8	146,5	601,3	3 428,4	1 494,3	4 922,7
2011	2 758,6	1 336,8	4 095,4	..	..	..	..	..	..
2012	2 445,8	1 270,0	3 715,8	..	..	..	..	..	..
Écoles de commerce et de formation en informatique et en gestion [6114]									
2010	x	x	38,9	0,4	7,1	7,5	x	x	46,4
2011	4,0	55,6	59,6	..	..	..	..	..	..
2012	3,9	59,1	63,0	..	..	..	..	..	..
Écoles techniques et écoles de métiers [6115]									
2010	x	x	25,5	11,3	16,9	28,2	x	x	53,7
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	52,9	x	..	..	..	..	..	..
Autres établissements d'enseignement et de formation [6116]									
2010	22,1	59,6	81,8	14,7	5,3	20,0	36,8	64,9	101,8
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	58,6	x	..	..	..	..	..	..
Services de soutien à l'enseignement [6117]									
2010	x	x	12,6	1,5	3,1	4,6	x	x	17,2
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	4,7	18,9	23,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	7 677,3	2 581,5	10 258,8	1 540,4	294,1	1 834,5	9 217,7	2 875,6	12 093,2
2011	7 016,3	2 672,3	9 688,6	..	..	..	..	..	..
2012	6 292,7	2 710,5	9 003,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0018.

Tableau 2-14
Immobilisations et réparations, Canada — Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services de soins ambulatoires [621]									
2010	517,9	759,7	1 277,6	201,8	280,2	482,0	719,7	1 039,9	1 759,6
2011	421,9	780,6	1 202,6	..	..	..	..	..	..
2012	409,2	723,5	1 132,7	..	..	..	..	..	..
Hôpitaux [622]									
2010	5 016,6	2 200,9	7 217,5	526,7	626,5	1 153,2	5 543,3	2 827,4	8 370,7
2011	4 741,0	2 108,1	6 849,1	..	..	..	..	..	..
2012	4 887,1	2 035,8	6 922,8	..	..	..	..	..	..
Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes [623]									
2010	1 091,5	320,1	1 411,6	196,5	127,0	323,5	1 288,0	447,1	1 735,1
2011	946,8	410,3	1 357,1	..	..	..	..	..	..
2012	987,5	324,0	1 311,5	..	..	..	..	..	..
Assistance sociale [624]									
2010	109,9	82,2	192,1	124,1	11,5	135,6	234,0	93,7	327,7
2011	139,7	87,6	227,3	..	..	..	..	..	..
2012	126,7	105,7	232,5	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	6 735,9	3 362,9	10 098,8	1 049,0	1 045,3	2 094,3	7 784,9	4 408,2	12 193,1
2011	6 249,5	3 386,6	9 636,1	..	..	..	..	..	..
2012	6 410,5	3 189,0	9 599,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0019.

Tableau 2-15
Immobilisations et réparations, Canada — Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes [711]									
2010	205,8	119,6	325,4	23,3	43,1	66,4	229,1	162,7	391,8
2011	145,9	158,0	304,0	..	..	..	..	..	..
2012	114,0	204,4	318,4	..	..	..	..	..	..
Établissements du patrimoine [712]									
2010	183,7	41,6	225,3	35,4	19,8	55,2	219,1	61,4	280,5
2011	337,0	79,2	416,2	..	..	..	..	..	..
2012	322,9	79,8	402,7	..	..	..	..	..	..
Divertissement, loisirs et jeux de hasard et loteries [713]									
2010	417,1	696,6	1 113,6	100,6	183,0	283,6	517,7	879,6	1 397,2
2011	501,2	1 035,7	1 536,9	..	..	..	..	..	..
2012	566,5	1 094,4	1 660,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	806,5	857,8	1 664,3	159,3	245,9	405,2	965,8	1 103,7	2 069,5
2011	984,1	1 272,9	2 257,0	..	..	..	..	..	..
2012	1 003,4	1 378,6	2 382,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0020.

Tableau 2-16
Immobilisations et réparations, Canada — Hébergement et services de restauration, secteur [72]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'hébergement [72]									
2010	1 310,6	327,6	1 638,2	155,1	232,8	387,9	1 465,7	560,4	2 026,1
2011	946,1	558,2	1 504,3	..	..	..	..	..	..
2012	878,7	563,6	1 442,3	..	..	..	..	..	..
Services de restauration et débits de boissons [72]									
2010	909,8	772,8	1 682,7	213,4	423,7	637,1	1 123,2	1 196,5	2 319,7
2011	996,1	840,9	1 837,0	..	..	..	..	..	..
2012	1 032,0	584,7	1 616,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	2 220,4	1 100,4	3 320,9	368,5	656,5	1 025,0	2 588,9	1 756,9	4 345,9
2011	1 942,2	1 399,1	3 341,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 910,7	1 148,3	3 059,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0021.

Tableau 2-17
Immobilisations et réparations, Canada — Autres services, sauf les administrations publiques¹, secteur [81]

	Immobilisations			Réparations ²			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Réparation et entretien [81]									
2010	110,2	763,7	873,8	48,4	248,0	296,4	158,6	1 011,7	1 170,2
2011	157,6	645,9	803,5	..	..	..	..	..	..
2012	125,0	680,7	805,7	..	..	..	..	..	..
Services personnels et services de blanchissage [812]									
2010	85,9	384,3	470,2	37,9	180,5	218,4	123,8	564,8	688,7
2011	123,7	414,4	538,1	..	..	..	..	..	..
2012	115,5	405,3	520,8	..	..	..	..	..	..
Organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires [813]									
2010	439,5	341,2	780,7	250,2	133,1	383,3	689,7	474,3	1 164,0
2011	529,7	530,4	1 060,1	..	..	..	..	..	..
2012	436,0	444,8	880,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	635,6	1 489,2	2 124,8	336,5	561,6	898,1	972,1	2 050,8	3 022,9
2011	811,0	1 590,7	2 401,7	..	..	..	..	..	..
2012	676,4	1 530,8	2 207,2	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 814 « Ménages privés » de la SCIAN sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.
 2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0022.

Tableau 2-18
Immobilisations et réparations, Canada — Administrations publiques¹, secteur [91]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Administration publique fédérale [911]									
2010	2 538,7	3 090,4	5 629,1	1 096,7	669,8	1 766,5	3 635,4	3 760,2	7 395,6
2011	2 261,4	3 054,1	5 315,5	..	..	..	..	..	..
2012	2 714,3	2 930,9	5 645,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	12 990,9	2 378,0	15 368,9	1 894,1	432,5	2 326,6	14 885,0	2 810,5	17 695,5
2011	13 686,0	2 534,6	16 220,7	..	..	..	..	..	..
2012	13 971,2	2 430,6	16 401,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	16 825,1	2 558,5	19 383,6	1 679,9	623,4	2 303,3	18 505,0	3 181,9	21 686,9
2011	15 795,1	2 304,3	18 099,4	..	..	..	..	..	..
2012	16 179,7	2 899,5	19 079,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	32 354,6	8 027,0	40 381,6	4 670,7	1 725,7	6 396,4	37 025,3	9 752,7	46 778,0
2011	31 742,5	7 893,0	39 635,5	..	..	..	..	..	..
2012	32 865,2	8 260,9	41 126,1	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur 919 « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux » de la SCIAN sont excluent du total pour cette catégorie ou ce tableau.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 3
Résumé par provinces et territoire

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2010	4 664,8	1 383,6	6 048,4	553,2	654,1	1 207,3	5 218,0	2 037,7	7 255,7
2011	5 839,0	1 536,7	7 375,7	..	..	..	..	..	..
2012	7 483,5	1 874,8	9 358,3	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2010	660,5	291,8	952,3	131,5	137,8	269,3	792,0	429,6	1 221,7
2011	670,0	408,6	1 078,6	..	..	..	..	..	..
2012	637,0	420,5	1 057,6	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2010	5 203,5	2 102,2	7 305,7	859,7	980,3	1 840,0	6 063,2	3 082,5	9 145,7
2011	4 385,0	2 179,0	6 564,0	..	..	..	..	..	..
2012	4 550,0	2 154,8	6 704,8	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2010	4 095,8	2 096,0	6 191,8	748,7	846,1	1 594,8	4 844,5	2 942,1	7 786,6
2011	3 601,6	2 142,7	5 744,3	..	..	..	..	..	..
2012	3 727,6	2 144,1	5 871,7	..	..	..	..	..	..
Québec									
2010	44 211,1	18 886,7	63 097,7	7 358,2	6 725,2	14 083,4	51 569,3	25 611,9	77 181,1
2011	46 922,8	20 077,0	66 999,7	..	..	..	..	..	..
2012	49 833,1	20 949,2	70 782,3	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2010	69 299,5	38 382,2	107 681,7	12 559,2	13 194,9	25 754,2	81 858,7	51 577,1	133 435,8
2011	71 390,8	43 103,9	114 494,6	..	..	..	..	..	..
2012	73 764,2	42 502,8	116 267,0	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2010	8 038,9	3 178,6	11 217,5	1 274,6	1 480,5	2 755,1	9 313,5	4 659,1	13 972,6
2011	7 758,7	3 626,4	11 385,1	..	..	..	..	..	..
2012	8 284,3	3 636,0	11 920,3	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2010	12 935,0	4 587,3	17 522,3	1 372,7	1 872,1	3 244,7	14 307,7	6 459,4	20 767,1
2011	14 027,0	5 306,0	19 333,0	..	..	..	..	..	..
2012	14 220,2	5 932,8	20 153,0	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2010	61 026,3	20 316,2	81 342,5	5 274,5	9 349,4	14 623,9	66 300,8	29 665,6	95 966,3
2011	69 736,8	18 930,0	88 666,7	..	..	..	..	..	..
2012	78 072,4	19 719,6	97 791,9	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2010	31 237,1	11 296,8	42 533,8	4 267,3	4 763,5	9 030,8	35 504,4	16 060,3	51 564,6
2011	33 879,5	12 229,8	46 109,2	..	..	..	..	..	..
2012	38 319,2	12 444,1	50 763,3	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2010	749,8	142,1	891,9	60,9	61,3	122,1	810,7	203,4	1 014,1
2011	891,5	137,1	1 028,6	..	..	..	..	..	..
2012	833,0	203,3	1 036,3	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest									
2010	1 005,1	241,5	1 246,6	159,0	172,5	331,5	1 164,1	414,0	1 578,1
2011	869,1	272,3	1 141,4	..	..	..	..	..	..
2012	1 062,7	315,7	1 378,4	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2010	739,2	105,1	844,3	29,6	52,0	81,5	768,8	157,1	925,8
2011	947,8	113,1	1 060,9	..	..	..	..	..	..
2012	906,7	120,8	1 027,4	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	243 866,6	103 010,0	346 876,6	34 649,2	40 289,5	74 938,7	278 515,8	143 299,5	421 815,3
2011	260 919,4	110 062,5	370 981,9	..	..	..	..	..	..
2012	281 693,8	112 418,4	394 112,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM029-0024.

Tableau 4-1
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	x	x	x	20,9	x	x	x	x	x
2011	13,8	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	13,7	19,1	32,9	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	1,6	2,9	4,5	0,8	3,3	4,1	2,4	6,2	8,7
2011	1,5	2,7	4,2	..	..	..	..	..	..
2012	1,6	2,7	4,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	3,6	3,1	6,7	1,0	1,2	2,2	4,6	4,3	8,9
2011	3,3	3,0	6,3	..	..	..	..	..	..
2012	3,2	3,0	6,2	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	x	x	x	0,1	0,2	0,3	x	x	x
2011	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	11,8	17,5	29,3	18,8	25,1	43,9	30,6	42,6	73,2
2011	8,8	13,0	21,8	..	..	..	..	..	..
2012	8,6	12,7	21,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,1	x	x	0,1	x	x	0,2	x	x
2011	0,2	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	0,6	0,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	1 212,0	150,4	1 362,4	3,6	199,0	202,6	1 215,6	349,4	1 565,0
2011	2 552,1	115,7	2 667,8	..	..	..	..	..	..
2012	3 726,6	204,7	3 931,3	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	878,8	0,0	878,8	1,7	29,1	30,8	880,5	29,1	909,5
2011	1 836,5	22,9	1 859,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	2 722,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	x	x	392,4	x	x	158,7	x	x	551,1
2011	557,8	79,2	637,0	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	1 029,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	x	x	91,2	x	x	13,2	x	x	104,3
2011	157,7	13,7	171,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	178,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	126,1	86,9	213,0	30,0	28,5	58,5	156,1	115,4	271,5
2011	128,2	129,1	257,3	..	..	..	..	..	..
2012	155,2	166,9	322,1	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	14,4	98,8	113,2	2,8	46,0	48,8	17,2	144,8	162,0
2011	13,9	96,0	110,0	..	..	..	..	..	..
2012	14,7	100,5	115,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	783,2	6,7	66,0	72,7	x	x	855,9
2011	x	x	799,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	1 421,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	26,4	4,1	12,1	16,2	x	x	42,5
2011	x	x	46,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	33,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2010	60,2	62,0	122,2	x	x	x	x	x	x
2011	67,9	56,4	124,3	..	..	..	..	..	..
2012	82,9	66,6	149,5	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	31,2	178,3	209,5	9,7	104,7	114,3	40,9	283,0	323,8
2011	42,6	216,3	258,9	..	..	..	..	..	..
2012	70,4	267,7	338,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	x	x	73,4	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	62,4	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	20,1	60,3	80,4	x	x	x	x	x	x
2011	27,6	34,7	62,3	..	..	..	..	..	..
2012	24,6	22,8	47,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	10,2	107,4	117,6	9,2	9,3	18,5	19,4	116,7	136,1
2011	18,0	100,4	118,4	..	..	..	..	..	..
2012	30,5	100,6	131,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	4,2	32,1	36,3	0,9	3,8	4,7	5,1	35,9	41,0
2011	4,1	26,5	30,6	..	..	..	..	..	..
2012	4,9	29,1	34,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	2,8	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	4,0	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	4,6	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	x	x	x	1,3	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	16,2	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	127,2	21,2	148,4	44,9	2,4	47,3	172,1	23,6	195,7
2011	122,9	31,5	154,4	..	..	..	..	..	..
2012	115,5	29,9	145,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	99,6	62,6	162,2	20,7	23,9	44,6	120,3	86,5	206,8
2011	66,3	63,7	130,0	..	..	..	..	..	..
2012	64,9	59,8	124,7	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	x	x	x	x	x	4,2	x	x	x
2011	x	x	13,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	5,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	29,9	9,1	39,0	5,0	5,9	10,9	34,9	15,0	49,9
2011	x	x	27,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	26,5	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	27,6	x	x	x	x	x	x
2011	6,8	17,2	24,0	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	19,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	592,9	134,4	727,3	114,4	73,4	187,8	707,3	207,8	915,1
2011	515,5	105,4	620,8	..	..	..	..	..	..
2012	483,7	121,9	605,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2010	72,6	80,6	153,1	19,8	37,6	57,4	92,4	118,2	210,6
2011	87,8	43,1	130,9	..	..	..	..	..	..
2012	99,5	48,5	148,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	261,5	28,3	289,8	81,0	29,9	110,9	342,5	58,2	400,6
2011	220,1	41,5	261,7	..	..	..	..	..	..
2012	175,0	52,8	227,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	258,8	25,6	284,4	13,6	5,9	19,5	272,4	31,5	304,0
2011	207,5	20,7	228,2	..	..	..	..	..	..
2012	209,2	20,6	229,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	1 742,4	0,0	1 742,4	248,0	0,0	248,0	1 990,4	0,0	1 990,4
2011	1 811,2	0,0	1 811,2	..	..	..	..	..	..
2012	1 792,8	0,0	1 792,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	4 664,8	1 383,6	6 048,4	553,2	654,1	1 207,3	5 218,0	2 037,7	7 255,7
2011	5 839,0	1 536,7	7 375,7	..	..	..	..	..	..
2012	7 483,5	1 874,8	9 358,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-2
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	14,8	x	x	9,5	x	x	24,3	x	x
2011	12,4	26,9	39,3	..	..	..	..	..	..
2012	12,5	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	6,8	18,9	25,6	4,1	24,2	28,3	10,9	43,1	54,0
2011	6,2	17,4	23,6	..	..	..	..	..	..
2012	6,4	19,4	25,8	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	4,5	7,9	12,4	2,7	3,5	6,2	7,2	11,4	18,5
2011	4,1	7,3	11,4	..	..	..	..	..	..
2012	3,9	5,1	9,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,0	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,5	0,5
2011	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	3,3	2,0	5,3	2,5	11,7	14,2	5,8	13,7	19,5
2011	1,9	1,2	3,1	..	..	..	..	..	..
2012	1,7	1,0	2,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,2	x	x	0,2	x	x	0,4	x	x
2011	0,1	0,9	1,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,4	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	x	x	x	x	0,1	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	24,0	14,0	38,0	1,3	11,5	12,8	25,3	25,5	50,9
2011	30,2	5,1	35,3	..	..	..	..	..	..
2012	32,7	5,4	38,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	2,8	19,9	22,8	0,5	9,0	9,6	3,3	28,9	32,3
2011	2,7	19,3	22,1	..	..	..	..	..	..
2012	2,9	20,2	23,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	27,5	3,0	16,5	19,5	x	x	46,9
2011	x	x	48,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	14,9	0,8	3,0	3,8	x	x	18,7
2011	4,4	13,7	18,2	..	..	..	..	..	..
2012	4,0	16,1	20,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	21,3	25,0	46,3	4,3	x	x	25,6	x	x
2011	37,6	101,9	139,4	..	..	..	..	..	..
2012	35,5	104,5	140,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	x	x	13,3	1,0	9,7	10,8	x	x	24,0
2011	8,9	15,9	24,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	23,8	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	x	x	34,5	3,0	2,6	5,6	x	x	40,1
2011	x	26,5	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	26,8	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	3,9	27,3	31,2	x	x	x	x	x	x
2011	6,3	25,1	31,4	..	..	..	..	..	..
2012	5,3	25,3	30,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	4,3	14,7	19,0	4,1	0,6	4,7	8,4	15,3	23,7
2011	3,2	15,8	18,9	..	..	..	..	..	..
2012	8,3	15,9	24,2	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	x	x	6,7	0,9	1,0	1,9	x	x	8,6
2011	x	x	6,2	..	..	..	..	..	..
2012	1,1	5,5	6,6	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	0,0	1,4	1,5	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,6	1,4	2,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	x	x	x	1,0	2,5	3,5	x	x	x
2011	x	x	9,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	10,3	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	x	x	x	x	x	16,4	x	x	x
2011	30,6	14,8	45,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	47,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	x	x	40,1	5,9	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	x	x	x	1,1	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	6,2	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	x	6,6	x	1,6	3,2	4,8	x	9,8	x
2011	x	x	21,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	11,0	1,6	2,1	3,7	x	x	14,7
2011	x	x	11,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	9,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	162,9	48,1	211,1	26,1	20,7	46,8	189,0	68,8	257,9
2011	153,7	52,3	206,0	..	..	..	..	..	..
2012	132,4	52,2	184,6	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	22,1	26,9	49,0	6,1	15,2	21,4	28,2	42,1	70,4
2011	10,9	28,1	38,9	..	..	..	..	..	..
2012	12,1	28,6	40,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	78,1	20,3	98,3	18,9	4,9	23,8	97,0	25,2	122,2
2011	81,2	22,2	103,3	..	..	..	..	..	..
2012	64,7	19,9	84,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	62,8	0,9	63,7	1,1	0,5	1,6	63,9	1,4	65,3
2011	61,6	2,1	63,7	..	..	..	..	..	..
2012	55,7	3,7	59,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	321,9	0,0	321,9	52,0	0,0	52,0	373,9	0,0	373,9
2011	302,5	0,0	302,5	..	..	..	..	..	..
2012	297,6	0,0	297,6	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	660,5	291,8	952,3	131,5	137,8	269,3	792,0	429,6	1 221,7
2011	670,0	408,6	1 078,6	..	..	..	..	..	..
2012	637,0	420,5	1 057,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-3
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	x	x	91,7	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	5,0	6,0	11,0	2,6	18,7	21,3	7,6	24,7	32,3
2011	4,6	5,5	10,1	..	..	..	..	..	..
2012	4,9	5,3	10,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	13,6	14,9	28,5	7,4	7,1	14,5	21,0	22,0	43,0
2011	12,5	13,7	26,3	..	..	..	..	..	..
2012	12,2	13,9	26,2	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,3	1,4	1,7	x	x	2,4	x	x	4,1
2011	x	2,8	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	28,1	20,5	48,5	20,1	76,6	96,7	48,2	97,1	145,3
2011	14,6	10,7	25,3	..	..	..	..	..	..
2012	12,7	9,3	22,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	x	x	2,0	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	1,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	550,5	39,1	589,5	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	62,3	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	523,2	0,0	523,3	x	x	10,1	x	x	533,4
2011	x	0,6	x	..	..	..	..	..	..
2012	18,3	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	8,3	30,4	38,7	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	2,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	18,9	8,7	27,6	0,0	x	x	18,9	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	41,3	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	660,4	64,8	725,2	11,6	170,3	181,8	672,0	235,1	907,1
2011	236,5	202,6	439,1	..	..	..	..	..	..
2012	298,5	185,8	484,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	17,5	120,3	137,9	3,4	56,0	59,4	20,9	176,3	197,3
2011	17,0	116,4	133,3	..	..	..	..	..	..
2012	17,8	121,8	139,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	310,2	31,6	191,2	222,8	x	x	532,9
2011	25,9	228,3	254,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	254,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	24,9	106,9	131,8	15,8	28,1	43,9	40,7	135,0	175,7
2011	25,9	105,5	131,4	..	..	..	..	..	..
2012	38,4	109,8	148,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2010	111,0	149,2	260,3	25,1	44,0	69,0	136,1	193,2	329,3
2011	107,9	134,1	242,1	..	..	..	..	..	..
2012	119,6	148,2	267,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	73,4	163,2	236,5	17,0	82,1	99,1	90,4	245,3	335,6
2011	88,2	219,6	307,8	..	..	..	..	..	..
2012	163,4	233,0	396,4	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	94,1	221,6	315,7	7,1	31,8	38,9	101,2	253,4	354,6
2011	46,3	160,3	206,6	..	..	..	..	..	..
2012	44,4	160,3	204,7	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	10,8	126,0	136,8	9,2	16,4	25,6	20,0	142,4	162,4
2011	x	x	163,0	..	..	..	..	..	..
2012	25,7	104,2	129,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	74,8	259,4	334,1	24,1	33,0	57,1	98,9	292,4	391,2
2011	29,8	223,9	253,7	..	..	..	..	..	..
2012	26,2	219,4	245,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	7,2	63,4	70,6	3,3	6,4	9,7	10,5	69,8	80,3
2011	14,6	68,6	83,1	..	..	..	..	..	..
2012	12,5	67,7	80,2	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	4,6	x	x	1,4	x	x	6,0
2011	x	x	7,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	12,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	5,9	31,7	37,6	3,0	18,2	21,2	8,9	49,9	58,8
2011	6,5	31,9	38,4	..	..	..	..	..	..
2012	10,9	37,3	48,2	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	221,1	65,7	286,8	33,8	7,4	41,2	254,9	73,1	328,0
2011	197,8	88,2	286,0	..	..	..	..	..	..
2012	193,9	94,0	287,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	224,7	70,1	294,8	31,9	22,8	54,7	256,6	92,9	349,5
2011	202,3	51,0	253,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	218,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	6,0	34,9	40,9	2,1	20,2	22,3	8,1	55,1	63,2
2011	17,4	80,3	97,7	..	..	..	..	..	..
2012	16,1	39,7	55,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	24,9	18,3	43,2	12,2	9,9	22,1	37,1	28,2	65,3
2011	25,0	24,3	49,3	..	..	..	..	..	..
2012	28,2	19,3	47,6	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	24,0	13,8	37,8	6,6	8,6	15,2	30,6	22,4	53,0
2011	5,8	27,0	32,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	39,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	681,2	230,1	911,2	69,7	90,9	160,7	750,9	321,0	1 071,9
2011	739,7	223,3	963,0	..	..	..	..	..	..
2012	803,8	223,7	1 027,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2010	110,2	109,5	219,7	18,4	70,1	88,5	128,6	179,6	308,2
2011	62,8	76,6	139,4	..	..	..	..	..	..
2012	156,5	73,8	230,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	419,8	87,7	507,5	42,7	15,7	58,4	462,5	103,4	565,8
2011	375,2	83,4	458,5	..	..	..	..	..	..
2012	387,1	80,4	467,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	151,2	32,9	184,1	8,6	5,2	13,8	159,8	38,1	197,9
2011	301,7	63,4	365,1	..	..	..	..	..	..
2012	260,3	69,4	329,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	2 308,4	0,0	2 308,4	519,0	0,0	519,0	2 827,4	0,0	2 827,4
2011	2 327,5	0,0	2 327,5	..	..	..	..	..	..
2012	2 442,0	0,0	2 442,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	5 203,5	2 102,2	7 305,7	859,7	980,3	1 840,0	6 063,2	3 082,5	9 145,7
2011	4 385,0	2 179,0	6 564,0	..	..	..	..	..	..
2012	4 550,0	2 154,8	6 704,8	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-4
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	29,1	65,5	94,6	18,7	50,8	69,5	47,8	116,3	164,1
2011	23,5	32,5	56,0	..	..	..	..	..	..
2012	23,5	32,2	55,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	9,7	10,8	20,5	4,1	23,3	27,4	13,8	34,1	47,8
2011	9,0	9,9	18,9	..	..	..	..	..	..
2012	9,0	9,9	18,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	9,7	11,0	20,8	3,9	4,9	8,8	13,6	15,9	29,6
2011	9,0	10,2	19,2	..	..	..	..	..	..
2012	8,9	10,2	19,1	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	1,3	36,1	37,4	x	x	23,2	x	x	60,6
2011	0,5	9,1	9,6	..	..	..	..	..	..
2012	0,6	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	8,2	4,9	13,1	0,9	1,5	2,3	9,1	6,4	15,5
2011	5,1	3,0	8,1	..	..	..	..	..	..
2012	4,8	2,9	7,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,2	2,6	2,8	x	x	7,8	x	x	10,6
2011	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	295,0	246,6	541,7	3,7	63,1	66,9	298,7	309,7	608,5
2011	x	x	445,0	..	..	..	..	..	..
2012	251,0	247,3	498,4	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	435,6	47,3	483,0	91,0	46,6	137,5	526,6	93,9	620,5
2011	380,0	25,9	405,9	..	..	..	..	..	..
2012	442,2	29,9	472,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	19,1	130,3	149,4	3,7	60,9	64,6	22,8	191,2	213,9
2011	18,5	126,2	144,6	..	..	..	..	..	..
2012	19,4	132,1	151,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	37,2	425,0	462,3	24,7	249,6	274,3	61,9	674,6	736,5
2011	92,4	422,0	514,4	..	..	..	..	..	..
2012	104,0	433,0	537,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	19,2	67,0	86,2	12,5	21,6	34,0	31,7	88,6	120,2
2011	16,4	88,9	105,3	..	..	..	..	..	..
2012	18,7	72,1	90,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	100,8	122,4	223,2	18,7	37,5	56,1	119,5	159,9	279,3
2011	114,2	126,7	240,9	..	..	..	..	..	..
2012	123,5	148,1	271,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	96,5	123,1	219,5	27,1	89,5	116,6	123,6	212,6	336,1
2011	62,6	187,2	249,8	..	..	..	..	..	..
2012	67,3	175,0	242,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	50,4	102,5	152,9	9,8	51,7	61,5	60,2	154,2	214,4
2011	35,5	120,6	156,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	123,0	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	16,5	113,6	130,1	6,2	7,7	13,9	22,7	121,3	144,0
2011	26,1	97,1	123,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	81,4	x	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	55,4	143,0	198,4	11,2	20,5	31,7	66,6	163,5	230,1
2011	31,4	121,2	152,6	..	..	..	..	..	..
2012	82,4	126,0	208,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	5,9	46,6	52,5	1,9	5,0	6,9	7,8	51,6	59,5
2011	7,3	70,6	78,0	..	..	..	..	..	..
2012	8,4	69,5	77,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	1,8	2,5	4,3	0,0	x	x	1,8	x	x
2011	5,6	3,2	8,8	..	..	..	..	..	..
2012	4,5	6,1	10,6	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	5,4	21,6	27,0	1,2	18,2	19,4	6,6	39,8	46,4
2011	x	x	39,7	..	..	..	..	..	..
2012	4,7	24,3	29,0	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	224,1	46,7	270,8	30,1	7,6	37,7	254,2	54,3	308,5
2011	195,4	68,1	263,5	..	..	..	..	..	..
2012	134,4	53,7	188,0	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	120,7	41,6	162,3	19,0	12,9	32,0	139,7	54,5	194,3
2011	128,6	38,2	166,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	125,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	7,1	45,5	52,6	1,6	x	x	8,7	x	x
2011	18,3	28,5	46,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	68,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	35,8	16,5	52,3	5,2	9,8	15,1	41,0	26,3	67,3
2011	24,4	22,4	46,8	..	..	..	..	..	..
2012	30,1	16,4	46,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	16,3	17,0	33,3	5,7	6,4	12,1	22,0	23,4	45,4
2011	x	x	35,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	29,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	811,3	271,5	1 082,8	49,7	80,5	130,2	861,0	352,0	1 212,9
2011	668,6	233,0	901,6	..	..	..	..	..	..
2012	697,0	261,2	958,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	87,9	102,6	190,4	33,6	48,3	81,9	121,5	150,9	272,3
2011	104,5	51,6	156,0	..	..	..	..	..	..
2012	130,2	59,2	189,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	493,0	149,3	642,2	2,2	27,7	30,0	495,2	177,0	672,2
2011	407,3	153,8	561,1	..	..	..	..	..	..
2012	400,5	175,0	575,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	230,5	19,6	250,1	13,8	4,5	18,3	244,3	24,1	268,4
2011	156,8	27,6	184,4	..	..	..	..	..	..
2012	166,3	27,0	193,3	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	1 712,8	0,0	1 712,8	407,0	0,0	407,0	2 119,8	0,0	2 119,8
2011	1 562,9	0,0	1 562,9	..	..	..	..	..	..
2012	1 562,9	0,0	1 562,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	4 095,8	2 096,0	6 191,8	748,7	846,1	1 594,8	4 844,5	2 942,1	7 786,6
2011	3 601,6	2 142,7	5 744,3	..	..	..	..	..	..
2012	3 727,6	2 144,1	5 871,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-5
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	339,4	434,6	774,0	176,0	420,4	596,4	515,4	855,0	1 370,4
2011	312,5	428,8	741,3	..	..	..	..	..	..
2012	314,8	440,5	755,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	95,4	147,1	242,5	55,8	233,1	289,0	151,2	380,2	531,5
2011	87,9	135,7	223,6	..	..	..	..	..	..
2012	88,0	135,6	223,6	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	235,6	218,5	454,1	104,7	103,7	208,4	340,3	322,2	662,5
2011	217,1	201,9	419,0	..	..	..	..	..	..
2012	217,2	202,0	419,2	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	2,1	39,2	41,3	5,7	61,4	67,2	7,8	100,6	108,4
2011	2,3	58,0	60,3	..	..	..	..	..	..
2012	5,6	44,3	49,9	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	1,9	3,4	5,3	0,6	3,1	3,8	2,5	6,5	9,1
2011	1,4	2,5	3,9	..	..	..	..	..	..
2012	1,4	2,5	4,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	4,4	26,4	30,8	9,1	19,0	28,1	13,5	45,4	58,8
2011	3,8	30,7	34,5	..	..	..	..	..	..
2012	2,5	56,1	58,6	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	1 841,0	756,7	2 597,7	53,6	432,6	486,2	1 894,6	1 189,3	3 083,8
2011	2 170,7	572,2	2 742,9	..	..	..	..	..	..
2012	3 448,0	995,7	4 443,7	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	4 822,6	590,4	5 413,0	172,1	264,4	436,4	4 994,7	854,8	5 849,4
2011	4 528,6	606,9	5 135,5	..	..	..	..	..	..
2012	5 347,0	761,2	6 108,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	149,8	1 040,1	1 190,0	29,0	478,3	507,3	178,8	1 518,4	1 697,3
2011	145,0	1 003,6	1 148,6	..	..	..	..	..	..
2012	152,5	1 049,7	1 202,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	493,9	2 838,6	3 332,5	363,2	2 185,5	2 548,7	857,1	5 024,1	5 881,2
2011	1 442,7	3 712,0	5 154,7	..	..	..	..	..	..
2012	1 018,3	4 001,1	5 019,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2010	77,5	291,8	369,3	48,2	296,7	344,9	125,7	588,5	714,2
2011	123,3	360,9	484,2	..	..	..	..	..	..
2012	131,0	429,6	560,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2010	0,5	18,7	19,3	3,6	34,7	38,2	4,1	53,4	57,5
2011	x	x	30,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	27,6	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2010	0,1	5,9	6,0	2,1	7,4	9,5	2,2	13,3	15,5
2011	0,1	8,5	8,6	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	7,5	7,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2010	x	x	20,8	1,9	4,3	6,3	x	x	27,1
2011	x	x	15,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	17,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2010	0,7	4,0	4,8	x	x	2,9	x	x	7,6
2011	1,0	4,7	5,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	6,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2010	49,8	204,8	254,6	39,4	245,2	284,6	89,2	450,0	539,2
2011	54,3	243,3	297,6	..	..	..	..	..	..
2012	31,6	404,7	436,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2010	9,2	156,5	165,7	13,1	282,6	295,7	22,3	439,1	461,4
2011	22,3	289,6	311,9	..	..	..	..	..	..
2012	32,5	242,3	274,8	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2010	9,5	136,5	145,9	27,9	44,5	72,4	37,4	181,0	218,4
2011	5,8	140,4	146,2	..	..	..	..	..	..
2012	5,3	170,2	175,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2010	x	x	202,6	x	x	86,1	x	x	288,7
2011	x	x	315,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	404,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2010	66,8	242,6	309,5	18,1	151,1	169,2	84,9	393,7	478,6
2011	59,6	373,7	433,3	..	..	..	..	..	..
2012	52,9	392,8	445,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2010	7,7	174,3	182,0	16,7	107,5	124,2	24,4	281,8	306,3
2011	49,0	251,3	300,3	..	..	..	..	..	..
2012	37,1	250,1	287,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2010	10,4	270,6	280,9	14,9	126,3	141,2	25,3	396,9	422,2
2011	8,1	205,3	213,3	..	..	..	..	..	..
2012	19,1	145,9	165,0	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2010	160,6	397,4	558,1	83,4	445,7	529,2	244,0	843,1	1 087,2
2011	792,3	597,3	1 389,6	..	..	..	..	..	..
2012	337,8	589,8	927,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2010	9,9	161,2	171,1	13,5	105,1	118,6	23,4	266,3	289,7
2011	18,6	239,2	257,8	..	..	..	..	..	..
2012	11,4	229,0	240,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2010	x	x	57,7	14,5	48,0	62,4	x	x	120,1
2011	17,2	84,7	101,9	..	..	..	..	..	..
2012	16,9	100,6	117,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2010	x	x	69,1	3,4	23,9	27,2	x	x	96,4
2011	36,7	106,9	143,6	..	..	..	..	..	..
2012	38,9	91,0	129,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2010	x	x	67,4	5,2	37,6	42,8	x	x	110,2
2011	x	x	63,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	61,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication de matériel de transport [336]									
2010	10,0	194,0	204,0	30,9	77,0	107,9	40,9	271,0	311,9
2011	27,2	292,8	319,9	..	..	..	..	..	..
2012	23,7	375,6	399,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2010	x	x	52,9	4,9	27,2	32,1	x	x	85,0
2011	5,0	48,1	53,1	..	..	..	..	..	..
2012	6,1	47,9	54,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2010	11,0	76,6	87,6	5,8	18,5	24,3	16,8	95,1	111,9
2011	22,3	104,3	126,6	..	..	..	..	..	..
2012	9,3	137,4	146,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	256,6	917,2	1 173,8	110,7	205,0	315,7	367,3	1 122,2	1 489,4
2011	211,2	1 084,9	1 296,1	..	..	..	..	..	..
2012	290,4	1 107,1	1 397,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	608,2	1 001,3	1 609,5	191,1	190,5	381,6	799,3	1 191,8	1 991,1
2011	702,1	963,1	1 665,3	..	..	..	..	..	..
2012	781,6	1 006,2	1 787,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	711,9	1 347,4	2 059,3	335,0	1 010,0	1 345,0	1 046,9	2 357,4	3 404,3
2011	1 005,7	1 552,8	2 558,5	..	..	..	..	..	..
2012	1 273,5	1 776,1	3 049,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	722,7	854,4	1 577,1	52,2	109,8	162,1	774,9	964,2	1 739,2
2011	569,4	930,9	1 500,3	..	..	..	..	..	..
2012	562,0	918,0	1 480,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	286,9	2 263,4	2 550,3	74,7	137,6	212,3	361,6	2 401,0	2 762,6
2011	296,3	2 050,2	2 346,5	..	..	..	..	..	..
2012	331,3	1 971,7	2 303,0	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	587,4	1 612,9	2 200,3	240,5	223,4	463,9	827,9	1 836,3	2 664,2
2011	738,9	1 357,0	2 095,8	..	..	..	..	..	..
2012	777,9	1 291,7	2 069,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	151,2	599,7	751,0	32,6	90,3	122,9	183,8	690,0	873,9
2011	162,3	884,4	1 046,7	..	..	..	..	..	..
2012	176,1	796,8	972,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	2,7	3,5	6,2	3,9	4,4	8,2	6,6	7,9	14,4
2011	14,0	5,4	19,4	..	..	..	..	..	..
2012	13,0	5,6	18,6	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	82,7	332,8	415,6	40,4	99,4	139,8	123,1	432,2	555,3
2011	138,3	558,0	696,3	..	..	..	..	..	..
2012	114,8	446,9	561,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	1 229,7	735,5	1 965,2	325,2	61,7	386,9	1 554,9	797,2	2 352,1
2011	1 172,8	643,0	1 815,7	..	..	..	..	..	..
2012	1 054,6	724,2	1 778,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	1 317,9	677,0	1 994,8	142,6	119,3	261,8	1 460,5	796,3	2 256,7
2011	1 493,6	774,8	2 268,4	..	..	..	..	..	..
2012	1 618,9	784,0	2 402,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	189,3	196,2	385,5	50,1	63,1	113,2	239,4	259,3	498,7
2011	190,4	215,4	405,8	..	..	..	..	..	..
2012	195,1	212,8	407,9	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	308,4	284,3	592,7	68,6	141,3	209,8	377,0	425,6	802,5
2011	296,0	224,9	520,9	..	..	..	..	..	..
2012	293,1	144,2	437,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	96,7	257,1	353,8	40,1	65,4	105,5	136,8	322,5	459,3
2011	99,5	345,8	445,3	..	..	..	..	..	..
2012	109,5	369,6	479,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	7 212,2	2 143,6	9 355,8	1 094,8	422,9	1 517,7	8 307,0	2 566,5	10 873,5
2011	7 681,7	2 162,8	9 844,5	..	..	..	..	..	..
2012	7 788,3	2 146,1	9 934,5	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	467,2	632,5	1 099,7	126,6	108,9	235,5	593,8	741,4	1 335,2
2011	331,8	737,7	1 069,5	..	..	..	..	..	..
2012	413,7	719,8	1 133,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	3 848,6	966,3	4 814,9	701,4	240,7	942,1	4 550,0	1 207,0	5 757,0
2011	4 417,8	949,3	5 367,1	..	..	..	..	..	..
2012	4 604,9	854,5	5 459,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	2 896,4	544,8	3 441,2	266,8	73,3	340,1	3 163,2	618,1	3 781,3
2011	2 932,1	475,8	3 407,9	..	..	..	..	..	..
2012	2 769,8	571,8	3 341,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	22 800,0	0,0	22 800,0	3 762,0	0,0	3 762,0	26 562,0	0,0	26 562,0
2011	23 551,1	0,0	23 551,1	..	..	..	..	..	..
2012	24 172,8	0,0	24 172,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	44 211,1	18 886,7	63 097,7	7 358,2	6 725,2	14 083,4	51 569,3	25 611,9	77 181,1
2011	46 922,8	20 077,0	66 999,7	..	..	..	..	..	..
2012	49 833,1	20 949,2	70 782,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-6
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	468,3	538,7	1 007,0	239,4	566,7	806,1	707,7	1 105,4	1 813,1
2011	435,3	518,1	953,3	..	..	..	..	..	..
2012	438,7	501,4	940,1	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	207,4	323,0	530,4	123,1	396,6	519,7	330,5	719,6	1 050,1
2011	191,2	298,0	489,1	..	..	..	..	..	..
2012	181,2	298,0	479,1	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	252,5	182,4	434,9	109,3	112,2	221,5	361,8	294,6	656,4
2011	232,7	168,7	401,4	..	..	..	..	..	..
2012	242,7	168,7	411,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	1,5	5,9	7,4	3,5	34,8	38,4	5,0	40,7	45,8
2011	3,9	24,9	28,9	..	..	..	..	..	..
2012	5,4	14,8	20,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,4	1,7	2,1	0,3	0,9	1,1	0,7	2,6	3,2
2011	0,3	1,3	1,5	..	..	..	..	..	..
2012	0,3	1,2	1,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	6,5	25,7	32,2	3,2	22,2	25,4	9,7	47,9	57,6
2011	7,2	25,2	32,4	..	..	..	..	..	..
2012	9,2	18,8	28,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	1 765,6	768,2	2 533,8	81,9	427,3	509,2	1 847,5	1 195,5	3 043,0
2011	2 754,7	760,9	3 515,6	..	..	..	..	..	..
2012	2 925,3	859,0	3 784,3	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	4 382,1	2 184,5	6 566,6	551,6	2 652,7	3 204,4	4 933,7	4 837,2	9 770,9
2011	4 123,6	3 415,5	7 539,1	..	..	..	..	..	..
2012	4 600,9	3 410,1	8 011,1	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	214,4	1 466,9	1 681,3	41,5	684,4	725,9	255,9	2 151,3	2 407,2
2011	207,5	1 438,7	1 646,2	..	..	..	..	..	..
2012	218,1	1 504,6	1 722,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	726,2	5 475,4	6 201,6	413,2	3 569,3	3 982,5	1 139,4	9 044,7	10 184,1
2011	655,5	6 781,1	7 436,6	..	..	..	..	..	..
2012	785,8	6 740,4	7 526,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2010	122,2	664,0	786,2	35,7	454,4	490,1	157,9	1 118,4	1 276,3
2011	67,8	749,0	816,8	..	..	..	..	..	..
2012	210,3	810,8	1 021,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2010	x	x	x	x	x	44,2	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2010	x	x	x	x	x	4,4	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2010	x	x	25,7	2,2	19,6	21,9	x	x	47,5
2011	x	x	26,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,9	30,9	31,7	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2010	x	x	10,4	0,7	12,3	13,1	x	x	23,5
2011	x	x	13,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	14,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2010	0,6	10,8	11,4	0,9	3,4	4,3	1,5	14,2	15,8
2011	0,4	5,5	5,9	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	10,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2010	x	x	4,7	0,1	0,5	0,7	x	x	5,4
2011	x	x	12,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	12,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2010	x	x	73,9	11,1	162,4	173,4	x	x	247,3
2011	11,4	115,7	127,1	..	..	..	..	..	..
2012	5,1	150,7	155,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2010	30,8	161,6	192,5	18,2	297,8	316,0	49,0	459,4	508,5
2011	38,9	170,9	209,8	..	..	..	..	..	..
2012	34,2	294,7	328,9	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2010	43,3	158,9	202,2	13,2	69,6	82,8	56,5	228,5	285,0
2011	2,4	245,6	248,1	..	..	..	..	..	..
2012	1,8	266,0	267,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2010	31,4	245,7	277,1	30,7	191,6	222,3	62,1	437,3	499,4
2011	35,3	284,3	319,6	..	..	..	..	..	..
2012	37,2	340,9	378,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2010	201,9	390,6	592,5	26,5	368,5	395,0	228,4	759,1	987,5
2011	227,7	525,6	753,3	..	..	..	..	..	..
2012	186,9	563,5	750,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2010	37,8	300,8	338,7	38,6	168,1	206,6	76,4	468,9	545,3
2011	17,3	413,0	430,4	..	..	..	..	..	..
2012	13,1	470,1	483,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2010	43,3	291,6	334,9	18,0	115,6	133,6	61,3	407,2	468,5
2011	80,7	166,1	246,8	..	..	..	..	..	..
2012	85,2	169,3	254,5	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2010	48,0	501,6	549,5	78,5	648,1	726,6	126,5	1 149,7	1 276,1
2011	22,4	476,5	498,9	..	..	..	..	..	..
2012	24,4	413,5	437,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2010	11,1	304,9	315,9	11,4	203,9	215,3	22,5	508,8	531,2
2011	20,4	420,3	440,7	..	..	..	..	..	..
2012	8,8	471,7	480,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2010	10,8	254,2	265,0	18,8	68,0	86,8	29,6	322,2	351,8
2011	22,9	363,6	386,6	..	..	..	..	..	..
2012	47,9	461,6	509,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2010	29,1	178,7	207,9	10,9	77,9	88,8	40,0	256,6	296,7
2011	38,4	249,4	287,8	..	..	..	..	..	..
2012	34,2	253,1	287,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2010	8,7	94,0	102,7	9,3	40,5	49,8	18,0	134,5	152,5
2011	4,8	148,3	153,1	..	..	..	..	..	..
2012	10,5	88,1	98,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de matériel de transport [336]									
2010	37,0	1 491,6	1 528,6	63,4	525,1	588,5	100,4	2 016,7	2 117,1
2011	33,3	1 985,5	2 018,7	..	..	..	..	..	..
2012	45,6	1 521,5	1 567,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2010	12,1	76,3	88,4	8,8	63,2	71,9	20,9	139,5	160,4
2011	2,0	99,5	101,5	..	..	..	..	..	..
2012	2,1	93,3	95,4	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2010	12,5	115,3	127,8	7,5	39,0	46,5	20,0	154,3	174,3
2011	11,7	108,5	120,3	..	..	..	..	..	..
2012	12,3	108,6	121,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	473,1	1 550,3	2 023,4	97,1	244,6	341,8	570,2	1 794,9	2 365,2
2011	315,9	1 890,3	2 206,2	..	..	..	..	..	..
2012	351,1	1 831,1	2 182,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	1 225,3	1 838,9	3 064,1	289,2	414,8	704,0	1 514,5	2 253,7	3 768,1
2011	1 394,9	2 023,7	3 418,5	..	..	..	..	..	..
2012	1 522,0	1 933,0	3 455,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	2 709,9	3 058,7	5 768,6	631,9	1 545,6	2 177,5	3 341,8	4 604,3	7 946,1
2011	3 101,7	3 464,5	6 566,2	..	..	..	..	..	..
2012	4 233,3	3 692,3	7 925,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	1 693,6	2 534,2	4 227,8	78,8	350,1	428,9	1 772,4	2 884,3	4 656,7
2011	777,5	3 237,2	4 014,8	..	..	..	..	..	..
2012	764,1	3 313,3	4 077,5	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	837,4	6 125,7	6 963,1	502,7	392,9	895,6	1 340,1	6 518,6	7 858,6
2011	1 473,3	6 257,9	7 731,2	..	..	..	..	..	..
2012	1 076,0	5 075,3	6 151,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	1 297,7	4 355,8	5 653,4	575,8	323,6	899,4	1 873,5	4 679,4	6 552,8
2011	1 958,9	4 048,6	6 007,5	..	..	..	..	..	..
2012	1 851,0	3 933,8	5 784,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	240,8	1 232,2	1 473,0	76,7	178,0	254,7	317,5	1 410,2	1 727,7
2011	280,1	1 471,4	1 751,5	..	..	..	..	..	..
2012	266,3	1 557,5	1 823,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	23,3	24,2	47,5	7,3	44,7	52,1	30,6	68,9	99,6
2011	28,2	10,9	39,1	..	..	..	..	..	..
2012	24,0	6,8	30,8	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	156,5	499,7	656,1	32,3	237,1	269,4	188,8	736,8	925,5
2011	304,6	904,5	1 209,1	..	..	..	..	..	..
2012	270,7	934,5	1 205,2	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	2 822,1	837,7	3 659,8	346,1	88,8	434,9	3 168,2	926,5	4 094,7
2011	2 441,9	907,1	3 349,0	..	..	..	..	..	..
2012	2 204,2	855,4	3 059,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	2 959,4	1 235,3	4 194,7	328,3	466,1	794,5	3 287,7	1 701,4	4 989,1
2011	2 511,7	1 160,5	3 672,2	..	..	..	..	..	..
2012	2 569,6	1 109,4	3 679,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	202,9	281,5	484,4	54,0	66,1	120,1	256,9	347,6	604,5
2011	377,0	441,7	818,7	..	..	..	..	..	..
2012	321,2	601,1	922,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	841,1	365,6	1 206,8	128,3	203,6	331,8	969,4	569,2	1 538,6
2011	811,9	451,5	1 263,4	..	..	..	..	..	..
2012	819,5	458,5	1 278,0	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	244,7	585,2	829,9	71,5	184,4	255,9	316,2	769,6	1 085,8
2011	347,2	550,0	897,2	..	..	..	..	..	..
2012	339,4	485,0	824,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	12 813,6	3 423,6	16 237,3	2 172,4	554,2	2 726,6	14 986,0	3 977,8	18 963,9
2011	11 547,1	3 369,8	14 916,9	..	..	..	..	..	..
2012	12 626,9	3 700,0	16 326,9	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	981,4	1 734,2	2 715,6	763,2	221,1	984,3	1 744,6	1 955,3	3 699,9
2011	850,7	1 699,5	2 550,2	..	..	..	..	..	..
2012	926,2	1 620,6	2 546,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	3 953,0	519,1	4 472,1	715,5	36,5	752,0	4 668,5	555,6	5 224,1
2011	3 829,1	603,9	4 433,0	..	..	..	..	..	..
2012	4 072,3	583,1	4 655,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	7 879,3	1 170,3	9 049,6	693,7	296,6	990,3	8 573,0	1 466,9	10 039,8
2011	6 867,3	1 066,4	7 933,7	..	..	..	..	..	..
2012	7 628,3	1 496,4	9 124,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	33 201,5	0,0	33 201,5	5 839,0	0,0	5 839,0	39 040,5	0,0	39 040,5
2011	35 542,3	0,0	35 542,3	..	..	..	..	..	..
2012	35 556,1	0,0	35 556,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	69 299,5	38 382,2	107 681,7	12 559,2	13 194,9	25 754,2	81 858,7	51 577,1	133 435,8
2011	71 390,8	43 103,9	114 494,6	..	..	..	..	..	..
2012	73 764,2	42 502,8	116 267,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-7
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	x	x	567,3	68,4	278,1	346,4	x	x	913,7
2011	132,1	394,6	526,7	..	..	..	..	..	..
2012	132,0	395,3	527,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	77,2	345,0	422,2	33,2	211,5	244,7	110,4	556,5	666,9
2011	71,2	318,0	389,2	..	..	..	..	..	..
2012	81,2	317,0	398,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	64,5	68,4	132,9	31,3	57,0	88,3	95,8	125,4	221,2
2011	59,5	63,1	122,6	..	..	..	..	..	..
2012	49,5	64,1	113,6	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,1	1,1	1,2	0,2	1,7	1,9	0,3	2,8	3,1
2011	0,1	1,2	1,3	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	1,1	1,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,7	1,1	1,8	0,5	0,6	1,0	1,2	1,7	2,8
2011	0,5	0,8	1,3	..	..	..	..	..	..
2012	0,5	0,8	1,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	x	x	9,2	3,2	7,3	10,6	x	x	19,8
2011	0,9	11,4	12,3	..	..	..	..	..	..
2012	0,8	12,3	13,1	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	1 132,2	58,2	1 190,4	1,4	236,9	238,3	1 133,6	295,1	1 428,6
2011	1 193,2	89,8	1 283,0	..	..	..	..	..	..
2012	1 326,0	143,5	1 469,4	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	1 463,8	170,0	1 633,9	20,3	40,6	60,9	1 484,1	210,6	1 694,8
2011	1 031,9	262,2	1 294,1	..	..	..	..	..	..
2012	978,1	158,3	1 136,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	24,9	170,8	195,7	4,8	79,4	84,2	29,7	250,2	279,9
2011	24,1	166,0	190,0	..	..	..	..	..	..
2012	25,3	173,6	198,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	59,8	297,8	357,6	38,7	314,4	353,2	98,5	612,2	710,8
2011	116,8	486,4	603,2	..	..	..	..	..	..
2012	127,5	585,5	713,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	48,0	174,8	222,8	19,2	47,0	66,2	67,2	221,8	289,0
2011	52,5	186,1	238,7	..	..	..	..	..	..
2012	48,6	224,5	273,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	114,7	149,0	263,7	27,6	47,8	75,4	142,3	196,8	339,0
2011	130,2	163,6	293,9	..	..	..	..	..	..
2012	142,4	169,6	312,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	354,3	387,0	741,3	150,9	230,0	380,9	505,2	617,0	1 122,2
2011	295,3	460,8	756,1	..	..	..	..	..	..
2012	343,3	470,9	814,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	63,9	261,3	325,1	3,4	10,7	14,1	67,3	272,0	339,3
2011	64,0	254,3	318,3	..	..	..	..	..	..
2012	60,6	249,0	309,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	114,9	197,8	312,7	15,2	16,4	31,6	130,1	214,2	344,3
2011	79,9	190,7	270,6	..	..	..	..	..	..
2012	109,7	181,4	291,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	64,1	203,1	267,3	26,2	22,4	48,7	90,3	225,5	315,9
2011	56,6	171,2	227,8	..	..	..	..	..	..
2012	62,6	195,9	258,5	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	7,2	73,2	80,4	2,5	9,4	11,9	9,7	82,6	92,3
2011	9,3	85,3	94,6	..	..	..	..	..	..
2012	11,3	79,1	90,4	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	4,8	0,3	4,8	5,1	x	x	9,9
2011	4,2	9,0	13,2	..	..	..	..	..	..
2012	4,7	7,3	12,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	12,2	33,0	45,2	7,5	18,1	25,6	19,7	51,1	70,8
2011	12,5	56,4	68,9	..	..	..	..	..	..
2012	220,1	71,6	291,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	280,0	95,6	375,6	231,0	11,5	242,5	511,0	107,1	618,1
2011	173,3	74,2	247,5	..	..	..	..	..	..
2012	196,6	65,5	262,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	129,6	160,0	289,6	20,2	23,1	43,3	149,8	183,1	332,9
2011	124,0	129,1	253,1	..	..	..	..	..	..
2012	116,5	126,1	242,5	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	93,1	36,3	129,4	5,2	12,3	17,4	98,3	48,6	146,9
2011	116,4	65,7	182,2	..	..	..	..	..	..
2012	159,5	45,5	205,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	45,5	18,4	63,9	22,4	19,7	42,2	67,9	38,1	106,1
2011	42,0	18,8	60,9	..	..	..	..	..	..
2012	42,9	18,0	60,9	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	24,3	52,9	77,2	14,9	23,1	38,0	39,2	76,0	115,1
2011	27,8	61,9	89,7	..	..	..	..	..	..
2012	24,9	55,9	80,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	1 210,6	212,1	1 422,8	131,5	34,8	166,4	1 342,1	246,9	1 589,1
2011	1 265,8	300,1	1 565,9	..	..	..	..	..	..
2012	1 200,4	219,5	1 419,9	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	165,0	54,2	219,1	35,3	12,0	47,3	200,3	66,2	266,4
2011	155,5	99,3	254,8	..	..	..	..	..	..
2012	127,9	59,8	187,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	650,5	91,6	742,1	49,1	12,7	61,8	699,6	104,3	803,8
2011	708,5	133,2	841,7	..	..	..	..	..	..
2012	685,2	108,0	793,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	395,2	66,4	461,6	47,2	10,1	57,3	442,4	76,5	518,9
2011	401,8	67,6	469,3	..	..	..	..	..	..
2012	387,3	51,7	439,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	2 650,9	0,0	2 650,9	463,0	0,0	463,0	3 113,9	0,0	3 113,9
2011	2 806,7	0,0	2 806,7	..	..	..	..	..	..
2012	2 951,2	0,0	2 951,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	8 038,9	3 178,6	11 217,5	1 274,6	1 480,5	2 755,1	9 313,5	4 659,1	13 972,6
2011	7 758,7	3 626,4	11 385,1	..	..	..	..	..	..
2012	8 284,3	3 636,0	11 920,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-8
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	354,0	1 191,6	1 545,6	106,3	577,7	683,9	460,3	1 769,3	2 229,6
2011	326,9	1 100,2	1 427,2	..	..	..	..	..	..
2012	325,5	1 098,7	1 424,2	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	295,7	1 095,9	1 391,5	76,7	499,1	575,8	372,4	1 595,0	1 967,3
2011	272,5	1 010,3	1 282,8	..	..	..	..	..	..
2012	262,5	1 000,3	1 262,8	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	54,0	84,2	138,2	25,1	66,7	91,8	79,1	150,9	230,0
2011	49,7	77,7	127,4	..	..	..	..	..	..
2012	59,7	87,7	147,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,1	2,0	2,0	0,2	1,1	1,3	0,3	3,1	3,4
2011	0,2	1,6	1,8	..	..	..	..	..	..
2012	0,3	1,5	1,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,5	0,2	0,7	0,2	0,7	0,9	0,7	0,9	1,5
2011	0,4	0,1	0,5	..	..	..	..	..	..
2012	0,3	0,1	0,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	3,8	9,4	13,2	4,1	10,1	14,2	7,9	19,5	27,4
2011	4,2	10,4	14,6	..	..	..	..	..	..
2012	2,7	9,1	11,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	5 905,4	847,9	6 753,3	240,7	317,2	557,9	6 146,1	1 165,1	7 311,2
2011	6 225,1	1 390,7	7 615,8	..	..	..	..	..	..
2012	7 134,6	1 654,7	8 789,2	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	3 829,3	10,0	3 839,3	116,3	6,3	122,6	3 945,6	16,3	3 961,9
2011	3 837,2	200,0	4 037,2	..	..	..	..	..	..
2012	4 037,0	50,1	4 087,1	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	1 667,4	764,3	2 431,7	121,9	263,4	385,3	1 789,3	1 027,7	2 817,0
2011	1 832,9	1 096,5	2 929,4	..	..	..	..	..	..
2012	2 151,5	1 236,2	3 387,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	408,7	73,6	482,3	2,5	47,5	50,0	411,2	121,1	532,3
2011	555,0	94,3	649,2	..	..	..	..	..	..
2012	946,1	368,4	1 314,5	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	705,5	214,6	920,1	113,9	126,6	240,5	819,4	341,2	1 160,7
2011	746,7	402,0	1 148,7	..	..	..	..	..	..
2012	706,8	719,8	1 426,6	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	33,0	226,0	259,0	6,4	105,5	111,9	39,4	331,5	370,9
2011	32,0	218,9	250,9	..	..	..	..	..	..
2012	33,6	229,0	262,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	882,5	266,4	1 148,9	15,3	204,6	219,8	897,8	471,0	1 368,7
2011	812,2	211,1	1 023,3	..	..	..	..	..	..
2012	225,2	335,0	560,2	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	46,9	180,7	227,6	13,3	79,4	92,7	60,2	260,1	320,3
2011	111,3	196,4	307,7	..	..	..	..	..	..
2012	128,6	199,8	328,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2010	110,9	158,5	269,4	22,9	48,3	71,2	133,8	206,8	340,6
2011	188,2	162,7	350,9	..	..	..	..	..	..
2012	144,3	191,7	336,0	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	783,2	236,0	1 019,3	112,1	179,6	291,6	895,3	415,6	1 310,9
2011	484,2	317,6	801,8	..	..	..	..	..	..
2012	495,0	302,5	797,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	62,7	366,1	428,8	x	x	x	x	x	x
2011	40,8	232,5	273,3	..	..	..	..	..	..
2012	34,1	229,1	263,2	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	19,8	198,2	218,0	12,7	10,7	23,4	32,5	208,9	241,4
2011	45,9	214,3	260,2	..	..	..	..	..	..
2012	41,2	185,0	226,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	40,6	267,7	308,3	16,9	44,6	61,6	57,5	312,3	369,8
2011	73,0	208,9	281,8	..	..	..	..	..	..
2012	89,0	202,0	291,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	19,1	46,7	65,8	2,4	17,9	20,4	21,5	64,6	86,2
2011	17,7	82,1	99,7	..	..	..	..	..	..
2012	12,1	83,1	95,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	7,9	7,3	15,2	4,1	12,8	17,0	12,0	20,1	32,1
2011	12,5	13,6	26,0	..	..	..	..	..	..
2012	2,5	7,9	10,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	6,4	33,8	40,2	1,9	15,2	17,1	8,3	49,0	57,2
2011	5,2	52,9	58,1	..	..	..	..	..	..
2012	4,0	48,9	52,9	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	187,7	41,6	229,3	x	x	x	x	x	x
2011	352,7	84,6	437,3	..	..	..	..	..	..
2012	261,7	99,9	361,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	114,3	78,7	193,0	51,3	36,7	88,0	165,6	115,4	281,0
2011	151,2	111,8	263,0	..	..	..	..	..	..
2012	143,4	98,1	241,6	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	19,0	15,8	34,9	5,2	9,0	14,3	24,2	24,8	49,1
2011	24,5	20,2	44,7	..	..	..	..	..	..
2012	19,9	17,8	37,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	90,1	23,9	114,0	10,6	12,3	23,0	100,7	36,2	137,0
2011	75,0	35,8	110,9	..	..	..	..	..	..
2012	158,4	32,0	190,3	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	17,5	40,4	57,9	14,0	14,2	28,1	31,5	54,6	86,0
2011	32,6	34,9	67,4	..	..	..	..	..	..
2012	36,4	26,7	63,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	1 059,1	145,3	1 204,4	218,6	51,4	270,0	1 277,7	196,7	1 474,3
2011	1 170,5	215,0	1 385,5	..	..	..	..	..	..
2012	962,8	171,2	1 133,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2010	161,2	34,1	195,3	10,2	18,9	29,2	171,4	53,0	224,4
2011	153,5	42,2	195,6	..	..	..	..	..	..
2012	141,7	46,4	188,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	391,4	46,0	437,4	124,4	14,3	138,7	515,8	60,3	576,1
2011	400,2	67,1	467,2	..	..	..	..	..	..
2012	378,8	61,0	439,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	506,5	65,2	571,7	83,9	18,1	102,1	590,4	83,3	673,8
2011	616,9	105,7	722,6	..	..	..	..	..	..
2012	442,3	63,7	506,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	2 469,4	0,0	2 469,4	393,0	0,0	393,0	2 862,4	0,0	2 862,4
2011	3 098,9	0,0	3 098,9	..	..	..	..	..	..
2012	3 261,1	0,0	3 261,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	12 935,0	4 587,3	17 522,3	1 372,7	1 872,1	3 244,7	14 307,7	6 459,4	20 767,1
2011	14 027,0	5 306,0	19 333,0	..	..	..	..	..	..
2012	14 220,2	5 932,8	20 153,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-9
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	298,0	819,5	1 117,5	172,3	604,9	777,3	470,3	1 424,4	1 894,8
2011	285,0	761,3	1 046,3	..	..	..	..	..	..
2012	285,2	746,7	1 032,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	176,8	548,9	725,8	109,7	431,5	541,2	286,5	980,4	1 266,9
2011	162,9	506,1	669,0	..	..	..	..	..	..
2012	172,9	508,1	681,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	118,5	221,4	339,9	55,4	139,1	194,5	173,9	360,5	534,4
2011	109,2	204,3	313,5	..	..	..	..	..	..
2012	99,2	202,3	301,5	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	x	x	23,5	1,7	13,9	15,6	x	x	39,1
2011	0,5	39,3	39,8	..	..	..	..	..	..
2012	0,6	23,9	24,5	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
2011	0,1	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	x	x	28,2	5,6	20,3	25,9	x	x	54,0
2011	12,3	11,6	23,9	..	..	..	..	..	..
2012	12,4	12,5	24,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	30 085,9	6 975,8	37 061,7	880,5	3 735,6	4 616,1	30 966,4	10 711,4	41 677,8
2011	38 694,2	4 580,4	43 274,6	..	..	..	..	..	..
2012	45 257,5	4 967,1	50 224,6	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	29 896,7	5 725,8	35 622,5	844,2	2 683,3	3 527,5	30 740,9	8 409,1	39 150,0
2011	38 322,6	3 116,3	41 438,9	..	..	..	..	..	..
2012	45 057,4	3 094,5	48 151,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	141,4	181,8	323,2	27,1	158,2	185,3	168,5	340,0	508,4
2011	120,8	165,2	286,0	..	..	..	..	..	..
2012	110,2	170,3	280,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	47,8	1 068,2	1 116,1	9,2	894,1	903,3	57,0	1 962,3	2 019,4
2011	250,8	1 298,9	1 549,7	..	..	..	..	..	..
2012	89,9	1 702,3	1 792,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	3 086,9	791,1	3 878,0	779,5	139,2	918,6	3 866,4	930,3	4 796,7
2011	3 617,6	783,5	4 401,1	..	..	..	..	..	..
2012	4 570,3	959,1	5 529,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	174,7	1 185,6	1 360,3	33,8	557,7	591,5	208,5	1 743,3	1 951,8
2011	169,1	1 147,6	1 316,7	..	..	..	..	..	..
2012	177,7	1 201,4	1 379,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	222,3	1 239,7	1 462,0	116,3	932,7	1 049,0	338,6	2 172,4	2 511,0
2011	251,7	1 205,4	1 457,2	..	..	..	..	..	..
2012	276,1	1 423,5	1 699,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2010	x	x	55,6	7,5	67,9	75,4	x	x	131,0
2011	15,1	76,1	91,3	..	..	..	..	..	..
2012	62,7	87,3	150,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2010	2,8	23,4	26,2	2,0	9,5	11,5	4,8	32,9	37,7
2011	2,2	31,0	33,1	..	..	..	..	..	..
2012	3,4	31,8	35,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2010	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3
2011	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2010	0,0	0,4	0,4	x	x	x	x	x	x
2011	0,1	0,5	0,6	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,6	0,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2010	0,1	1,4	1,5	0,1	x	x	0,2	x	x
2011	0,4	2,3	2,7	..	..	..	..	..	..
2012	0,5	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2010	0,0	0,1	0,1	x	0,1	x	x	0,2	x
2011	x	0,5	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2010	33,2	43,9	77,1	4,5	112,9	117,3	37,7	156,8	194,4
2011	9,6	55,1	64,8	..	..	..	..	..	..
2012	8,7	88,4	97,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2010	1,3	83,0	84,3	4,8	183,6	188,5	6,1	266,6	272,7
2011	6,2	86,2	92,4	..	..	..	..	..	..
2012	17,0	92,7	109,6	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2010	3,7	29,5	33,2	3,7	11,9	15,6	7,4	41,4	48,8
2011	1,1	58,3	59,5	..	..	..	..	..	..
2012	1,2	54,5	55,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2010	x	x	271,8	25,6	72,9	98,5	x	x	370,3
2011	x	x	237,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	213,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2010	35,9	321,3	357,2	29,2	209,5	238,7	65,1	530,8	595,9
2011	113,0	259,8	372,8	..	..	..	..	..	..
2012	80,8	357,5	438,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2010	2,2	42,2	44,4	2,9	23,2	26,1	5,1	65,4	70,5
2011	10,9	44,9	55,8	..	..	..	..	..	..
2012	11,3	64,6	76,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2010	12,4	73,2	85,6	12,4	79,2	91,6	24,8	152,4	177,2
2011	11,5	75,9	87,5	..	..	..	..	..	..
2012	10,3	78,9	89,2	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2010	x	x	100,7	3,2	64,0	67,2	x	x	167,9
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	7,7	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2010	6,6	95,1	101,7	3,9	28,2	32,1	10,5	123,3	133,7
2011	3,0	125,2	128,2	..	..	..	..	..	..
2012	3,0	160,2	163,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2010	68,6	87,9	156,5	8,9	47,0	56,0	77,5	134,9	212,5
2011	31,8	90,3	122,1	..	..	..	..	..	..
2012	30,8	111,2	141,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2010	0,9	19,7	20,6	1,4	4,0	5,4	2,3	23,7	26,0
2011	x	x	20,0	..	..	..	..	..	..
2012	11,1	19,3	30,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2010	0,3	9,9	10,3	1,5	5,6	7,0	1,8	15,5	17,3
2011	x	x	9,3	..	..	..	..	..	..
2012	1,9	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2010	x	x	10,3	2,1	2,5	4,6	x	x	15,0
2011	x	x	9,4	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	10,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2010	3,2	12,6	15,8	1,7	6,1	7,8	4,9	18,7	23,6
2011	0,2	15,6	15,9	..	..	..	..	..	..
2012	0,3	14,3	14,6	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2010	0,5	8,1	8,6	0,8	4,0	4,8	1,3	12,1	13,4
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	270,3	690,5	960,8	104,2	251,0	355,2	374,5	941,5	1 316,0
2011	372,2	815,2	1 187,4	..	..	..	..	..	..
2012	522,9	907,9	1 430,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	718,6	498,8	1 217,3	80,4	154,9	235,4	799,0	653,7	1 452,7
2011	540,9	550,3	1 091,1	..	..	..	..	..	..
2012	603,9	535,8	1 139,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	2 499,7	1 437,7	3 937,4	321,3	969,4	1 290,8	2 821,0	2 407,1	5 228,2
2011	2 812,8	1 909,1	4 721,9	..	..	..	..	..	..
2012	3 940,3	2 238,3	6 178,6	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	503,2	926,9	1 430,1	35,2	355,1	390,4	538,4	1 282,0	1 820,5
2011	412,5	939,1	1 351,7	..	..	..	..	..	..
2012	388,8	933,7	1 322,5	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	563,5	1 125,3	1 688,8	75,7	179,3	255,0	639,2	1 304,6	1 943,8
2011	495,9	867,7	1 363,6	..	..	..	..	..	..
2012	390,5	856,3	1 246,9	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	1 031,9	1 688,2	2 720,1	156,4	524,8	681,2	1 188,3	2 213,0	3 401,4
2011	1 858,6	1 610,1	3 468,7	..	..	..	..	..	..
2012	410,6	1 543,8	1 954,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	55,9	534,7	590,6	27,6	120,3	147,9	83,5	655,0	738,4
2011	123,3	750,5	873,9	..	..	..	..	..	..
2012	187,1	731,3	918,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	20,9	34,9	55,9	1,9	23,5	25,4	22,8	58,4	81,3
2011	35,4	34,9	70,2	..	..	..	..	..	..
2012	34,7	11,0	45,7	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	124,2	222,5	346,7	17,2	59,7	77,0	141,4	282,2	423,7
2011	230,4	442,0	672,4	..	..	..	..	..	..
2012	303,5	360,3	663,8	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	1 516,4	343,0	1 859,4	207,5	31,0	238,5	1 723,9	374,0	2 097,9
2011	1 228,2	374,2	1 602,4	..	..	..	..	..	..
2012	1 121,5	415,5	1 536,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	844,9	546,6	1 391,5	182,6	180,7	363,3	1 027,5	727,3	1 754,8
2011	754,8	658,2	1 413,0	..	..	..	..	..	..
2012	721,3	522,3	1 243,6	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	143,0	102,6	245,5	14,7	25,9	40,6	157,7	128,5	286,2
2011	138,7	186,1	324,8	..	..	..	..	..	..
2012	185,7	178,0	363,6	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	339,3	152,6	491,9	74,8	134,1	208,9	414,1	286,7	700,8
2011	335,0	400,8	735,8	..	..	..	..	..	..
2012	258,7	256,9	515,6	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	139,6	319,9	459,5	102,2	106,0	208,2	241,8	425,9	667,7
2011	195,5	333,0	528,5	..	..	..	..	..	..
2012	67,1	343,9	410,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	4 926,0	680,3	5 606,3	495,3	263,3	758,6	5 421,3	943,6	6 364,8
2011	4 807,1	580,6	5 387,8	..	..	..	..	..	..
2012	4 673,8	587,0	5 260,8	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	174,8	98,0	272,8	36,2	68,5	104,8	211,0	166,5	377,6
2011	174,3	117,3	291,6	..	..	..	..	..	..
2012	240,9	119,3	360,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	1 645,5	162,8	1 808,3	19,5	22,5	42,0	1 665,0	185,3	1 850,3
2011	1 852,2	181,3	2 033,6	..	..	..	..	..	..
2012	1 848,2	135,3	1 983,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	3 105,7	419,5	3 525,2	439,6	172,3	611,8	3 545,3	591,8	4 137,0
2011	2 780,6	282,0	3 062,6	..	..	..	..	..	..
2012	2 584,6	332,4	2 917,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	13 461,1	0,0	13 461,1	1 395,0	0,0	1 395,0	14 856,1	0,0	14 856,1
2011	12 377,8	0,0	12 377,8	..	..	..	..	..	..
2012	13 695,2	0,0	13 695,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	61 026,3	20 316,2	81 342,5	5 274,5	9 349,4	14 623,9	66 300,8	29 665,6	95 966,3
2011	69 736,8	18 930,0	88 666,7	..	..	..	..	..	..
2012	78 072,4	19 719,6	97 791,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-10
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	175,1	171,7	346,8	89,4	296,2	385,6	264,5	467,9	732,4
2011	173,2	153,2	326,4	..	..	..	..	..	..
2012	177,9	161,4	339,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	56,7	38,3	95,0	38,3	80,7	119,0	95,0	119,0	214,1
2011	52,3	35,5	87,8	..	..	..	..	..	..
2012	50,3	45,5	95,8	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	92,8	54,7	147,5	22,9	30,1	53,0	115,7	84,8	200,5
2011	85,5	51,4	137,0	..	..	..	..	..	..
2012	87,5	41,4	129,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	24,0	55,4	79,3	21,4	152,5	173,9	45,4	207,9	253,3
2011	32,8	28,5	61,3	..	..	..	..	..	..
2012	37,4	33,5	70,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,7	9,0	9,7	0,2	14,3	14,5	0,9	23,3	24,2
2011	1,4	18,4	19,8	..	..	..	..	..	..
2012	1,4	18,1	19,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,9	14,4	15,3	6,6	18,5	25,1	7,5	32,9	40,4
2011	1,2	19,3	20,6	..	..	..	..	..	..
2012	1,4	22,9	24,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	7 284,5	756,8	8 041,3	193,8	527,7	721,5	7 478,3	1 284,5	8 762,7
2011	9 175,6	1 207,3	10 382,9	..	..	..	..	..	..
2012	10 537,9	1 254,4	11 792,3	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2010	6 042,8	139,8	6 182,6	148,3	9,9	158,2	6 191,1	149,7	6 340,8
2011	x	x	7 355,2	..	..	..	..	..	..
2012	8 037,8	99,7	8 137,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2010	887,9	575,5	1 463,4	44,0	485,2	529,1	931,9	1 060,7	1 992,5
2011	1 417,5	1 061,4	2 478,8	..	..	..	..	..	..
2012	1 741,8	1 071,9	2 813,7	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2010	353,8	41,4	395,3	1,5	32,6	34,1	355,3	74,0	429,4
2011	x	x	548,8	..	..	..	..	..	..
2012	758,4	82,8	841,1	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	2 604,7	497,3	3 102,1	456,4	196,1	652,5	3 061,1	693,4	3 754,6
2011	2 730,1	563,3	3 293,5	..	..	..	..	..	..
2012	3 411,0	568,2	3 979,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	103,1	706,6	809,6	20,0	329,0	349,0	123,1	1 035,6	1 158,6
2011	99,7	685,6	785,4	..	..	..	..	..	..
2012	104,9	717,3	822,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	259,3	1 295,7	1 555,0	62,7	1 066,3	1 129,0	322,0	2 362,0	2 684,0
2011	445,0	1 271,7	1 716,7	..	..	..	..	..	..
2012	1 212,1	1 262,1	2 474,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2010	27,3	157,4	184,6	8,3	99,9	108,3	35,6	257,3	292,9
2011	8,3	74,2	82,5	..	..	..	..	..	..
2012	6,7	95,7	102,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2010	5,8	59,7	65,5	2,9	9,6	12,6	8,7	69,3	78,1
2011	19,9	58,0	77,9	..	..	..	..	..	..
2012	22,2	46,8	69,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2010	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	0,3
2011	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2010	0,4	2,9	3,3	0,1	1,1	1,1	0,5	4,0	4,4
2011	0,3	9,9	10,1	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	8,0	8,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2010	1,4	2,9	4,3	0,1	1,1	1,2	1,5	4,0	5,5
2011	0,4	1,5	1,9	..	..	..	..	..	..
2012	0,8	1,8	2,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2010	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
2011	x	x	0,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	0,0	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2010	34,2	194,0	228,3	15,7	218,8	234,5	49,9	412,8	462,8
2011	16,5	281,4	297,9	..	..	..	..	..	..
2012	34,1	193,9	228,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2010	8,6	198,2	206,7	8,5	382,0	390,5	17,1	580,2	597,2
2011	12,6	230,6	243,2	..	..	..	..	..	..
2012	21,5	251,2	272,7	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2010	1,3	63,4	64,7	2,0	11,3	13,3	3,3	74,7	78,0
2011	x	x	13,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	29,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2010	x	x	58,5	x	x	43,7	x	x	102,2
2011	x	x	47,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	64,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2010	5,8	213,3	219,1	1,1	18,5	19,6	6,9	231,8	238,7
2011	8,8	55,0	63,8	..	..	..	..	..	..
2012	14,0	27,4	41,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2010	1,9	x	x	1,9	17,2	19,1	3,8	x	x
2011	2,2	26,0	28,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	34,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2010	3,9	115,9	119,9	6,4	70,3	76,7	10,3	186,2	196,5
2011	6,1	236,7	242,8	..	..	..	..	..	..
2012	13,7	124,1	137,8	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2010	109,1	66,8	175,9	x	x	136,2	x	x	312,1
2011	300,4	81,6	382,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	1 248,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2010	x	x	58,3	3,8	16,8	20,6	x	x	78,9
2011	12,0	46,9	58,9	..	..	..	..	..	..
2012	18,9	41,9	60,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2010	x	x	32,4	1,7	6,7	8,4	x	x	40,8
2011	x	x	29,1	..	..	..	..	..	..
2012	5,5	31,4	36,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2010	4,2	40,5	44,7	2,6	8,1	10,7	6,8	48,6	55,4
2011	5,3	31,6	37,0	..	..	..	..	..	..
2012	7,6	33,8	41,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2010	1,0	11,9	12,8	0,6	2,8	3,4	1,6	14,7	16,3
2011	0,8	7,0	7,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	7,6	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2010	x	x	29,6	2,8	13,9	16,7	x	x	46,3
2011	15,2	37,9	53,1	..	..	..	..	..	..
2012	15,7	48,9	64,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2010	0,7	x	x	1,0	5,0	6,0	1,7	x	x
2011	0,6	20,1	20,7	..	..	..	..	..	..
2012	0,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2010	x	x	13,1	0,4	5,7	6,2	x	x	19,3
2011	x	x	17,5	..	..	..	..	..	..
2012	1,6	11,8	13,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	111,3	332,4	443,7	35,5	134,3	169,8	146,8	466,7	613,5
2011	171,8	540,8	712,6	..	..	..	..	..	..
2012	188,9	539,4	728,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	505,3	693,9	1 199,2	100,3	182,2	282,5	605,6	876,1	1 481,7
2011	616,6	687,1	1 303,7	..	..	..	..	..	..
2012	579,5	684,7	1 264,2	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	726,9	1 121,5	1 848,4	382,1	947,0	1 329,1	1 109,0	2 068,5	3 177,5
2011	1 086,9	1 450,0	2 536,9	..	..	..	..	..	..
2012	1 476,7	1 576,3	3 053,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	396,8	892,1	1 288,9	25,0	117,6	142,6	421,8	1 009,7	1 431,5
2011	308,7	781,9	1 090,6	..	..	..	..	..	..
2012	318,9	807,3	1 126,2	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	126,5	894,0	1 020,5	46,5	51,0	97,4	173,0	945,0	1 117,9
2011	177,1	926,5	1 103,6	..	..	..	..	..	..
2012	152,9	866,3	1 019,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	393,7	1 310,1	1 703,8	212,4	173,4	385,8	606,1	1 483,5	2 089,6
2011	405,4	1 302,6	1 708,0	..	..	..	..	..	..
2012	493,8	1 258,3	1 752,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	89,5	377,7	467,1	17,7	50,2	67,9	107,2	427,9	535,1
2011	47,3	439,6	486,9	..	..	..	..	..	..
2012	48,8	468,6	517,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	43,3	40,8	84,0	10,0	6,2	16,2	53,3	47,0	100,2
2011	21,1	65,8	86,8	..	..	..	..	..	..
2012	10,1	66,4	76,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	30,1	182,4	212,5	11,4	66,4	77,8	41,5	248,8	290,3
2011	44,0	240,6	284,6	..	..	..	..	..	..
2012	27,8	220,3	248,1	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	944,8	375,8	1 320,6	296,4	72,9	369,3	1 241,2	448,7	1 689,8
2011	1 022,3	376,9	1 399,2	..	..	..	..	..	..
2012	898,4	347,8	1 246,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	870,5	472,1	1 342,6	243,5	156,5	400,0	1 114,0	628,6	1 742,6
2011	729,2	371,9	1 101,1	..	..	..	..	..	..
2012	808,2	387,7	1 195,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	135,8	139,5	275,3	23,6	41,6	65,2	159,4	181,1	340,5
2011	85,8	223,7	309,4	..	..	..	..	..	..
2012	84,5	220,6	305,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	490,2	200,0	690,2	36,7	110,8	147,5	526,9	310,8	837,7
2011	290,5	201,6	492,1	..	..	..	..	..	..
2012	239,6	175,4	415,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	53,1	173,8	227,0	73,4	141,2	214,6	126,5	315,0	441,6
2011	72,6	184,1	256,6	..	..	..	..	..	..
2012	67,1	172,5	239,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	2 503,2	662,6	3 165,8	194,6	97,1	291,6	2 697,8	759,7	3 457,4
2011	2 793,0	555,7	3 348,7	..	..	..	..	..	..
2012	3 119,3	689,0	3 808,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	261,4	197,4	458,8	38,5	56,5	95,0	299,9	253,9	553,8
2011	306,3	140,9	447,2	..	..	..	..	..	..
2012	443,2	137,2	580,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	964,4	264,2	1 228,7	49,8	5,2	55,0	1 014,2	269,4	1 283,7
2011	1 077,7	239,6	1 317,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 071,2	306,7	1 377,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	1 277,4	200,9	1 478,3	106,3	35,3	141,6	1 383,7	236,2	1 619,9
2011	1 409,0	175,1	1 584,1	..	..	..	..	..	..
2012	1 604,8	245,1	1 849,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	13 389,3	0,0	13 389,3	1 736,0	0,0	1 736,0	15 125,3	0,0	15 125,3
2011	13 383,5	0,0	13 383,5	..	..	..	..	..	..
2012	14 360,8	0,0	14 360,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	31 237,1	11 296,8	42 533,8	4 267,3	4 763,5	9 030,8	35 504,4	16 060,3	51 564,6
2011	33 879,5	12 229,8	46 109,2	..	..	..	..	..	..
2012	38 319,2	12 444,1	50 763,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-11
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	0,0	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	0,1	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	x	x	x	x	x	0,0	x	x	x
2011	x	0,0	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	329,9	31,0	360,8	x	x	x	x	x	x
2011	386,4	6,5	392,8	..	..	..	..	..	..
2012	391,5	62,8	454,3	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	85,8	12,1	97,9	1,8	4,8	6,5	87,6	16,9	104,5
2011	99,7	12,2	112,0	..	..	..	..	..	..
2012	22,6	28,8	51,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	1,6	11,1	12,7	0,3	5,3	5,6	1,9	16,4	18,3
2011	1,6	10,9	12,5	..	..	..	..	..	..
2012	1,7	11,4	13,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	1,9	0,0	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	0,2	6,6	6,8	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	5,3	..	..	..	..	..	..
2012	1,8	4,8	6,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	2,6	5,5	8,1	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	10,1	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	14,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	x	x	16,7	0,3	13,5	13,8	x	x	30,5
2011	0,5	16,0	16,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	16,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	x	x	x	x	x	1,7	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	0,6	5,0	5,6	0,1	x	x	0,7	x	x
2011	x	x	5,5	..	..	..	..	..	..
2012	0,5	5,1	5,5	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	0,9	10,5	11,4	0,9	2,6	3,4	1,8	13,1	14,8
2011	0,6	12,3	12,9	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	13,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	x	x	2,2	0,2	0,7	0,8	x	x	3,1
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	1,8	2,0	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	x	0,0	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	1,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	x	x	3,2	0,2	x	x	x	x	x
2011	0,3	2,6	2,8	..	..	..	..	..	..
2012	0,6	2,0	2,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	x	2,0	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	x	0,3	x	x	0,2	x	x	0,5	x
2011	x	0,4	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	2,1	3,0	5,0	1,4	3,4	4,9	3,5	6,4	9,9
2011	x	x	5,9	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	7,0	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	0,2	3,0	3,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	118,9	24,0	142,9	34,2	20,8	55,0	153,1	44,8	197,9
2011	162,4	34,5	196,9	..	..	..	..	..	..
2012	158,7	29,0	187,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	8,6	4,4	13,0	2,9	9,9	12,8	11,5	14,3	25,8
2011	4,2	3,2	7,4	..	..	..	..	..	..
2012	5,4	3,2	8,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	88,2	13,3	101,5	31,1	10,8	41,9	119,3	24,1	143,4
2011	134,7	22,0	156,7	..	..	..	..	..	..
2012	132,0	17,5	149,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	22,2	6,3	28,5	0,2	0,1	0,3	22,4	6,4	28,8
2011	23,6	9,3	32,8	..	..	..	..	..	..
2012	21,3	8,3	29,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	181,9	0,0	181,9	9,0	0,0	9,0	190,9	0,0	190,9
2011	190,4	0,0	190,4	..	..	..	..	..	..
2012	195,1	0,0	195,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	749,8	142,1	891,9	60,9	61,3	122,1	810,7	203,4	1 014,1
2011	891,5	137,1	1 028,6	..	..	..	..	..	..
2012	833,0	203,3	1 036,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-12
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	0,1	0,6	0,7	0,5	0,0	0,6	0,6	0,6	1,3
2011	x	x	0,7	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
2011	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,1	0,2	0,3	0,5	0,0	0,5	0,6	0,2	0,9
2011	0,1	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
2011	x	x	0,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	580,4	x	x	68,9	82,7	151,6	649,3	x	x
2011	494,4	92,7	587,1	..	..	..	..	..	..
2012	674,8	114,3	789,1	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	34,2	3,5	37,7	1,0	2,4	3,4	35,2	5,9	41,2
2011	41,7	9,9	51,6	..	..	..	..	..	..
2012	42,8	7,7	50,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	2,2	15,4	17,6	0,4	7,2	7,6	2,6	22,6	25,2
2011	2,2	15,0	17,1	..	..	..	..	..	..
2012	2,3	15,6	17,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	0,1	0,5	0,6	x	x	x	x	x	x
2011	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	4,5	0,3	1,3	1,6	x	x	6,1
2011	x	5,0	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	7,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	4,2	6,5	10,7	0,9	2,1	3,0	5,1	8,6	13,7
2011	4,4	5,4	9,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	11,2	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	6,3	44,8	51,0	5,1	42,5	47,6	11,4	87,3	98,6
2011	x	54,5	x	..	..	..	..	..	..
2012	14,2	71,1	85,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	17,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	2,8	2,9	5,7	x	x	x	x	x	x
2011	x	2,1	x	..	..	..	..	..	..
2012	1,0	2,2	3,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	2,2	23,2	25,4	2,2	12,2	14,4	4,4	35,4	39,9
2011	4,0	22,2	26,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	26,2	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	2,2	5,5	7,7	0,3	0,7	1,0	2,5	6,2	8,7
2011	x	11,7	x	..	..	..	..	..	..
2012	1,5	11,0	12,5	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	x	x	0,0	x	x	x	x
2011	x	0,7	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,4	0,8	1,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	x	1,1	x	x	0,8	x	x	1,9	x
2011	x	2,7	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,6	4,0	4,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	55,9	5,1	61,0	..	..	..	..	..	..
2012	53,5	5,5	58,9	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	x	0,2	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	0,3	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	0,2	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	2,9	1,6	4,5	1,5	x	x	4,4	x	x
2011	2,3	1,0	3,3	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	3,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	5,0	1,0	5,9	1,1	0,9	2,0	6,1	1,9	7,9
2011	8,2	1,1	9,2	..	..	..	..	..	..
2012	8,3	0,9	9,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	184,9	30,7	215,6	65,9	14,5	80,4	250,8	45,2	296,0
2011	143,4	30,6	174,0	..	..	..	..	..	..
2012	146,8	32,0	178,8	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	4,1	5,7	9,8	4,0	2,0	6,0	8,1	7,7	15,8
2011	4,7	8,2	13,0	..	..	..	..	..	..
2012	5,2	8,3	13,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	150,7	20,9	171,6	58,3	11,5	69,8	209,0	32,4	241,4
2011	112,3	16,4	128,8	..	..	..	..	..	..
2012	102,8	16,8	119,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	30,1	4,0	34,1	3,6	1,0	4,6	33,7	5,0	38,7
2011	26,3	5,9	32,2	..	..	..	..	..	..
2012	38,8	6,9	45,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	84,6	0,0	84,6	9,0	0,0	9,0	93,6	0,0	93,6
2011	78,5	0,0	78,5	..	..	..	..	..	..
2012	85,2	0,0	85,2	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	1 005,1	241,5	1 246,6	159,0	172,5	331,5	1 164,1	414,0	1 578,1
2011	869,1	272,3	1 141,4	..	..	..	..	..	..
2012	1 062,7	315,7	1 378,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-13
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	0,3	0,5	0,8	1,4	0,1	1,4	1,7	0,6	2,2
2011	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2010	0,3	0,5	0,8	1,4	0,1	1,4	1,7	0,6	2,2
2011	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
2012	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	526,5	29,2	555,8	x	x	x	x	x	x
2011	660,3	17,7	678,0	..	..	..	..	..	..
2012	603,7	4,3	608,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	14,2	12,9	27,2	0,3	4,3	4,6	14,5	17,2	31,8
2011	14,5	10,8	25,3	..	..	..	..	..	..
2012	10,2	33,5	43,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	1,5	10,2	11,7	0,3	4,8	5,0	1,8	15,0	16,8
2011	1,4	9,9	11,3	..	..	..	..	..	..
2012	1,5	10,3	11,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	0,0	0,1	0,1	x	x	x	x	x	x
2011	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	2,1	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	3,9	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	3,5	4,1	7,6	x	x	2,9	x	x	10,5
2011	x	x	8,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	10,8	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	x	x	9,5	0,3	1,5	1,8	x	x	11,3
2011	x	14,2	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	14,4	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2010	0,1	8,8	9,0	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	5,0	x	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	5,3	2,7	8,0	3,3	1,0	4,2	8,6	3,7	12,2
2011	8,2	9,0	17,2	..	..	..	..	..	..
2012	12,0	9,5	21,5	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	x	x	0,5	0,1	0,1	0,1	x	x	0,6
2011	x	0,5	x	..	..	..	..	..	..
2012	0,3	0,5	0,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	0,0	0,2	0,3	x	x	x	x	x	x
2011	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	0,1	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	0,1	0,6	0,7	..	..	..	..	..	..
2012	0,1	0,6	0,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	x	x	20,2	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	40,7	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	x	0,5	x	0,2	x	x	x	x	x
2011	x	x	3,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	0,5	x	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	77,7	20,7	98,4	3,5	1,2	4,7	81,2	21,9	103,1
2011	94,1	29,8	124,0	..	..	..	..	..	..
2012	71,3	28,1	99,4	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2010	22,4	10,3	32,7	1,8	0,6	2,3	24,2	10,9	35,0
2011	14,4	6,3	20,7	..	..	..	..	..	..
2012	11,9	6,2	18,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2010	46,3	8,3	54,6	0,2	0,1	0,3	46,5	8,4	54,9
2011	69,8	20,8	90,6	..	..	..	..	..	..
2012	48,3	19,6	67,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2010	9,0	2,0	11,1	1,5	0,6	2,1	10,5	2,6	13,1
2011	9,9	2,7	12,6	..	..	..	..	..	..
2012	11,0	2,4	13,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	73,9	0,0	73,9	4,0	0,0	4,0	77,9	0,0	77,9
2011	125,2	0,0	125,2	..	..	..	..	..	..
2012	136,0	0,0	136,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	739,2	105,1	844,3	29,6	52,0	81,5	768,8	157,1	925,8
2011	947,8	113,1	1 060,9	..	..	..	..	..	..
2012	906,7	120,8	1 027,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 5-1
Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	x	1,5	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	30,2	0,0	30,2	0,0	0,0	0,0	30,2	0,0	30,2
2011	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	12 621,8	3 161,3	15 783,1	1 524,4	1 673,6	3 198,0	14 146,2	4 834,9	18 981,1
2011	12 732,5	3 947,3	16 679,7	..	..	..	..	..	..
2012	14 247,1	4 844,8	19 091,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	6,6	29,3	35,8	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	80,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	11,9	34,1	46,0	..	..	..	..	..	..
2012	61,8	55,7	117,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	66,7	74,7	141,4	37,5	8,3	45,8	104,2	83,0	187,2
2011	59,4	54,0	113,3	..	..	..	..	..	..
2012	52,4	69,3	121,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	3 101,1	2 331,6	5 432,7	525,8	865,3	1 391,1	3 626,9	3 196,9	6 823,8
2011	3 976,2	3 205,0	7 181,1	..	..	..	..	..	..
2012	5 548,2	3 591,2	9 139,4	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	352,4	422,3	774,7	5,0	7,6	12,6	357,4	429,9	787,3
2011	50,7	271,5	322,2	..	..	..	..	..	..
2012	45,6	273,6	319,2	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	65,0	180,0	245,0	41,7	35,4	77,1	106,7	215,4	322,1
2011	87,8	311,4	399,3	..	..	..	..	..	..
2012	60,0	268,9	328,9	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	229,6	20,4	250,0	34,9	9,0	43,8	264,5	29,4	293,8
2011	227,6	91,8	319,4	..	..	..	..	..	..
2012	220,4	92,4	312,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	0,7	1,4	2,0	0,2	0,1	0,3	0,9	1,5	2,3
2011	1,7	7,0	8,7	..	..	..	..	..	..
2012	4,9	7,6	12,5	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	11,0	19,3	30,3	..	..	..	..	..	..
2012	20,9	23,3	44,1	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	5,4	2,9	8,3	x	x	5,4	x	x	13,6
2011	0,9	7,6	8,4	..	..	..	..	..	..
2012	2,7	13,0	15,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5-1 – suite

Investissements publics, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2010	7 473,4	2 396,1	9 869,6	1 415,9	245,8	1 661,7	8 889,3	2 641,9	11 531,2
2011	6 811,5	2 454,8	9 266,3	..	..	..	..	..	..
2012	6 072,1	2 496,0	8 568,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	5 636,5	2 405,3	8 041,8	633,2	667,8	1 301,0	6 269,7	3 073,1	9 342,8
2011	5 249,4	2 373,5	7 622,9	..	..	..	..	..	..
2012	5 383,3	2 086,6	7 469,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	334,6	349,6	684,2	x	x	x	x	x	x
2011	236,8	651,4	888,2	..	..	..	..	..	..
2012	286,7	655,0	941,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	3,7	3,3	7,0	..	..	..	..	..	..
2012	4,1	8,3	12,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	24,2	1,9	4,3	6,2	x	x	30,4
2011	x	1,6	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	36,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	32 354,6	8 027,0	40 381,6	4 670,7	1 725,7	6 396,4	37 025,3	9 752,7	46 778,0
2011	31 742,5	7 893,0	39 635,5	..	..	..	..	..	..
2012	32 865,2	8 260,9	41 126,1	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	62 317,0	19 455,0	81 771,9	8 975,3	5 333,4	14 308,7	71 292,3	24 788,4	96 080,6
2011	61 318,5	21 357,3	82 675,8	..	..	..	..	..	..
2012	65 050,0	22 794,5	87 844,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0001.

Tableau 5-2
Investissements publics, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2010	916,2	276,8	1 193,0	195,7	112,8	308,5	1 111,9	389,6	1 501,5
2011	778,0	302,3	1 080,3	..	..	..	..	..	..
2012	769,3	352,0	1 121,3	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2010	229,5	75,4	304,9	44,4	27,1	71,5	273,9	102,5	376,5
2011	231,1	87,7	318,8	..	..	..	..	..	..
2012	198,3	80,7	279,0	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2010	1 048,9	386,2	1 435,1	125,7	115,1	240,9	1 174,6	501,3	1 676,0
2011	1 140,7	437,0	1 577,8	..	..	..	..	..	..
2012	1 204,2	407,4	1 611,6	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2010	1 435,7	370,4	1 806,1	165,7	118,0	283,7	1 601,4	488,4	2 089,8
2011	1 273,9	407,4	1 681,2	..	..	..	..	..	..
2012	1 242,0	423,4	1 665,4	..	..	..	..	..	..
Québec									
2010	14 614,8	4 512,5	19 127,2	1 820,9	920,2	2 741,1	16 435,7	5 432,7	21 868,3
2011	14 818,2	4 862,7	19 680,9	..	..	..	..	..	..
2012	15 676,7	5 148,6	20 825,2	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2010	23 630,6	8 389,5	32 020,1	3 435,1	2 552,4	5 987,5	27 065,7	10 941,9	38 007,6
2011	21 825,9	8 849,1	30 675,0	..	..	..	..	..	..
2012	23 786,0	9 778,9	33 564,8	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2010	2 900,8	681,5	3 582,3	404,6	128,0	532,6	3 305,4	809,5	4 114,9
2011	2 683,5	917,9	3 601,4	..	..	..	..	..	..
2012	2 705,0	785,3	3 490,3	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2010	1 918,2	707,6	2 625,8	382,7	206,8	589,5	2 300,9	914,4	3 215,3
2011	2 319,1	1 017,7	3 336,8	..	..	..	..	..	..
2012	2 077,3	1 300,4	3 377,7	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2010	8 436,2	1 740,7	10 176,9	1 110,0	523,4	1 633,3	9 546,2	2 264,1	11 810,3
2011	8 135,1	1 940,7	10 075,8	..	..	..	..	..	..
2012	8 336,8	1 809,4	10 146,2	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2010	6 563,8	2 201,1	8 764,9	1 177,6	582,0	1 759,5	7 741,4	2 783,1	10 524,4
2011	7 449,4	2 391,9	9 841,3	..	..	..	..	..	..
2012	8 456,6	2 530,7	10 987,4	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2010	211,5	38,8	250,3	39,3	24,8	64,1	250,8	63,6	314,4
2011	279,9	49,9	329,7	..	..	..	..	..	..
2012	211,7	59,7	271,4	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2010	293,7	38,9	332,6	67,1	16,8	83,8	360,8	55,7	416,4
2011	247,0	45,9	292,8	..	..	..	..	..	..
2012	249,5	49,0	298,5	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2010	117,3	35,5	152,8	6,6	5,9	12,6	123,9	41,4	165,3
2011	136,7	47,3	184,0	..	..	..	..	..	..
2012	136,5	69,2	205,7	..	..	..	..	..	..
Canada									
2010	62 317,0	19 455,0	81 771,9	8 975,3	5 333,4	14 308,7	71 292,3	24 788,4	96 080,6
2011	61 318,5	21 357,3	82 675,8	..	..	..	..	..	..
2012	65 050,0	22 794,5	87 844,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0002.

Tableau 6-1
Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2010	1 890,6	3 744,6	5 635,2	933,7	2 971,6	3 905,3	2 824,3	6 716,2	9 540,5
2011	x	3 469,9	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2010	51 478,6	10 752,2	62 230,8	1 543,0	6 095,1	7 638,1	53 021,6	16 847,3	69 868,9
2011	x	9 145,9	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2010	5 824,4	1 528,2	7 352,6	706,2	2 014,3	2 720,5	6 530,6	3 542,5	10 073,2
2011	4 977,0	2 481,8	7 458,7	..	..	..	..	..	..
2012	6 371,2	2 190,2	8 561,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2010	759,2	5 201,9	5 961,1	147,0	2 423,5	2 570,5	906,2	7 625,4	8 531,6
2011	734,7	5 054,0	5 788,7	..	..	..	..	..	..
2012	772,4	5 287,5	6 059,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	4 251,0	14 725,5	18 976,5	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	20 185,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	1 277,8	4 940,5	6 218,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 542,7	4 989,9	6 532,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2010	3 519,8	4 640,3	8 160,1	738,0	1 144,1	1 882,2	4 257,8	5 784,4	10 042,2
2011	3 855,8	4 929,8	8 785,6	..	..	..	..	..	..
2012	4 102,1	4 936,6	9 038,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2010	4 894,6	5 803,1	10 697,7	1 467,8	4 359,8	5 827,7	6 362,4	10 162,9	16 525,4
2011	5 026,2	6 673,5	11 699,8	..	..	..	..	..	..
2012	6 539,5	7 256,0	13 795,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2010	3 305,4	5 806,1	9 111,5	222,4	1 038,2	1 260,6	3 527,8	6 844,3	10 372,1
2011	2 228,3	6 487,3	8 715,6	..	..	..	..	..	..
2012	2 179,4	6 563,4	8 742,8	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2010	1 938,7	10 968,5	12 907,2	710,6	779,3	1 489,9	2 649,3	11 747,8	14 397,0
2011	2 587,8	10 482,9	13 070,7	..	..	..	..	..	..
2012	2 116,4	9 113,1	11 229,4	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2010	3 338,7	9 978,4	13 317,1	1 248,3	1 382,5	2 630,8	4 587,0	11 360,9	15 947,9
2011	4 958,9	9 111,3	14 070,2	..	..	..	..	..	..
2012	3 628,4	8 839,2	12 467,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2010	584,2	3 018,3	3 602,5	167,0	483,5	650,6	751,2	3 501,8	4 253,0
2011	666,0	3 892,4	4 558,5	..	..	..	..	..	..
2012	725,5	3 894,1	4 619,6	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	117,1	132,3	249,4	..	..	..	..	..	..
2012	81,9	100,3	182,1	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2010	422,6	1 368,2	1 790,8	x	x	653,3	x	x	2 444,1
2011	752,4	2 341,1	3 093,5	..	..	..	..	..	..
2012	959,3	2 160,1	3 119,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6-1 – suite

Investissements privés, résumé par secteur — Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2010	203,9	185,3	389,2	124,5	48,3	172,8	328,4	233,6	562,0
2011	204,9	217,5	422,4	..	..	..	..	..	..
2012	220,6	214,5	435,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2010	1 099,4	957,6	2 057,0	415,8	377,5	793,3	1 515,2	1 335,1	2 850,3
2011	1 000,1	1 013,1	2 013,2	..	..	..	..	..	..
2012	1 027,1	1 102,4	2 129,5	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2010	471,9	508,2	980,1	x	x	x	x	x	x
2011	747,4	621,4	1 368,8	..	..	..	..	..	..
2012	716,7	723,7	1 440,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2010	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2011	1 938,5	1 395,8	3 334,3	..	..	..	..	..	..
2012	1 906,6	1 140,0	3 046,6	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2010	x	x	2 100,6	334,6	557,3	891,9	x	x	2 992,5
2011	x	1 589,1	x	..	..	..	..	..	..
2012	x	x	2 170,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2010	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2011	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2012	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2010	94 398,0	0,0	94 398,0	14 836,0	0,0	14 836,0	109 234,0	0,0	109 234,0
2011	97 158,4	0,0	97 158,4	..	..	..	..	..	..
2012	100 508,8	0,0	100 508,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2010	181 549,6	83 555,0	265 104,7	25 673,9	34 956,1	60 630,0	207 223,5	118 511,1	325 734,7
2011	199 600,9	88 705,2	288 306,1	..	..	..	..	..	..
2012	216 643,8	89 623,8	306 267,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0001.

Tableau 6-2
Investissements privés, résumé par secteur — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériels et outillages	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2010	3 748,6	1 106,8	4 855,4	357,4	541,3	898,7	4 106,0	1 648,1	5 754,2
2011	5 061,0	1 234,4	6 295,4	..	..	..	..	..	..
2012	6 714,2	1 522,8	8 237,0	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2010	431,0	216,4	647,4	87,1	110,7	197,8	518,1	327,1	845,2
2011	438,9	320,8	759,7	..	..	..	..	..	..
2012	438,7	339,9	778,6	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2010	4 154,6	1 716,0	5 870,6	734,0	865,2	1 599,1	4 888,6	2 581,2	7 469,7
2011	3 244,2	1 742,0	4 986,2	..	..	..	..	..	..
2012	3 345,8	1 747,4	5 093,2	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2010	2 660,1	1 725,6	4 385,7	583,0	728,1	1 311,1	3 243,1	2 453,7	5 696,9
2011	2 327,7	1 735,4	4 063,0	..	..	..	..	..	..
2012	2 485,6	1 720,7	4 206,3	..	..	..	..	..	..
Québec									
2010	29 596,3	14 374,2	43 970,5	5 537,3	5 805,0	11 342,3	35 133,6	20 179,2	55 312,8
2011	32 104,6	15 214,2	47 318,8	..	..	..	..	..	..
2012	34 156,5	15 800,6	49 957,1	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2010	45 668,9	29 992,7	75 661,6	9 124,2	10 642,5	19 766,7	54 793,1	40 635,2	95 428,3
2011	49 564,8	34 254,8	83 819,7	..	..	..	..	..	..
2012	49 978,2	32 723,9	82 702,1	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2010	5 138,2	2 497,1	7 635,2	870,0	1 352,4	2 222,5	6 008,2	3 849,5	9 857,7
2011	5 075,2	2 708,5	7 783,7	..	..	..	..	..	..
2012	5 579,2	2 850,7	8 430,0	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2010	11 016,8	3 879,7	14 896,5	990,0	1 665,3	2 655,3	12 006,8	5 545,0	17 551,8
2011	11 707,9	4 288,3	15 996,2	..	..	..	..	..	..
2012	12 142,8	4 632,4	16 775,2	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2010	52 590,1	18 575,5	71 165,5	4 164,5	8 826,0	12 990,5	56 754,6	27 401,5	84 156,1
2011	61 601,7	16 989,3	78 591,0	..	..	..	..	..	..
2012	69 735,6	17 910,2	87 645,8	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2010	24 673,3	9 095,7	33 768,9	3 089,8	4 181,5	7 271,2	27 763,1	13 277,2	41 040,2
2011	26 430,1	9 837,9	36 268,0	..	..	..	..	..	..
2012	29 862,6	9 913,3	39 775,9	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2010	538,4	103,3	641,6	21,6	36,4	58,1	560,0	139,7	699,7
2011	611,6	87,2	698,9	..	..	..	..	..	..
2012	621,3	143,6	764,9	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2010	711,5	202,5	914,0	91,9	155,8	247,7	803,4	358,3	1 161,7
2011	622,2	226,5	848,6	..	..	..	..	..	..
2012	813,2	266,7	1 079,9	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2010	621,9	69,6	691,5	22,9	46,0	69,0	644,8	115,6	760,5
2011	811,0	65,8	876,8	..	..	..	..	..	..
2012	770,2	51,6	821,7	..	..	..	..	..	..
Canada									
2010	181 549,6	83 555,0	265 104,7	25 673,9	34 956,1	60 630,0	207 223,5	118 511,1	325 734,7
2011	199 600,9	88 705,2	288 306,1	..	..	..	..	..	..
2012	216 643,8	89 623,8	306 267,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2011, perspectives 2012 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0002.

Introduction

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des indications utiles quant à l'état du marché dans l'économie en général et dans ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses nationales brutes, l'envergure et la teneur des programmes d'investissements donnent une bonne idée de la demande que les producteurs canadiens ont eu à satisfaire au cours de la période en cause. De plus, l'importance relative des immobilisations projetées, au total et dans chaque secteur, permet de savoir ce que prévoient les dirigeants d'entreprise en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

On trouve dans la section « Sources et méthodes » les renseignements nécessaires pour tirer le maximum des tableaux statistiques. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Concepts » présente les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données, les unités d'enquête visées et la classification des secteurs d'activité et des zones géographiques. Cette dernière section aborde en outre la question de la comparabilité de la série des dépenses en immobilisations avec les autres sources de données.

À la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources », on peut prendre connaissance des différents types de questionnaires employés pour recenser les données, des sources des données non recensées et des modes de recueil de données. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données pendant et après la collecte.

La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie » expose les actions entreprises et les sources utilisées pour définir la base de sondage et la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié. On trouvera dans la même section les procédés d'imputation et d'estimation concernant les non-répondants compris dans l'échantillon et l'inflation concernant la partie non recensée de la base de sondage. Les deux dernières sections, « Qualité des données, concepts et méthodologie — Utilisateurs et utilisations » et « Qualité des données, concepts et méthodologie — Chronologie de la série des dépenses en immobilisations », fournissent respectivement des renseignements sur l'utilité des données et sur les données historiques qui existent en matière de dépenses en immobilisations.

Concepts

Définitions

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation de bâtiments, d'ouvrages de génie civil et de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises) ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations ministérielles fédérales concernent les frais acquittés par le ministère, peu importe le ministère ayant octroyé le contrat. Les dépenses ministérielles provinciales comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisées au Canada, financées par un fonds renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt, par le Trésor ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipements dont l'achat est imputé aux comptes courants.

Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction, qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent en outre les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou d'« autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme ouvrage de génie civil.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire destiné à rester à un endroit donné pour une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires pour leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant par exemple à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou

aux ascenseurs. Par exemple, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble à bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Un **ouvrage de génie civil** sert directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Il peut aussi s'agir de structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport comme tel. Les structures autoportantes érigées pour la transmission de signaux électriques peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais d'ouvrage de génie civil. Sont des ouvrages de génie civil entre autres les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent des considérations spéciales. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activités sur le terrain et des frais généraux qui rentrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises gazières et pétrolières au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel rentrent aussi dans cette catégorie. Pour les entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** ne rentre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il a été inclus en l'occurrence car il occupe une place importante dans les dépenses en construction et présente des fluctuations similaires à celles qui caractérisent les dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement et emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations rentrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels qu'automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

De plus, les dépenses en matériel et en outillage comprennent le coût de tout autre matériel ou outillage qui ne sont pas déjà déclarés comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie comptabilisés dans l'année en cause sont aussi incluses. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente des actifs immobilisés ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'Institut canadien des comptables agréés

recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

Immobilisations usagées

Les immobilisations usagées sont définies comme étant des bâtiments, des constructions, du matériel ou de l'outillage ayant déjà servi à un autre organisme. Les dépenses liées à des immobilisations canadiennes usagées sont exclues puisqu'elles représentent un transfert de biens à l'intérieur du Canada et n'ont aucun effet sur le total national. Par contre, les dépenses liées à des biens importés au Canada augmentent le stock national et sont donc incluses dans la série des dépenses en immobilisations.

Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

Dépenses en entretien et réparations

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage sont indiquées séparément. **Ces dépenses ne sont pas considérées comme des immobilisations.**

Les dépenses en entretien et réparations sont constituées par la partie des frais courants qui sont portés en diminution des revenus de l'année où ils ont été engagés et qui sont consentis afin de maintenir le stock des immobilisations ou leur capacité productive (prévention) tout au long de la durée d'utilisation prévue. L'entretien et les réparations permettent de maintenir la productivité des immobilisations jusqu'à la fin de leur période de service sans temps d'arrêt indus. Ils ont aussi pour but de remettre une partie quelconque des immobilisations en bon état de marche après une défaillance ou une réduction de l'efficacité, ou de prolonger sensiblement la durée d'utilisation ou la productivité des biens. Ces sorties de fonds donnent une meilleure idée de la demande portant sur la main-d'oeuvre et le matériel.

Réparation des constructions

Les dépenses d'entretien et de réparations liées aux constructions comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue de la structure et qui n'en augmentent pas la capacité. Les dépenses d'entretien des bâtiments et des autres structures peuvent comprendre le soin courant des biens comme les services de conciergerie, l'enlèvement de la neige ou l'épandage de sel ou de sable par le personnel de l'entreprise ou par d'autres personnes engagées par elle.

Réparation du matériel et de l'outillage

Les dépenses d'entretien et de réparations liées au matériel et à l'outillage comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue du bien et n'en augmentent pas la capacité. Elles peuvent comprendre les vidanges d'huile et le graissage des véhicules et outillage.

Amortissement cumulé

L'amortissement cumulé est la somme des annuités imputées à la dépréciation du bien depuis son achat.

Utilisation de la capacité

On calcule l'utilisation de la capacité en divisant le niveau de production effectif d'un établissement (en dollars ou en unités), par la production maximale de l'établissement dans des conditions normales.

Impartition ou exécution autonome

L'impartition est l'action de confier des travaux à un entrepreneur en construction. L'exécution autonome consiste à faire effectuer les travaux par le personnel de l'entreprise.

Aliénation, vente et réduction des immobilisations

Il s'agit ici de la valeur comptable brute des immobilisations qui ont été aliénées, vendues, mises hors service, détruites ou sorties de quelque autre façon (y compris les réductions) ou qui ont été échangées à l'occasion de l'achat de nouvelles immobilisations. Le coût en capital cumulé représente le total des dépenses en immobilisations engagées pour un bien au moment de la construction ou de l'achat et après.

Durée d'utilisation prévue

La durée d'utilisation prévue d'un bien n'a pas de rapport avec la durée d'utilisation déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'une mine, la durée d'utilisation prévue est la période pendant laquelle la mine est censée être productive. Il s'agit ici des dépenses amorties (ou passées en charges dans certain cas) liées à l'exploration et à la mise en valeur du site minier. La durée prévue est basée sur le nombre d'années pour lequel l'entreprise s'engage dans la production au départ (exemple : méthode de l'amortissement proportionnel au rendement) en supposant qu'aucune diminution (ou augmentation) du prix des minéraux ne vienne réduire (ou prolonger) cette durée. La durée d'exploitation ou de productivité peut ne pas correspondre à la durée déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu ni à la teneur mesurée des gisements.

Durée d'utilisation restante prévue des immobilisations

La durée d'utilisation restante prévue des immobilisations représente le nombre d'années qui restent dans la durée d'utilisation d'un bien usagé au moment de l'acquisition.

Valeur comptable brute

La valeur comptable brute est le prix d'achat du bien à l'origine.

Classification

Dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, l'établissement sert d'unité statistique principale dans la mesure des dépenses en immobilisations et en réparations. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production ainsi que le coût des matériaux utilisés et le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires pour calculer la valeur ajoutée.

Le terme **établissement** fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on utilise le **Système de classification des industries de l'Amérique du Nord** (SCIAN, n° 12-501-X au catalogue), qui établit une distinction entre les activités principales, secondaires et auxiliaires et qui, en définitive, regroupe les établissements selon leur activité principale. Dans cette version, les établissements sont regroupés en industries, en grands groupes et en divisions selon la production

de biens ou de services homogènes ou selon leur participation à une activité économique similaire. Ce mode de regroupement s'applique à tous les établissements privés ou publics ainsi qu'aux entreprises gouvernementales. Toutes les autres activités gouvernementales sont classées comme fédérales, provinciales ou municipales dans la division des services gouvernementaux. Les notions et définitions employées dans la série des dépenses en immobilisations sont celles qui sont décrites dans les **Concepts and Definitions of Capital Stock and Capital Formation Series F No. 3** de 1953 des Nations-Unies.

Puisqu'un établissement peut être fixé dans plusieurs provinces, la **Classification géographique type** (CGT, n° 12-571-X au catalogue) a été employée dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations. La CGT a été conçue pour diviser le Canada en régions en fonction des provinces, des divisions et subdivisions de recensement et des régions métropolitaines de recensement. Pour l'enquête sur les dépenses en immobilisations, on a retenu la classification géographique au niveau provincial comme base pour l'échantillonnage stratifié des établissements. Pour descendre au niveau des divisions et des subdivisions de recensement, il aurait fallu accroître l'échantillon pour de nombreuses industries.

Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements enquêtés par la Division de l'investissement et du stock de capital (DISC) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la comptabilité nationale des revenus et dépenses à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent des déductions pour les constructions servant à la défense, les ventes nettes de véhicules automobiles usagés et le matériel mis au rebut ou à récupérer et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la présente publication de la DISC diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCan) et par la Division de la fabrication et de l'énergie de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée par le fait que la Division de la fabrication et de l'énergie de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et locations de terres. Dans le secteur non traditionnel, la Division de la fabrication et de l'énergie inclut également les acquisitions de logements. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division de la fabrication et de l'énergie incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital » au sens de la comptabilité nationale et ne sont pas comptées dans la présente publication. Ensuite, RNCan et la Division de la fabrication et de l'énergie recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » au niveau national, tandis que la DISC le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division de la fabrication et de l'énergie recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCan et à la DISC. Cette dernière différence ne devrait cependant pas causer des écarts considérables.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations respecte autant que possible les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA); cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont

déclarés par le bailleur dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, alors que l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

Sources

Données enquêtées

La majorité des secteurs couverts par les séries sur les investissements sont enquêtés. Tous les établissements sélectionnés durant les trois périodes d'enquête (voir « Périodes d'enquête ») reçoivent soit le questionnaire ordinaire (long ou abrégé), soit un questionnaire spécialisé (long ou abrégé) soit le questionnaire de nouveau projet. Le genre de questionnaire reçu par un établissement dépend de son secteur d'activité, du niveau de dépenses anticipé, de l'enquête en cause et du fait que l'établissement fait partie ou non des nouveaux projets (hors de la base de sondage ou cas aberrant).

Le questionnaire ordinaire abrégé est le plus utilisé pour les trois périodes d'enquête. Ce questionnaire vise à recueillir des renseignements de base portant sur les constructions, le matériel et l'outillage immobilisés, les réparations apportées aux constructions ainsi qu'au matériel et à l'outillage, la valeur comptable brute, l'utilisation de la capacité dans les secteurs manufacturier et minier, les motifs des changements de dépenses, les travaux en cours et les contrats de location à bail. Soulignons que l'établissement est tenu de revoir ses dépenses en réparations durant l'enquête sur les données réelles seulement. L'établissement reçoit l'un des autres types de questionnaire si on l'on croit qu'il consacre des sommes importantes aux immobilisations, s'il est engagé dans un secteur spécialisé ou s'il fait partie des nouveaux projets.

Le questionnaire ordinaire long ne sert que pour l'enquête sur les données réelles et vise les établissements ayant déjà déclaré des dépenses importantes. Il vise à rassembler des renseignements plus approfondis que le questionnaire abrégé et touche le détail des dépenses par type d'actif, la valeur brute des actifs, les motifs d'aliénation, les frais d'intérêt capitalisés, le nombre de robots et les contrats de location selon le genre de bien (voir l'enquête 2803).

Les questionnaires spécialisés concernent le secteur minier et celui du pétrole et du gaz naturel. Les questionnaires de projets nouveaux sont destinés aux nouveaux établissements qui ne font pas encore partie de la base de sondage parce qu'ils ne produisent pas ou sont classés comme des cas aberrants.

Outre le sondage des établissements, la série des dépenses en immobilisations repose aussi sur des modes de cueillette particuliers. En effet, certains répondants opérant au Canada sont dans l'impossibilité de fournir une ventilation provinciale de leurs dépenses pour les périodes en cause. On utilise alors un rapport consolidé. La répartition entre les provinces est calculée à partir de ce rapport selon les caractéristiques pertinentes. Il peut aussi arriver que le nombre de sites administrés par l'établissement soit trop élevé pour un sondage classique. Dans ce cas, pour simplifier la déclaration, on fait appel, pour la collecte des données, à une entité appelée établissement provincial. Cependant, les sites représentés par l'établissement provincial doivent tous faire partie de la même industrie.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses pour l'exercice financier de douze mois dont le dernier jour se situe entre le 1^{er} avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

Données non enquêtées

Bien que la série des dépenses en immobilisations fournisse une estimation des dépenses attribuables à chaque division de la SCIAN, toutes ne sont pas enquêtées. Lorsqu'elles ne le sont pas, l'estimation des dépenses est fondée sur les indices de production, de consommation et de coûts associés au secteur en cause.

La valeur des dépenses en immobilisations du secteur de la **pêche** pour toutes les périodes d'enquête, est fondée sur la modélisation statistique des données obtenues du ministère des Pêches et Océans du Canada.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations dans le secteur de la **construction**, pour toutes les périodes d'enquête, se base sur la tendance observée dans les dépenses en immobilisations pour les bâtiments et pour les ouvrages de génie civil pour l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur de la nouvelle construction mise en place, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans les secteurs non résidentiels, constitue un indice fiable de la demande dans le secteur de la construction, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Les données fiscales sont également utilisées aux fins de répartitions provinciales.

Finalement, les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures qui seront remises aux municipalités une fois achevées est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

Mode de collecte des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la collecte des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement et du stock de capital. La Division de l'agriculture recueille des données sur les dépenses réelles, réelles préliminaires et les perspectives en immobilisations à l'aide de l'Enquête financière sur les fermes. La Division des institutions publiques accélère le processus en fournissant les données de son Enquête sur les dépenses en immobilisations des administrations locales, tandis que la Division de la fabrication et de l'énergie contribue à l'obtention de données sur les dépenses réelles pour l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière au moyen de l'Enquête sur l'extraction de pétrole et de gaz. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement et du stock de capital).

De plus, la série des dépenses en immobilisations comprend des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, pour certaines provinces ou territoires, des données liées au secteur public sont rassemblées par le coordonnateur statistique provincial ou territorial et incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis par Ressources Naturelles Canada.

Périodes d'enquête

Les deux périodes d'enquête sont organisées de telle sorte qu'on recueille trois ensembles de données annuelles ayant trait aux perspectives, aux données réelles préliminaires et aux données réelles relativement aux dépenses en immobilisations et en réparations pour toutes les branches de l'économie (voir tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1
Collecte des données pour la série des dépenses en immobilisations

Données ¹	Période ¹ de collecte	Date de publication
Perspectives (A)	novembre (A-1) à février (A)	février
Réelles préliminaires (A-1)	novembre (A-1) à février (A)	février
Réelles (A-2)	mars (A-1) à octobre (A-1)	février

1. A = année civile courante.

Assurance de la qualité

Suivi des questionnaires non retournés

Les mesures de suivi sont le plus souvent motivées par un faible taux de réponse dans un secteur ou dans une province ou un territoire en particulier. Pour commencer, on envoie un rappel général par la poste à toutes les unités n'ayant pas encore répondu. Si la situation ne se règle pas, on téléphone aux établissements faisant partie des secteurs les plus lacunaires pour les inciter à retourner le questionnaire rempli. Le fait d'intervenir activement auprès des établissements enquêtés qui ne répondent pas accroît le taux de réponse et permet ainsi d'obtenir des résultats plus précis pour l'estimation de la partie non enquêtée de la base de sondage (voir « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie »).

Vérification

Lorsque les questionnaires remplis sont reçus, le processus d'assurance de la qualité se poursuit par la vérification statistique des données, qui consiste à scruter les données pour détecter les incohérences internes et les anomalies par rapport aux autres enquêtes ou aux autres années.

La vérification des additions sert à repérer les chiffres indiqués en unités plutôt qu'en milliers, les pourcentages dont la somme n'arrive pas à 100 % et les totaux inexacts. La vérification des différences consiste à évaluer la vraisemblance des dépenses déclarées en les comparant avec les dépenses indiquées lors des enquêtes antérieures de la même année et d'une autre année. Pour l'enquête sur les données réelles auprès des répondants qui reçoivent le questionnaire long, la vérification du détail des biens permet de découvrir les établissements qui présentent des renseignements sur les biens d'une manière qui ne concorde pas avec les déclarations des questionnaires antérieurs ou avec les réalités communes dans l'industrie. Ces vérifications permettent d'identifier les données pour confirmation selon des seuils fixés après évaluation de la portion couverte par l'enquête par rapport à l'industrie et selon l'emplacement géographique. De plus, des données sur les grands projets et sur les projets nouveaux sont recueillies dans les journaux, dans les revues spécialisées et dans les rapports d'industrie. Ces renseignements sont confrontés aux données déclarées et toute incohérence est identifiée pour confirmation.

Lorsque les données d'un établissement ont été identifiées à l'étape de la vérification, on consulte les autres données du questionnaire pour éclaircir le cas. Par exemple, une section du questionnaire demande au répondant d'indiquer les motifs des changements dans ses dépenses en immobilisations. Toutefois, si l'incohérence ne peut être expliquée à partir du questionnaire ni par d'autres renseignements portant sur l'industrie, on appelle directement l'établissement pour demander une confirmation. Les données sont alors mises à jour, soit par une correction, soit par une explication.

D'autres vérifications des microdonnées peuvent être effectuées pour les valeurs comptables brutes ou l'utilisation de la capacité. On fait une vérification des valeurs comptables brutes lorsque la valeur déclarée des immobilisations d'un établissement n'égale pas la valeur comptable brute déclarée antérieurement plus les investissements courants en immobilisations nouvelles déduction faite des aliénations. Dans un cas de ce genre, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les données. La vérification de l'utilisation de la capacité consiste à repérer tous les établissements manufacturiers et miniers qui fonctionnent à une capacité inférieure aux perspectives. Si les déclarations antérieures présentent des différences considérables par rapport aux données du questionnaire examiné, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les chiffres.

Évaluation des macrodonnées

L'exercice d'estimation (voir « Estimation ») permet d'obtenir un ensemble complet de données pour les parties enquêtées et non enquêtées de l'univers (base de sondage), donc il est possible de commencer l'analyse des tendances des divers secteurs. On commence par une évaluation des changements annuels (ou en pourcentage) dans chaque industrie pour repérer les provinces et territoires comportant des industries ou des sous-industries qui présentent une activité inhabituelle. Ce genre d'analyse met aussi en relief les industries qui ont le plus de poids dans les totaux canadiens.

La macroanalyse se poursuit par l'ajout des facteurs pouvant avoir un effet sur les dépenses dans une province ou dans une industrie en particulier. Ces renseignements supplémentaires peuvent prendre la forme d'indices économiques comme le PIB, la productivité, l'utilisation de la capacité, les bénéfices ou l'innovation technologique. D'autres facteurs peuvent influencer sur les dépenses, par exemple les politiques gouvernementales (politique fiscale, politique monétaire, subventions) ou les données propres à une industrie comme le nombre de mètres forés, l'import-export et les permis de construction. Sans établir un lien de cause à effet, cette analyse vise à mettre en rapport les informations ayant directement et indirectement trait à l'industrie avec les tendances récentes en matière de dépenses d'immobilisations. À la suite de cet exercice, les industries qui présentent une activité exceptionnelle sont soumises à des évaluations de microdonnées plus poussées en vue d'expliquer les différences importantes entre les années.

Méthodologie

Introduction

L'enquête sur les dépenses en immobilisations (EDI) produit des données sur les investissements qui se font au Canada et dans tous les types d'industries canadiennes. Ces données sont recueillies deux fois par année, à deux moments bien précis. Ceci permet d'avoir un suivi sur les perspectives et les réalisations en termes d'investissements et ce, sur une base annuelle. Un seul et même échantillon sert à recueillir des données pour trois années financières distinctes. Un premier questionnaire est envoyé aux unités de l'échantillon en mars de l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles de l'année financière A-1 qui vient de se terminer. Un deuxième questionnaire est ensuite envoyé à ces mêmes unités au mois d'octobre suivant, toujours dans l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles provisoires de l'année financière A qui s'achève bientôt et les données sur les perspectives pour l'année financière A+1. Notons que cet échantillon est tiré au mois de novembre de l'année financière A-1.

De même qu'un échantillon recueille des données pour trois années financières différentes, une année financière est couverte par trois échantillons différents. Un premier échantillon produit des données sur les perspectives pour une année financière A. Un an plus tard, un second échantillon produit des données réelles préliminaires pour cette même année financière A. Enfin un an plus tard, un troisième échantillon produit les données réelles pour cette même année financière A.

À chaque année, la Division des investissements et stock de capitaux (DISC) publie, au mois de février de l'année A, les résultats de l'enquête sur les données réelles (ER) de l'année financière A-2, de l'enquête sur les données réelles préliminaires (ERP) de l'année financière A-1 et de l'enquête sur les perspectives (EP) de l'année financière A.

Lors des enquêtes EP et ERP, les variables d'intérêt sont les capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction (CC) ainsi que les capitaux immobilisés pour de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement (CM). Lors de l'enquête ER, on ajoute les dépenses pour la réparation reliée à la construction (RC) et les dépenses pour la réparation reliée à la machinerie et à l'équipement (RM). De plus, lors de l'enquête ER, on produit des estimations plus détaillées pour les nouveaux capitaux. En effet, des estimations par type d'actifs sont également disponibles dans la publication **Dépenses en immobilisations par type d'actif**, n° 61-223-X au catalogue.

Méthodologie par secteur industriel

Comme dans toute enquête qui couvre plusieurs secteurs industriels, la méthodologie de l'EDI diffère d'un secteur à un autre et devient par conséquent très fastidieuse à expliquer à l'intérieur d'une même section. Voici comment se scinde la méthodologie pour les différents secteurs industriels selon le Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Secteur 11, sous-secteurs 111 et 112 (Industrie de la production animale et agricole) :

- L'enquête est menée par la Division de l'agriculture (DA) qui ajoute les questions d'investissements à certaines de leurs enquêtes auprès des fermiers. Les données sont traitées par la DA et les estimations sont rapatriées dans la publication bi-annuelle. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 11, sous-secteur 114 (Industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage) et secteur 23 (Industrie de la construction):

- Il n'y a pas d'enquête. Les données publiées sont basées sur des indicateurs économiques. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 91, sous-secteur 913 (Administrations locales):

- L'enquête est menée par la Division des institutions publiques (DIP) qui en profite pour demander la distribution des dépenses en investissements par fonction qui servira pour leur propre publication "Finance du secteur public". Les données sont cependant traitées par la DISC et sont habituellement dans le même format que la plupart des données recueillies par la DISC. Pour plus de détails quant à la méthodologie d'échantillonnage, consultez Pandher (1995). Notons que dans le cas du Québec, un arrangement spécial permet d'obtenir les valeurs d'investissements pour la province.

Secteur 21, sous-secteurs 211 (Pétrole brut et gaz naturel) et 212 (Mines) et secteur 91, sous-secteurs 911, 912 et 914 (Gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et autochtones) :

- Un échantillon suivant une méthodologie complètement basée sur un modèle a été préservé. Le traitement est le même que pour le reste de l'échantillon à quelques exceptions près. Pour plus de détails, consultez Lacroix (1991).

Secteur 21, industrie canadienne 213119 (Services reliés aux mines), secteur 55, industrie canadienne 551114 (Bureaux-chefs) et secteur 81 sous-secteur 814 (Ménages privés) :

- Il n'y a pas d'enquête ni aucune estimation pour ces secteurs.

Autres secteurs industriels:

- On utilise la méthodologie décrite dans cette section, en particulier une méthode d'estimation assistée d'un modèle.

Les sections suivantes présentent la méthodologie utilisée pour l'échantillonnage, la vérification de données, la détection de données aberrantes, l'imputation et l'estimation des autres secteurs. L'information concernant la méthodologie des secteurs industriels autres que ceux décrits au dernier point, est disponible dans les documents de référence cités.

Base de sondage

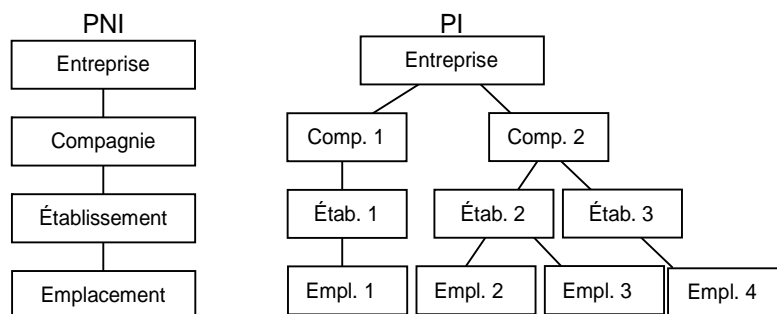
La base de sondage est principalement formée du Registre des entreprises (RE) développé à Statistique Canada. La Division du Registre des entreprises (DRE) est chargée d'en faire l'entretien et la mise à jour. Le registre est utilisé par un grand nombre d'enquêtes qui ne manquent pas de lui retourner de la rétroaction pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises soient incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On retrouve sur le RE les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : Entreprise - Compagnie - Établissement - Emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune avoir plusieurs établissements qui peuvent à leur tour avoir plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible pour chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, on doit pouvoir fournir au RE les salaires et taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Dans le cas des unités formant la portion non-intégrée (PNI) du RE, la structure statistique est linéaire : une entreprise est reliée à une seule compagnie, à un seul établissement et à un seul emplacement. Dans la portion intégrée (PI), la structure peut être linéaire mais est généralement plus complexe. La figure 1 illustre les deux structures.

Figure 1

Structures statistiques



Dans le cadre de l'EDI, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, celle-ci correspondant le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données d'investissements. Pour plus de détails concernant le RE, consultez Cuthill (1996).

Lorsque l'on tire l'échantillon au mois de novembre, on prend une nouvelle « image » du RE. Avec l'avènement de l'enquête unifiée sur les entreprises, le RE a amélioré sa couverture et cette « image » s'en trouve d'autant plus complète et à jour. L'enquête sur les dépenses en immobilisations fait partie de l'enquête unifiée et se sert de cette nouvelle image pour procéder à l'échantillonnage.

Puisque les questionnaires sont envoyés au mois de mars et au mois d'octobre suivants, et étant donné la nature dynamique des entreprises, il est certain que de nouveaux projets se mettront en branle après la sélection originale de l'échantillon. Pour être certain que d'importants investissements ne soient pas « oubliés », on ajoute des unités à l'échantillon, même après le premier envoi postal, lorsque le projet est jugé assez important. Ces « nouveaux projets » comme nous les appelons, sont trouvés grâce à la lecture de journaux, de rapports de compagnie ou encore grâce aux listes de permis de construction. Ils sont échantillonnés avec certitude et nous permettent d'éviter de sous-estimer grossièrement la valeur des investissements des industries où on les retrouve.

Il est à noter que certaines unités qu'on tient à mettre dans l'échantillon, tels que les nouveaux projets, ont une information incomplète. Le revenu, qui est connu pour toutes les unités de la base, peut être inconnu pour ces unités. Comme le revenu est utilisé au cours de différents processus (imputation, estimation, etc.), ces unités sont regroupées afin de les traiter séparément lors du traitement des données.

Regroupement

Avant de procéder à l'échantillonnage, toutes les unités dans le secteur privé qui ne faisaient pas partie des industries minières et manufacturières ont été regroupées selon la méthode suivante. Tous les établissements opérant dans la même province, dans le même secteur industriel codé à six chiffres et sous la même entreprise ont été regroupés en un seul super-établissement. Le revenu du super-établissement est la somme de tous les revenus des établissements qui le composent et le reste de l'information est tiré de la tête du regroupement, soit le bureau-chef si c'est possible ou, sinon, l'établissement avec le plus grand revenu. Pour le secteur public, toutes les unités font partie de l'échantillon.

Une fois le nouvel univers construit avec les nouveaux super-établissements, toutes les unités qui ont un revenu inférieur à une certaine limite sont éliminées de la base à moins qu'elles ne correspondent à des bureaux-chefs ou à des laboratoires, ces unités étant choisies avec certitude. Cette procédure est mise en place pour éviter de « perdre » ces unités qui ne génèrent pratiquement aucun revenu, mais qui pourraient être l'objet d'investissements substantiels.

La limite inférieure déterminant les unités non-observées est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000 \$ à 3 185 000 \$ selon la taille des unités qui composent l'industrie et la province. En gros, la limite est calculée de sorte à exclure au maximum 10 % du revenu total du secteur industriel et provincial de l'échantillonnage. Ceci permet d'alléger le fardeau des répondants de petite taille et répond ainsi aux lignes directrices du bureau. La portion non couverte est estimée en utilisant des données administratives lorsque disponibles (se référer à la section « Estimation » pour plus de détails).

Lorsque tous les regroupements ont été effectués et que les petites unités ont été éliminées, la population observée est prête à être stratifiée.

Échantillonnage

L'échantillonnage se divise selon les trois parties traditionnelles : la stratification, la répartition et la sélection. Celles-ci sont décrites dans le texte qui suit.

Stratification

On a tout d'abord stratifié selon le lieu géographique, la classification industrielle et également en fonction du pays d'origine du contrôle afin de tenir compte de nouveaux besoins. La division géographique se fait selon les 13 provinces et territoires, sans autre raffinement (aucune stratification infra-provinciale). Douze pays d'origine de contrôle ont été considérés dans la stratification cette année : Canada, États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Suède, Italie, Pays-Bas, Chine, Hong Kong et Australie. Les autres pays ont été regroupés. Pour ce qui est de la stratification industrielle, le SCIAN de 2002 est utilisé selon le niveau requis pour les estimations. Si par exemple, pour une certaine industrie, le niveau le plus désagrégé publié correspond au SCIAN à 3 chiffres, ce sera le niveau de stratification. Notons que pour le reste de la section, le SCIAN à 6 chiffres sera abrégé par SCIAN-6, le SCIAN à 5 chiffres par SCIAN-5, etc...

Le tableau explicatif 1 indique, par industrie, quels sont les niveaux de publication possibles les plus désagrégés pour les estimations provinciales et canadiennes.

Tableau explicatif 1
Niveaux de publication les plus désagrégés

Secteur industriel	Code de SCIAN	Niveau de publication SCIAN
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	3
Extraction minière, de pétrole et gaz	21	3 à 6
Services publics	22	4
Fabrication (SCIAN -3 316 et 323)	31-33	3
Commerce de gros	41	3
Commerce de détail	44-45	3
Transport et entreposage	48-49	3
Information et culture	51	3
Finance et assurances	52	3
Services immobiliers, de location et de location à bail	53	4
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	4
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	3
Services d'enseignement	61	4
Soins de santé et assistance sociale	62	3
Arts, spectacles et loisirs	71	3
Hébergement et services de restauration	72	3
Autres services	81	3
Administrations publiques	91	3

Les niveaux de publication provinciaux correspondent aux secteurs industriels à l'exception de l'industrie de la fabrication où on publie au niveau SCIAN-3 pour quatre provinces : Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique.

Répartition

Une fois la stratification initiale mise en place, on calcule le coefficient de variation (CV) (voir « Estimation » pour plus d'information sur les CV) à viser en utilisant la variable revenu de façon à atteindre le CV fixé pour le niveau de publication le plus désagrégé, dans notre cas, par province et différents niveaux industriels SCIAN tel que définis précédemment. Un exemple aide à mieux comprendre la situation.

Supposons qu'on veuille publier des estimations pour le secteur industriel 72 (Hébergement et services de restauration) pour lequel on publie au niveau SCIAN-3 pour le Canada et au niveau de l'industrie complète par province / territoire. On construit alors le tableau 2, où le nombre de provinces a été simplifié à 3 et le nombre de sous-secteurs (SS) SCIAN-3 pour l'industrie au complet est 2 (721 et 722).

Tableau explicatif 2
Croisements de publication pour le secteur 72

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	15 %
SS722	...	...	...	15 %
CV	15 %	15 %	15 %	...

La stratification initiale correspond à chacune des cellules du tableau 2 et les marginales correspondent aux estimations qu'on désire publier. Si on désire, par exemple, publier des estimations avec un CV cible de 15 %, on doit d'abord calculer le CV à viser pour chacune des cellules de telle sorte que les CV des marginales soient respectés.

Avant de pouvoir calculer le CV nécessaire au niveau des cellules pour atteindre le CV fixé au niveau des marginales, on doit d'abord ajuster ces CV marginaux. En effet, on ne peut obtenir des CV de 15 % dans les deux directions, car

lorsque l'on fixe la variance dans une direction pour obtenir le CV visé, on fixe automatiquement la variance (donc le CV) pour l'autre direction et on « subit » le CV résultant. Sachant que les CV des deux directions ne peuvent être simultanément égaux au CV visé (à moins d'un hasard), nous avons choisi de minimiser la distance des CV des marginales au CV cible. On obtient donc, dans une direction, un CV résultant supérieur au CV cible et dans l'autre, un CV inférieur à ce même CV. Ceci est fait en minimisant la distance entre les CV résultants et le CV cible sous la contrainte d'avoir des variances égales dans les deux directions. D'une façon mathématique:

$$\text{Minimiser } (CV^C - CV^A)^2 + (CV^C - CV^B)^2$$

sous la contrainte $V^A = V^B$

où CV^A et CV^B représentent les CV atteignables dans les deux directions, CV^C représente le CV cible et V^A et V^B représentent les variances dans les deux directions.

Appelons le CV résultant le nouveau CV cible. Dans l'exemple précédent, on pourrait se retrouver avec de nouveaux CV cibles comme dans le tableau 3.

Tableau explicatif 3
Nouveau CV cibles (les plus près du CV visé)

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	11 %
SS722	...	...	...	11 %
CV	18 %	18 %	18 %	...

Pour atteindre le nouveau CV cible, on doit calculer ce que devraient être les CV visés pour chacune des strates initiales en utilisant l'algorithme itératif du quotient tel que décrit dans Latouche (1988).

En utilisant à nouveau les lettres A et B pour désigner les deux directions (A la direction géographique et B la direction industrielle par exemple), on recalcule les CV des cellules jusqu'à ce que la combinaison des CV sur une même ligne ou une même colonne soit assez près du CV cible de la marginale correspondante.

$$CV_r^B(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{.j})\hat{Y}_{.j}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

$$CV_r^A(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{i.})\hat{Y}_{i.}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

où :

- r désigne l'itération courante,
- r-1 désigne l'itération précédente,
- i. désigne la marginale dans la direction A,
- .j désigne la marginale dans la direction B,
- ij désigne un croisement des directions A et B et
- Y correspond au total de la variable revenu pour un groupement donné.

L'algorithme s'arrête lorsque le critère de convergence (0,1 %) est rencontré ou après un maximum de 10 itérations. Notons ici que l'algorithme converge très rapidement et on atteint presque à coup sûr le CV visé au niveau des marginales. Le tableau 4 illustre le résultat du procédé itératif.

Tableau explicatif 4
CV des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20 %	23 %	24 %	11 %
SS722	17 %	20 %	21 %	11 %
CV	18 %	18 %	18 %	...

Maintenant que le CV est fixé pour chacune des strates initiales (celles-ci correspondent aux cellules du tableau précédent), on peut les stratifier en deux strates de taille : grande taille où l'échantillonnage se fait avec certitude et petite taille où l'échantillonnage se fait selon une probabilité de sélection permettant d'atteindre le nouveau CV cible. La méthode préconisée pour séparer les cellules en deux est celle d'Hidiroglou (1986) qui a le mérite de minimiser la taille d'échantillon tout en atteignant le CV cible. La technique est simple : on part de l'équation qui donne le CV de la strate initiale

$$CV(\hat{Y})^2 = \frac{(N-t) * (N-n(t))}{(n(t)-t)} \frac{S^2_{(N-t)}}{\hat{Y}^2}$$

- où
- N désigne la taille de la population,
 - n(t) désigne le nombre total d'unités à échantillonner,
 - t désigne le nombre total d'unités dans la strate à tirage complet,
 - S²(N-t) désigne la variance dans la strate à tirage partiel et
 - Y correspond au total de la variable revenu pour la strate.

On peut la réécrire de façon à isoler n(t), le nombre total d'unités à échantillonner en fonction de t, le nombre d'unités échantillonnées avec certitude :

$$n(t) = t + \frac{(N-t)^2 S^2_{(N-t)}}{CV^2 \hat{Y}^2 + (N-t) S^2_{(N-t)}}$$

Il s'agit alors de bien comprendre la fonction pour trouver son point minimum. Celui-ci peut être atteint selon un processus itératif qui calcule, après avoir convergé, les deux paramètres suivants : la borne qui sépare la strate initiale en deux strates finales ainsi que la taille d'échantillon de chacune des strates. On aura t unités dans la strate à tirage complet et n(t) - t unités à tirer dans la strate à tirage partiel. On aura ainsi tiré le nombre minimal d'unités pour atteindre le CV cible fixé.

Il est fort probable qu'on n'obtienne pas exactement le CV cible au niveau des cellules. Le CV atteint est habituellement près, mais peut être jusqu'à 2 % au-dessus du CV cible pour certaines cellules. Ceci a pour effet de changer légèrement les CV visés au niveau des marginales. Le tableau 5 reprend les résultats du tableau 4 après l'application de l'algorithme d'Hidiroglou.

Tableau explicatif 5
CV final des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20.1 %	22.8 %	24.0 %	10.8 %
SS722	17.2 %	21.5 %	20.4 %	11.7 %
CV	18.1 %	18.9 %	17.8 %	...

Lorsque cette étape est complétée, on peut alors procéder à la sélection proprement dite de l'échantillon.

Sélection

Pour les strates à tirage partiel, la sélection se fait selon un processus aléatoire simple sous les contraintes d'un chevauchement minimum avec l'échantillon de l'enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) (Pour plus de détails sur cette enquête, se référer à Simard et al. (2001)), d'une fraction de sondage minimale de 1 % et d'un minimum de 3 unités échantillonnées par strate. Dans les strates à tirage complet, toutes les unités sont échantillonnées avec certitude.

Vérification des données

Une fois l'échantillon tiré, un questionnaire est envoyé par la poste invitant le répondant à le retourner dûment rempli. Les unités n'ayant pas répondu font l'objet d'un suivi postal et téléphonique pour s'assurer d'obtenir leurs investissements. Un effort spécial est fait pour les unités faisant partie de strates à tirage complet.

Une fois les données saisies, certaines vérifications sont faites pour chaque établissement. Entre autres, plusieurs règles de cohérence sont en place permettant de s'assurer que si certains champs sont codés, tous ceux qui y sont reliés sont également codés. On peut par exemple, vérifier que la somme des parties égale le tout, que certaines cellules sont bien remplies, etc...

Certaines vérifications ont trait directement aux données d'investissement. Par exemple, si des données historiques sont disponibles, certaines règles de tolérance sont appliquées.

Lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible, tous les répondants présentant des investissements de 10 000 000 \$ et plus font l'objet de vérifications approfondies. Notons que ces règles sont sujettes à changements.

Finalement, un grand nombre de règles de vérification de nature qualitative (et non quantitative) sont aussi en place. Pour plus de détails sur les règles de vérification, consulter Corneau (1995).

Détection de données aberrantes

La détection peut se faire à quatre niveaux. On commence la détection au niveau le plus désagrégé. S'il n'y a pas au moins 25 unités à ce niveau, on passe au niveau suivant. Dans la définition de ces niveaux, jusqu'à trois variables peuvent être impliquées : le niveau industriel, la taille et la région géographique.

En ce qui a trait à la taille, il y a trois catégories : la strate à tirage complet avec revenu connu, la strate à tirage complet avec revenu inconnu et la strate à tirage partiel.

Quant à la région géographique, l'unité se retrouve soit dans les grosses provinces (Qc, Ont., Alb. et C.-B.), dans les provinces moyennes (N.-É., N.-B., Man. et Sask.) ou dans les petites provinces (I.-P.-É., Yn, T.N.-O., Nt et T.-N.-L.).

Les quatre niveaux de détection sont :

Niveau 1 : SCIAN-3 * Taille * Qc, Ont., Alb., C.-B., petites et moyennes provinces (séparées)

Niveau 2 :	SCIAN-3 * Taille * grosses provinces et petites et moyennes provinces (ensemble)
Niveau 3 :	SCIAN-3 * Taille * Canada
Niveau 4 :	[Secteur * Canada

Lorsque dans une industrie, on publie au niveau du secteur, on commence la détection au niveau le plus agrégé, soit le niveau 4.

De plus, la détection des valeurs aberrantes se fait avant et après imputation. La détection suite à l'imputation se fait avec les données imputées et permet ainsi de détecter les données imputées aberrantes.

La méthode d'Hidiroglou-Berthelot (1986) est utilisée pour les détecter. L'établissement "i" est considéré aberrant si une des deux relations est vérifiée:

$$Y_i < M - C \cdot DQ_1$$

$$Y_i > M + C \cdot DQ_3$$

où

$$DQ_1 = \text{Max}(M - Q_1, |A \cdot M|),$$

$$DQ_3 = \text{Max}(Q_3 - M, |A \cdot M|),$$

M est la médiane (c'est à dire le point où exactement 50 % des établissements se trouvent de part et d'autres),

Q₁ est le premier quartile (25 % des établissements sont plus petits et 75 % sont plus grands),

Q₃ est le troisième quartile (75 % des établissements sont plus petits et 25 % sont plus grands),

A et C prennent respectivement les valeurs : 0,5 et 20.

La détection des données aberrantes est effectuée pour les ratios suivants : CC sur le revenu et CM sur le revenu. Si un établissement est trouvé aberrant pour un de ces ratios, alors il est automatiquement considéré aberrant pour les deux variables d'investissements, CC et CM. Dans le cas de l'ER, la même procédure est répétée pour les variables RC et RM en plus des variables CC et CM.

Imputation

Les enregistrements trouvés aberrants ne sont pas imputés puisque les règles de cohérence ont déjà été appliquées et que l'on considère valide l'investissement déclaré par le répondant. On ne fait qu'exclure ces enregistrements du calcul de moyenne lors de l'imputation des non-répondants. De plus, si certains des établissements trouvés aberrants font partie de strates à tirage partiel, alors ils sont promus dans la strate à tirage complet avec revenu connu et la probabilité de sélection des unités résiduelles est recalculée.

Pour les enregistrements à imputer, trois méthodes d'imputation sont utilisées pour procéder à l'évaluation des données manquantes. Il n'existe pas d'imputation partielle : les deux variables d'intérêts, CC et CM (on ajoute RC et RM dans le cas de l'ER) sont disponibles ou manquantes pour chacun des établissements. Les trois méthodes permettent donc d'imputer parallèlement toutes les variables. La première méthode est tout simplement la substitution par valeur historique. Pour les enquêtes suivantes, on utilise la valeur historique, en autant que celle-ci couvre la même année de référence :

$$Y_{its} = Y_{it(s-1)}$$

où t correspond à l'année de référence, s correspond à l'enquête courante, s-1 à l'enquête la plus récente pour laquelle des données ont été rapportées et y est la variable d'intérêt.

Dans le cas de l'enquête sur les perspectives (EP), comme il s'agit de la première enquête pour une année de référence et donc qu'aucune donnée historique n'est disponible pour cette même année, on utilisera l'information historique de l'année précédente :

$$Y_{its} = Y_{i(t-1)(s-1)}$$

Où t-1 correspond à l'année de référence précédente.

Notons que cette dernière imputation est aussi utilisée pour les variables RC et RM puisque celles-ci sont requises seulement pour l'enquête sur les données réelles et donc, aucune valeur historique n'est disponible pour la même année de référence.

La deuxième méthode est utilisée lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible pour une unité. Dans ce cas, on impute en utilisant la méthode du quotient des valeurs courantes :

$$y_{it} = \frac{\bar{y}_t}{\bar{x}_t} x_{it}$$

où x correspond au revenu.

La troisième méthode est utilisée pour les unités sans valeur historique et dont le revenu n'est pas connu. Dans ce cas, on utilise l'imputation par la moyenne des valeurs courantes :

$$y_{it} = \bar{y}_t$$

Un facteur important lors du calcul de la valeur imputée est le niveau auquel se fait l'imputation. En effet, l'imputation a lieu si le groupe d'imputation comprend au moins 10 établissements dont le questionnaire est complet et que ceux-ci représentent au moins 25 % des unités du groupe.

Groupes d'imputation

Le groupe d'imputation initial correspond à la strate utilisée pour l'échantillonnage une fois mise à jour avec les nouvelles données recueillies. Si l'une ou l'autre des contraintes précédentes (10 unités, 25 % des unités) n'est pas satisfaite, on passe à un groupe d'imputation plus agrégé se situant dans le même groupe industriel et dans le même groupe de taille mais où toutes les provinces sont combinées. Comme dans la détection des valeurs aberrantes, les tailles possibles sont strate à tirage complet avec revenu connu, strate à tirage complet avec revenu inconnu et strate à tirage partiel.

Si encore une fois les contraintes ne sont pas satisfaites, on regroupe les industries. On combine par exemple tous les SCIAN-6 d'un même SCIAN-5. On demeure au niveau canadien et à l'intérieur du même groupe de taille. Le niveau le plus agrégé qu'on peut atteindre correspond aux groupements de tous les SCIAN-3 d'un même secteur, au niveau canadien, pour un groupe de taille où au dernier niveau les tailles strate à tirage complet « avec revenu connu » et « inconnu » sont regroupées. Deux exemples permettront de mieux comprendre.

Si un établissement de l'industrie minière canadienne 212114 en Ontario faisant partie du groupe à tirage partiel est à imputer, on a la séquence suivante:

212114 - Ontario - strate à tirage partiel

212114 - Canada - strate à tirage partiel

21211 - Canada - strate à tirage partiel

2121 - Canada - strate à tirage partiel

212 - Canada - strate à tirage partiel

21 - Secteur de l'extraction minière, de pétrole et gaz - Canada - strate à tirage partiel

Si un établissement du secteur 55 (Gestion de sociétés et d'entreprises) au Québec faisant partie du groupe à tirage complet avec revenu inconnu est à imputer, on a la séquence suivante :

Secteur 55-Québec - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu connu et inconnu)

Notons aussi qu'un enregistrement imputé à un niveau désagrégé peut servir dans le calcul des moyennes lors de l'imputation d'un autre enregistrement à un niveau plus agrégé. Par exemple, si on réussit à imputer tous les enregistrements de l'Alberta au premier niveau d'imputation et qu'on doit passer au niveau suivant pour les enregistrements du Nouveau-Brunswick, ceux-ci seront imputés au niveau canadien et les enregistrements imputés de l'Alberta seront utilisés dans le calcul des moyennes au niveau canadien.

Une fois les valeurs manquantes des établissements imputées, on peut passer à l'étape d'estimation.

Estimation

L'estimation se fait par la méthode du quotient avec le revenu comme variable de contrôle. Cette méthode assure que le poids final multiplié par le revenu de chaque unité de l'échantillon, respectera le total connu de la variable revenu pour la population complète du groupe. Les groupes utilisés correspondent cette fois-ci au plus bas niveau industriel publié, à l'intérieur d'un même groupe de taille, au niveau canadien. La différence avec la strate originale est le groupement au niveau canadien. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Pour un établissement dont la strate correspond au SCIAN-3 323 du secteur de la fabrication dans la Nouvelle-Écosse pour le groupe de strate à tirage partiel, on utilise le groupe d'estimation

323 - Canada - strate à tirage partiel

Lors de l'enquête, il est possible qu'un établissement soit reclassifié dans une nouvelle industrie ou dans une nouvelle province. On utilise cette nouvelle classification pour définir les domaines de publication et c'est cette classification qui déterminera où les investissements seront présents dans les tableaux finaux. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Si un établissement, échantillonné au Québec selon le SCIAN-3 411, est retrouvé en Ontario selon le SCIAN-3 444, il aura les caractéristiques suivantes :

strate : 411 - Québec

groupe pour calcul de données aberrantes : 444 - Ontario

groupe d'imputation initial : 444 - Ontario

groupe d'estimation : 411 - Canada

domaine de publication : 444 - Ontario

Voici la formule de l'estimateur par le quotient utilisé

$$\hat{Y}_d = \sum_h \sum_{i \in s_h} w_i y_i(d)$$

où pour chaque unité i d'un groupe g ,

$$w_i = D_i \times G_i, D_i = \frac{Nh}{nh}, G_i = \frac{\sum_{j \in P_g} x_j}{\sum_{j \in s_g} \frac{x_j}{p_j}} \text{ et } y_i(d) = \begin{cases} y_i & \text{si } i \in d \\ 0 & \text{si non} \end{cases}$$

où :

- x est la variable auxiliaire (le revenu),
- h désigne la strate,
- g désigne le groupe d'estimation,
- d désigne le domaine de publication,
- n désigne la taille échantillonnale,
- N désigne la taille de la population,
- s désigne l'échantillon,
- P désigne la population,
- w désigne le poids final,
- D désigne le poids de sondage,
- G désigne le poids de contrôle ("G-weight")
- y est la variable d'intérêt (l'investissement) et
- p désigne la probabilité de sélection.

Notons que le calcul du poids-G est de telle sorte que le poids final w_i est borné inférieurement à 1. Ainsi on évite que pour des raisons mathématiques les valeurs de certains répondants valent moins que les valeurs rapportées une fois pondérées.

Estimation de la variance et calcul de CV

La variance est estimée à l'aide de la formule de linéarisation de Taylor dans le cas de l'estimateur par le quotient. Celle-ci est disponible dans Estevao (1991). En suivant la même notation que précédemment :

$$\hat{V}(\hat{Y}(d)) = \sum_h \frac{N_h - n_h}{n_h - 1} \frac{n_h}{N_h} \sum_{i \in \mathcal{S}_h} (u_{hi} - \bar{u}_h)^2$$

$$\text{où } u_{hi} = \frac{N_h}{n_h} G_i \left(y_i(d) - x_i * \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} y_i / p_i}{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} x_i / p_i} \right)$$

$$\text{et } \bar{u}_h = \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_h} u_{hi}}{n_h}$$

Le coefficient de variation (CV) est calculé à l'aide du quotient:

$$CV(\hat{Y}(d)) = \frac{\sqrt{\hat{V}(\hat{Y}(d))}}{\hat{Y}(d)}$$

Ajustement de l'estimation pour la portion non observée

Lorsque disponibles, on se sert de données administratives pour la portion non observée par l'enquête.

Pour l'enquête sur les données réelles, les données administratives des trois années précédentes sont utilisées afin de construire un modèle qui sert à dériver les dépenses en immobilisations.

Pour les enquêtes sur les perspectives et les données réelles provisoires, aucune donnée administrative ne couvre les périodes de référence de ces enquêtes. La portion non enquêtée est alors estimée en utilisant la tendance de la portion enquêtée entre les données réelles et les perspectives et données provisoires qu'on applique à l'estimation de la portion non observée calculée pour l'enquête sur les données réelles.

L'estimation de la portion non observée contribue en moyenne à 2 % de l'estimation totale.

Indicateur de qualité

Lors de la publication des estimations, une échelle permet de distinguer entre les différentes qualités de précision. Celle-ci combine l'effet dû à l'échantillonnage (puisque'on n'a pas effectué de recensement) et le taux d'imputation (chaque imputation (autre qu'historique) ajoute à l'incertitude des résultats). L'échelle est reproduite au tableau 6.

Tableau explicatif 6
Interprétation de la cote de qualité

CV	Taux d'imputation			
	0 % à 10 %	10 % à 33 %	33 % à 60 %	60 % et plus
0 % à 5 %	A	B	C	F
5 % à 10 %	B	C	D	F
10 % à 15 %	C	D	E	F
15 % à 25 %	D	E	F	F
25 % à 50 %	E	F	F	F
50 % et plus	F	F	F	F

Note(s) : AExcellent;BTrès bon;CBon;DAcceptable;EÀ utiliser avec prudence; F Trop peu fiable pour être publié.

À cause de considérations techniques, la côte de qualité ne sera pas disponible pour cette publication.

Confidentialité

Certaines règles de confidentialité sont évidemment utilisées pour supprimer toute information qui pourrait mener à la divulgation des données fournies par un répondant. Ces règles permettent à Statistique Canada de respecter son mandat de non-divulgation d'information fournie par les répondants. Les règles elles-mêmes sont confidentielles et ne sont pas disponibles pour consultation.

Erreur d'échantillonnage et non due à l'échantillonnage

La différence entre l'estimation produite à partir de données échantillonnées et de données recensées est appelée erreur d'échantillonnage. Cette différence varie plus ou moins selon la taille de l'échantillon, la variabilité des dépenses, le plan de sondage et la méthode d'estimation. En général, un échantillon plus grand produit une erreur d'échantillonnage plus petite. Si la population est très hétérogène, une taille d'échantillon plus grande est requise pour produire une estimation fiable. L'erreur d'échantillonnage est mesurée par une quantité appelée écart-type. Cette quantité mesure la variabilité anticipée de l'estimation produite si on fait un échantillonnage répété des dépenses. La vraie valeur de l'écart-type est inconnue mais peut être estimée à partir de l'échantillon.

Une deuxième mesure de précision est le coefficient de variation (CV). Ce coefficient est simplement l'écart-type exprimé en pourcentage de la valeur de l'estimation. Il donne donc une mesure de précision relative et comparable entre différentes industries ou provinces. Notons qu'un plus petit CV indique une plus grande fiabilité de l'estimation. (Voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Mesures de la qualité »).

En plus de l'erreur d'échantillonnage, il existe des erreurs non dues à l'échantillonnage sur lesquelles on tente de conserver un contrôle des plus stricts. Néanmoins, celles-ci existent toujours et ne sont pas comptabilisées lorsque l'on calcule le coefficient de variation et ne sont pas incluses dans cette mesure de précision. Certaines mesures telles que les taux de réponses, de couverture et d'imputation peuvent être utilisées comme indicateurs du niveau potentiel des erreurs non liées à l'échantillonnage.

Utilisateurs et utilisations

À Statistique Canada, les données recueillies lors des enquêtes sur les dépenses en immobilisations sont utilisées dans le Système de comptabilité nationale pour appuyer les projections de formation brute de capital fixe par les gouvernements et les entreprises. Pour sa part, la Section de la richesse nationale et des stocks de capital de la Division de l'investissement et du stock de capital emploie la série sur les investissements pour estimer le stock de capital brut et net ainsi que l'amortissement pour dépréciation. Ces estimations de stock de capital sont ensuite utilisées dans les estimations de productivité. D'autres divisions de Statistique Canada emploient la série des investissements pour produire diverses statistiques.

Dans le secteur public, l'ensemble des données sur les investissements sont utilisées par le ministère des Finances dans l'élaboration de la politique fiscale et dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces. La Banque du Canada se sert de la série des dépenses en immobilisations dans la formulation de sa politique monétaire tandis qu'Industrie Canada en fait usage pour élaborer sa politique industrielle régionale. Les ministères et organismes chargés des statistiques provinciales et territoriales emploient aussi les données dans l'exécution de leur mandat.

Dans le secteur privé, l'ensemble des données sur les investissements permettent à des établissements comme les banques à charte et les sociétés d'experts-conseils d'établir des prévisions économiques. Les données sur les dépenses en immobilisations servent aussi à analyser la demande sur le marché, tandis que les perspectives d'investissements peuvent servir à prévoir la demande portant sur la main-d'oeuvre et les matériaux. Au moyen de tabulations spéciales, les fournisseurs de matériel et d'outillage peuvent connaître les parts de marché en évaluant les dépenses en immobilisations consacrées aux différents types de matériel et d'outillage dans chaque secteur.

Chronologie de la série des dépenses en immobilisations

En 1941, le Bureau fédéral de la statistique donne le coup d'envoi à la première véritable série sur les dépenses en immobilisations en recueillant, entre autres, des données sur les dépenses en immobilisations provenant de certains secteurs. Les premières perspectives d'investissements sont publiées à l'automne 1946 sous le titre **Dépenses d'immobilisation, de réparation et d'entretien des entreprises commerciales au Canada : perspectives 1946**.

En 1947, le champ de la série des dépenses en immobilisations s'élargit avec l'inclusion des biens d'investissement imputés aux dépenses d'exploitation. Cette nouveauté accroît la précision des données en permettant l'estimation des biens qui comptent dans le stock de capital du pays sans être immobilisés par les entreprises répondantes.

Depuis 1946, la portée de l'enquête sur les dépenses en immobilisations s'est accrue pour englober de nouvelles branches de l'économie. Les dépenses en immobilisations des sous-industries minières et manufacturières sont publiées dans **Statistique des investissements - Bulletin de service** (n° 61-007-X au catalogue) depuis 1975; pour les données sur l'énergie, la première parution remonte à 1976. Les données sur l'énergie publiées dans le numéro 2 du volume 2 de **Statistique des investissements - Bulletin de service** portaient sur l'année en cours et présentaient des estimations remontant à 1955.

En 1978 paraît le premier numéro de **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue), avec des estimations pour 1976 et 1977.

Le Quotidien (n° 11-001-X au catalogue), en 1980, remplace le *Bulletin de service* à titre de principal organe de diffusion des données sur les dépenses en immobilisations des secteurs des mines et de l'énergie. Les dépenses du secteur minier paraissent dans cette publication de 1980 à 1982.

Les données sur l'énergie sont greffées à **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue) en 1981. La publication des données portant sur les sous-industries manufacturières connaît un nouveau tournant en 1982 avec la parution de la série historique portant sur les années 1960 à 1967, pour 20 grands groupes et sous-industries, dans **Statistique des investissements - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-518-X au catalogue).

La définition de **dépenses en immobilisations**, en rapport avec l'exploration et la mise en valeur dans le secteur minier, est élargie en 1982 pour comprendre les frais de travaux physiques et de levés exécutés sur le terrain ainsi que les frais connexes tels que les frais de location à bail, les frais généraux et les frais d'administration passés en charges. **Statistique des investissements - Dépenses d'exploration, de mise en valeur, d'immobilisations et de réparations par les compagnies minières et d'exploration** (n° 61-216-X au catalogue), paraît pour la première fois en 1983.

En 1986, l'enquête sur les données réelles de 1985 s'élargit pour comprendre des renseignements détaillés sur les biens nouveaux, les biens usagés, les rénovations et les réfections des constructions, du matériel et de l'outillage. Cette nouvelle formule vise aussi d'autres objets, notamment les motifs d'aliénation, de vente ou de réduction des immobilisations, l'âge des biens, la durée de vie des biens, les motifs des dépenses et la valeur comptable brute. De plus, le matériel ou l'outillage non militaires sont maintenant imputés au ministère de la Défense.

La portée de la publication n° 61-216-X au catalogue commence en 1987 à englober des données détaillées provenant des secteurs du pétrole et du gaz naturel (remontant à 1985) ainsi que de l'énergie, qui étaient auparavant comprises dans la publication n° 61-214-X au catalogue.

Conformément aux exigences de la comptabilité nationale en matière de dépenses en immobilisations et à la tendance en faveur d'une simplification des opérations, Statistique Canada cesse en 1990 de recueillir et de publier des données sur les compagnies d'exploration non productrices. Ces données sont maintenant recensées par Ressources naturelles Canada.

En 1993, l'enquête adopta la Classification type des industries de 1980 et fusionna les publications nos 61-214-X et 61-216-X au catalogue dans **Investissements privés et publics au Canada**, (nos 61-205-X et 61-205-X au catalogue).

Les derniers changements commencent avec l'enquête les Perspectives révisées pour 1995 dont l'échantillon aléatoire fut presque entièrement sélectionné de la Base de données du registre central de la Division du Registre des entreprises.

En 1999, d'importants changements ont été apportés à l'enquête, et les données chronologiques ont été recalculées sur la même base depuis 1991, dans un souci de continuité. Il faut savoir que les données ont été recueillies et totalisées en fonction du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), ce qui accroît la comparabilité internationale des données économiques et présente des différences marquées par rapport à la Classification type des industries (CTI 1980) utilisée auparavant. De même, les données ont été établies en fonction de l'année civile et sont conformes au concept du Système de comptabilité nationale pour le capital.

Les données antérieures à 1956 existent sur papier seulement, mais les données historiques ultérieures peuvent être obtenues sur CANSIM ou à la Division de l'investissement et du stock de capital de Statistique Canada.

Depuis 2002, tous les chiffres du communiqué reflètent les changements apportés récemment à la série sur les machines et le matériel pour inclure dans les immobilisations toutes les dépenses en logiciels. Ce changement au concept utilisé pour les immobilisations est requis par le Système de comptabilité nationale.

Deux importantes améliorations ont été apportées aux données depuis 2003 dans le numéro d'**Investissements privés et publics au Canada**. Des estimations sont maintenant incluses pour tenir compte des éléments du capital imputés aux dépenses d'exploitation (ECIDE) et des estimations sont fournies, fondées sur des données administratives, des dépenses en immobilisations effectuées par les entreprises qui se situent au-dessous des actuels seuils d'inclusion dans l'enquête.

Mesures de la qualité

Tableau explicatif 1
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles en 2010

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	92,7	1,6	5,7	62 261,0	0,9
Services publics	22	54,7	42,6	2,7	23 135,7	1,2
Fabrication	31-33	47,1	22,0	30,9	15 643,3	3,2
Commerce de gros	41	32,4	27,1	40,5	5 324,8	3,9
Commerce de détail	44-45	31,4	29,8	38,8	8 301,5	6,8
Transport et entreposage	48-49	75,4	15,4	9,3	16 130,4	1,2
Industries de l'information et culturelle	51	83,5	8,3	8,2	9 886,2	1,0
Finance et assurances	52	58,3	31,0	10,7	13 152,2	7,8
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	48,4	27,1	24,5	13 567,1	5,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	26,9	16,3	56,7	3 604,5	5,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	46,6	20,4	33,0	227,6	8,4
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	28,5	16,0	55,4	1 799,0	4,8
Services d'enseignement	61	89,1	8,7	2,2	10 258,8	0,4
Soins de santé et assistance sociale	62	71,7	19,5	8,8	10 098,8	1,1
Arts, spectacles et loisirs	71	40,1	28,5	31,5	1 664,3	5,1
Hébergement et services de restauration	72	39,9	10,2	49,9	3 320,9	7,1
Autres services, sauf les administrations publiques	81	22,9	6,4	70,6	2 124,8	5,3
Administrations publiques	91	68,5	21,1	10,3	40 381,6	0,6
Enquêtées		-	-	-	240 882,3	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	5 635	-
Construction	23	-	-	-	5 961	-
Logement		-	-	-	94 398	-
Non enquêtées		-	-	-	105 994	-
Grand total					346 876,6	0,9

Tableau explicatif 2
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles provisoires 2011

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	72,0	26,8	1,2	73 814,4	0,2
Services publics	22	70,0	26,8	3,1	24 138,5	0,9
Fabrication	31-33	39,9	25,7	34,4	19 012,3	2,7
Commerce de gros	41	23,2	30,3	46,5	6 264,3	2,8
Commerce de détail	44-45	19,2	26,1	54,7	8 898,9	5,4
Transport et entreposage	48-49	56,8	29,3	13,8	18 880,9	3,3
Industries de l'information et culturelle	51	22,5	66,7	10,7	9 037,7	2,9
Finance et assurances	52	69,6	21,6	8,8	13 470,0	1,1
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	32,4	34,2	33,4	14 389,6	8,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	25,1	15,4	59,5	4 567,2	12,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	17,5	39,3	43,2	279,7	39,4
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	13,5	25,4	61,1	3 101,9	7,5
Services d'enseignement	61	68,2	30,1	1,7	9 688,6	0,1
Soins de santé et assistance sociale	62	33,4	52,9	13,7	9 636,1	2,0
Arts, spectacles et loisirs	71	46,5	38,3	15,2	2 257,0	2,2
Hébergement et services de restauration	72	12,2	27,6	60,2	3 341,3	19,5
Autres services, sauf les administrations publiques	81	22,0	15,0	62,9	2 401,2	2,7
Administrations publiques	91	63,8	30,5	5,7	39 635,5	0,2
Enquêtées		-	-	-	262 815,1	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	5 219	-
Construction	23	-	-	-	5 789	-
Logement		-	-	-	97 158	-
Non enquêtées		-	-	-	108 166	-
Grand total					370 981,9	1,0

Tableau explicatif 3
Couverture de l'enquête sur les perspectives 2012

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	70,9	27,6	1,5	86 898,6	0,3
Services publics	22	76,7	21,4	2,0	27 653,3	0,7
Fabrication	31-33	37,0	26,2	36,8	20 265,6	2,3
Commerce de gros	41	27,7	31,9	40,3	6 650,1	3,0
Commerce de détail	44-45	31,6	22,8	45,6	9 160,3	3,4
Transport et entreposage	48-49	64,8	25,3	9,9	22 934,9	1,0
Industries de l'information et culturelle	51	22,0	67,3	10,7	9 062,0	1,7
Finance et assurances	52	68,7	21,8	9,5	11 558,3	1,1
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	26,1	44,3	29,6	12 780,4	8,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	2,7	16,4	80,9	4 632,1	11,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	21,6	39,1	39,3	226,3	37,5
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	23,7	28,3	47,9	3 135,0	4,1
Services d'enseignement	61	72,8	24,5	2,7	9 003,3	0,2
Soins de santé et assistance sociale	62	59,2	32,0	8,8	9 599,5	1,0
Arts, spectacles et loisirs	71	47,8	38,2	14,0	2 382,0	1,8
Hébergement et services de restauration	72	14,1	38,9	47,0	3 059,0	10,1
Autres services, sauf les administrations publiques	81	24,6	17,4	58,0	2 207,2	6,0
Administrations publiques	91	58,5	35,1	6,4	41 126,1	0,5
Enquêtées		-	-	-	282 334,0	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	5 210	-
Construction	23	-	-	-	6 060	-
Logement		-	-	-	100 509	-
Non enquêtées		-	-	-	111 778	-
Grand total					394 112,2	1,0

Appendice I

Glossaire

CC	Capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction
CM	Capitaux immobilisés pour du nouveau matériel et du nouvel outillage
CTI	Classification type des industries
CV	Coefficient de variation
DA	Division de l'agriculture
DIP	Division des institutions publiques
DISC	Division de l'investissement et du stock de capital
DRE	Division du Registre des entreprises
EDI	Enquête sur les dépenses en immobilisations
EP	Enquête sur les perspectives
ER	Enquête sur les données réelles
ERP	Enquête sur les données réelles provisoires
PI	Portion intégrée
PNI	Portion non intégrée
RC	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction
RE	Registre des entreprises
RM	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée au matériel et à l'outillage
SCIAN	Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord
SS	Sous-secteur

Coefficient de variation (c.v). Il est rattaché à chacune des variables et est inclus dans le but d'aider les utilisateurs à juger de la qualité des estimations. En utilisant l'estimation et l'écart type (dérivés du coefficient de variation), il est possible de construire un intervalle de confiance pour cerner la valeur inconnue qu'un recensement aurait produite. Par exemple, dans un cas où l'estimation du nombre de salariés est 1 000 et le coefficient de variation est 2.0 %, l'écart type est de 20 (2 % de 1 000); nous pouvons dire que 95 fois sur 100 un recensement aurait produit une valeur entre 960 et 1 040 (deux fois l'écart type en dessous et au-dessus de l'estimation).

Les utilisateurs devraient être prudents lorsque l'écart type est élevé ou lorsque le coefficient de variation varie beaucoup d'une enquête à l'autre. C'est la principale indication que l'échantillon est instable et que les variations annuelles des estimations doivent être interprétées avec réserve.

Lettre et signification	Coefficient de variation
A Excellent	0 % à 5 %
B Très bon	5 % à 10 %
C Bon	10 % à 15 %
D Acceptable	15 % à 25 %
E à utiliser avec prudence	25 % à 50 %
F trop peu fiable pour être publié	50 % et plus

Activités d'amont. Les dépenses liées aux activités d'amont comprennent les coûts associés à la mise en valeur, à la production, à l'extraction et à la récupération de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de gaz naturel et de soufre, ainsi qu'à la production de pétrole synthétique.

Activités d'aval. Opérations pétrochimiques et raffinage, mise en marché et transport des produits pétrochimiques.

Cas aberrant. Établissement ayant déclaré des dépenses qui jurent dans l'ensemble de la cellule (strate provinciale de la classe du SCIAN) à laquelle il appartient. Les établissements déclarés aberrants ne sont représentatifs d'aucun autre établissement de la cellule ou du secteur et n'entrent donc pas dans le calcul des estimations.

Dépenses d'administration et frais généraux à la mine. Dépenses visant, par exemple, la location de bureaux et les frais auxiliaires connexes, les frais de secrétariat, les frais divers de transport et de logement, les fournitures et équipements généraux, les dépenses liées aux véhicules (entretien et réparation), l'entreposage, les communications par radio et télévision, les cuisiniers, les gardiens, les concierges et la surveillance générale.

Dépenses d'exploration de nature générale. Dépenses consacrées à toutes les activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation des gisements miniers d'une propriété lorsqu'il n'y a aucune production en cours. Comprend les dépenses consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Dépenses du siège social. Fraction des dépenses totales du siège social attribuable aux travaux d'exploration ou d'exploitation dans la province en cause. Comprend la rémunération et les avantages sociaux des travailleurs, les frais généraux de bureau, les honoraires d'avocat et tous les autres frais non déclarés comme dépenses liées aux terrains, comme frais de location à bail et dépenses foncières ou comme frais d'administration.

Dépenses en travaux de géologie et de géophysique. Frais liés aux équipes sismiques mises sur pied par l'entreprise ou par un sous-traitant. Comprend les dépenses liées au campement, au terrassement, au déblaiement, aux équipes volantes, à la sismographie, aux sismo-sondages, à la gravimétrie, à la magnétométrie, au carottage, au traitement numérique photogéologique, au rejeu (playback) magnétique, aux contributions des fonds de puits, aux études de répercussions environnementales et aux autres activités similaires précédant l'exploration. Toutes les dépenses de travaux de sismographie, de géologie ou de géophysique rentrent dans cette catégorie, qu'elles soient considérées par la compagnie comme des dépenses d'exploration ou d'exploitation.

Dépenses liées aux terrains. Dépenses d'exploration aérienne et souterraine ou d'exploration en surface, notamment les frais liés au jalonnement, aux levés aériens, à l'évaluation et au forage au diamant ainsi qu'aux travaux de géologie, de géophysique et de géochimie, aux tranchées, aux autres travaux de surface, aux puits d'exploration et aux autres travaux d'exploration souterraine.

Exploration à l'emplacement de la mine. Ensemble des activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation d'un gisement minier supplémentaire (mine distincte) sur une propriété en cours de production ou destinée à la production. Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain (remontées, ventilation), les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Pour les travaux de mise en valeur comme pour l'exploration à l'emplacement de la mine, les dépenses liées aux terrains qui sont présentées sont celles qui sont uniquement attribuables aux travaux physiques et aux levés. Les autres dépenses connexes liées aux terrains, comme les frais d'administration, les frais généraux et les loyers imputés, peuvent être dérivées par élimination.

Forage d'exploitation ou forage de développement. Les dépenses en forage d'exploitation sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage dans un secteur reconnu comme contenant des gisements de pétrole ou de gaz, jusqu'à la profondeur d'un horizon stratigraphique reconnu comme pouvant permettre l'extraction des réserves de pétrole ou de gaz. Le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice sont aussi inclus. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Forage d'exploration. Les dépenses en forage d'exploration sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage hors d'un secteur reconnu, ou à l'intérieur d'un secteur reconnu mais à un horizon n'ayant pas encore fait l'objet d'un essai, afin de vérifier la présence de gisements de pétrole ou de

gaz plutôt que pour exploiter des réserves reconnues découvertes lors de forages antérieurs. Cela inclus le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Frais de location à bail et autres dépenses foncières. Frais de jalonnement et d'enregistrement, loyers et frais de demande et de renouvellement de licence et de bail, coût des permis, frais juridiques liés aux terrains ou aux titres, coût des travaux d'évaluation et frais liés aux obligations environnementales.

Immobilisations assistées par ordinateur. Appareils pouvant être programmés pour des fonctions très diverses et aptes, jusqu'à un certain point, à régler leurs actions sur des changements se produisant dans leur environnement physique. Cela comprend les robots, les machines-outils à commande numérique et les machines informatisées individuelles.

Installations connexes. Équipements d'automobile, d'avion, de communication, d'entrepôt, de quai, de bureau et autres non déclarés ailleurs.

Installations de production. Puits corporels et équipement loué, notamment le tubage, la colonne de production, les têtes de puits, les pompes, les conduites d'écoulement, les réseaux de collecte du pétrole et du gaz, les séparateurs, les purificateurs, les déshydrateurs et les batteries de citerne louées et centralisées. Comprend aussi les pipelines de collecte, les batteries et les installations connexes utilisées avant la livraison aux terminaux des pipelines principaux, et d'autres installations de production. Les frais liés aux installations de production comprennent aussi les coûts associés aux biens incorporels, tels que les coûts d'études de pré-production et les dépenses considérées comme préalables à la mise en valeur.

Mise en valeur à l'emplacement de la mine. Ensemble des travaux effectués pour délimiter et découper un gisement de minerai, pour aménager un accès et pour le préparer à la production sur une propriété en cours de production ou destinée à la production (forage et excavations destinées à accroître le gisement reconnu d'une mine en production). Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social. Les dépenses pour travaux physiques sont les frais liés au décapage, au coupage de lignes, aux puits, aux travers bancs, aux galeries, aux rampes, au forage au diamant et à divers services comme les remontées et la ventilation.

Ouvrages. Les frais liés aux ouvrages comprennent les dépenses visant la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface ainsi que des ouvrages souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Cela comprend la construction de bâtiments et les travaux de génie tels que la construction de routes, les systèmes d'élimination et les constructions maritimes. Les frais immobilisés tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce poste. Le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont exclus.

Projets de récupération assistée. Les dépenses consacrées aux projets de récupération assistée comprennent uniquement les frais liés à des installations faisant partie de projets tertiaires et faisant appel à l'injection de vapeur et à l'injection de fluides miscibles. Comprend les coûts du forage et de l'équipement des puits d'injection et des puits de service.

Propriété en cours de production ou destinée à la production. Propriété répondant essentiellement aux critères suivants : i) l'entreprise a effectué une étude de faisabilité et a décidé officiellement d'entreprendre la production; ii) l'entreprise dispose des fonds nécessaires ou a pris des arrangements à cet égard, iii) la province ou le territoire a donné son autorisation (s'il y a lieu) et iv) des pièces majeures de matériel de production ont été achetées.

Secteur non classique. Ensemble des activités menées dans les régions de Cold Lake, Peace River, Athabasca, Wabasca et Lindbergh. Les produits dérivés de ces opérations sont soit du bitume brut, soit du bitume transformé en pétrole synthétique dans des usines de pétrole synthétique.

Travaux physiques et levés. Exploration aérienne et souterraine et exploration de surface. Comprend le forage au diamant, les travaux de géologie, de géochimie et de géophysique, les tranchées, le décapage, le coupage de lignes et les autres travaux de surface, les puits d'exploration et les autres travaux souterrains, ainsi que le salaire du personnel sur le terrain et le coût des travaux impartis à des sous-traitants.

Usines de traitement du gaz naturel. Ce poste comprend la valeur immobilisée des usines, y compris les ouvrages et le matériel de mesure et de régulation et les équipements connexes.

Appendice II

Références

- Cholette, P.A. (1984). L'ajustement des séries infra-annuelles aux repères annuels. **Technique d'enquête**, vol 10. No. 1, 39-53.
- Corneau, L. (1995). Spécifications des règles de vérification dans le cadre de l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Document interne de Statistique Canada, décembre 1995.
- Cuthill, I. (1996). The Statistics Canada Business Register. Document interne de Statistique Canada, 1996.
- Estevao, V. (1991). Generalized Estimation System, Methodology Review. Document interne de Statistique Canada, septembre 1991.
- Hidiroglou, M.A. (1986). The Construction of a Self-representing Stratum of Large Units in Survey Design. *The American Statistician*, 40, 27-31.
- Hidiroglou, M.A. et Berthelot, J.-M. (1986). Contrôle statistique et imputation dans les enquêtes-entreprises périodiques. *Techniques d'enquêtes* 12, 79-89.
- Lacroix, J. (1991). Capital and Repair Expenditures - Surveys Overview. Document interne de Statistique Canada, janvier 1991.
- Latouche, M. (1988). Détermination, allocation et sélection de l'échantillon. Cahier de travail BSMD-88-021 de Statistique Canada, mai 1988.
- Pandher G.H. (1995). Population asymétrique : construction optimale de groupes "à tirage complet" et "échantillons", avec application au remaniement de l'enquête sur les finances des administrations locales. Cahier de travail SSMD-95-001 de Statistique Canada, mars 1995.
- Simard, Girard, Parent, Smith (2001). Sampling Designs for the Unified Enterprise Surveys – The Early Years. Document interne de Statistique Canada, Mars 2001